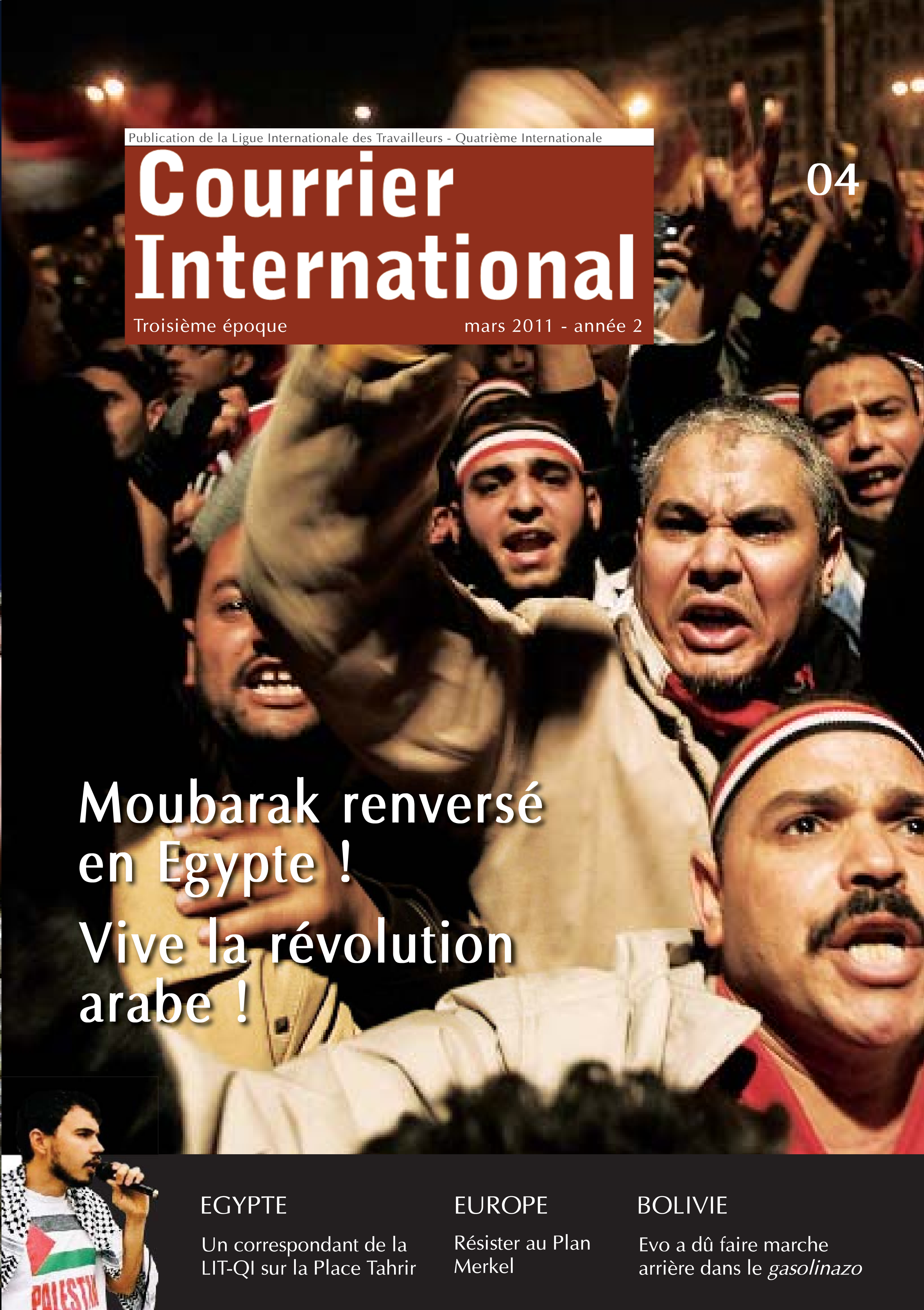


Publication de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale

Courrier International

04

Troisième époque

mars 2011 - année 2

Moubarak renversé en Egypte ! Vive la révolution arabe !

EGYPTE

Un correspondant de la LIT-QI sur la Place Tahrir

EUROPE

Résister au Plan Merkel

BOLIVIE

Evo a dû faire marche arrière dans le *gasolinazo*

Courrier International

No 04 - Mars 2011



Présentation

Au moment de mettre cette édition sous presse, une grande révolution populaire vient de renverser le dictateur Hosni Moubarak. Nous avons accompagné et soutenu cette révolution. Maintenant, nous sommes heureux de célébrer avec le peuple égyptien ce premier grand triomphe de sa lutte.

Ce processus est extrêmement important dans la lutte de classes internationale. L'Egypte est un pays clef dans le « monde arabe ». Il l'a été quand il s'est mis à la tête de la lutte contre l'impérialisme et contre Israël, dans les années 1950 et 1970. Il en est de même lorsque, à la fin des années 70, le président Anouar el-Sadate a trahi cette lutte, a reconnu l'Etat sioniste et a abandonné la lutte pour la destruction de ce dernier. La dictature de Moubarak a approfondi cette trahison en transformant le pays en un des bras de la « pince arabe » qui aide Israël dans son effort d'étrangler la lutte des Palestiniens pour récupérer leurs terres historiques.

Dans un effet de domino, la révolution égyptienne, dont la mèche a été allumée en Tunisie, se poursuit dans une « vague expansive », comme en Libye, une vague qui menace tous les régimes dictatoriaux et les monarchies de la région, y compris le régime de l'Iran, dont la plupart sont des agents de l'impérialisme. La « sainte alliance » formée entre l'impérialisme et ces bourgeoisies va essayer de freiner cette vague révolutionnaire et d'éviter qu'elle suive son cours naturel vers la révolution ouvrière et socialiste.

Comme une question centrale, le processus qui a renversé Moubarak accentue la crise du mécanisme de contrôle de la région par l'impérialisme, fondé sur trois piliers : l'enclave militaire israélienne, le régime égyptien et la monarchie pétrolière de l'Arabie saoudite, la Jordanie étant l'autre bras de la « pince arabe » contre les Palestiniens.

Cette crise a lieu dans le cadre de la situation vécue par l'impérialisme dans la région, à cause de sa défaite militaire et politique en Irak et du cours de plus en plus défavorable de la guerre en Afghanistan.

On comprend donc le désespoir du gouvernement israélien de Benjamin Netanyahu face au processus révolutionnaire égyptien, lorsqu'il reconnaît avec une franchise inhabituelle que la mise en œuvre des accords de paix avec les pays arabes et l'existence même d'Israël n'aurait pas été possible sans Moubarak. Cette existence sera beaucoup plus difficile, et sera menacé par la révolution arabe qui fait un bond en avant en Egypte.

> La révolution en Egypte revêt une importance particulière dans la lutte de classes internationale.

Finalement, au milieu de la crise économique internationale et des attaques des gouvernements et des patrons contre les travailleurs, la révolution égyptienne apparaît comme un modèle attractif de lutte, même pour les peuples des pays impérialistes, à cause de ses caractéristiques urbaines et laïques et sa base dans la jeunesse et la classe ouvrière.

C'est ainsi que pour l'impérialisme, au-delà des vœux pieux à la « lutte pour la démocratie », la révolution égyptienne et arabe signifie une « mauvaise nouvelle ». L'impérialisme cherche à répondre à cette nouvelle réalité par le biais du gouvernement de Tantawi et la junte militaire qui, soutenue par les forces bourgeoises comme El Baradei et les Frères musulmans, cherche à mettre en œuvre une politique de « transition ordonnée » afin de parvenir, moyennant quelques concessions de la démocratie bourgeoise restreinte, à contenir la révolution égyptienne, à sauver la base essentielle du régime actuel (l'armée) et à assurer la continuité des accords de paix avec Israël.

Selon Obama, la « transition » égyptienne ne se termine pas avec la chute de Moubarak mais vient seulement de commencer. D'un point de vue de la classe et avec des objectifs totalement opposés, nous disons que la révolution égyptienne et arabe ne s'arrête pas avec cette chute, mais que celle-ci n'en est que la première étape. Par conséquent, nous dédions les principaux articles de cette édition à l'analyse de ce processus.

Nous incluons également un dossier spécial important concernant la lutte contre l'oppression de la femme, à l'occasion de la journée du 8 mars. D'autres articles concernent l'Europe et la trahison des bureaucraties syndicales espagnoles ; la dynamique de la structure économique du Brésil ; la défaite du gouvernement bolivien d'Evo Morales dans l'affaire du gaz ; la fondation d'une nouvelle centrale syndicale au Paraguay et ses premiers pas ; une discussion avec l'Union Internationale des Travailleurs (UIT) sur sa politique au Venezuela d'Hugo Chavez ; la deuxième partie de l'article sur les 100 ans de la Révolution mexicaine ; et finalement les progrès réalisés dans la construction de sections de la LIT-QI en Argentine et au Salvador.

L'éditeur

La révolution arabe

Alejandro Iturbe

A plusieurs reprises, nous nous référons à l'impact du processus révolutionnaire égyptien dans le Moyen-Orient. Qu'entendons-nous donc par « révolution arabe » ?

Tout d'abord, nous nous référons à l'existence d'un « monde arabe » comprenant les pays du Nord de l'Afrique (une région partagée avec des peuples comme les Berbères), la péninsule arabique et une partie de l'Asie centrale, de la Mauritanie à l'Irak, avec près de 300 millions de personnes. C'est un « monde » qui, avec l'émigration, s'est propagé aussi à d'autres pays où les communautés arabes conservent leur langue et de multiples liens avec leur pays d'origine.

Le « monde arabe », a une profonde unité linguistique et culturelle, forgée à travers les siècles. À l'heure actuelle, il fait face à une réalité commune de domination et de pillage impérialiste. Selon les rapports des Nations Unies, en 2005, plus de 40 % des Arabes vivaient en dessous du seuil de pauvreté et le chômage des jeunes (la majorité de la population) était de 50 %. Ces chiffres ont encore augmenté avec la crise économique internationale. Un autre élément unificateur central est l'agression permanente d'Israël.

Nous parlons donc de « révolution arabe » pour le processus de lutte commune qui découle de la réalité objective elle-même, contre la domination impérialiste et ses agents nationaux, et contre l'enclave militaire impérialiste d'Israël. Il s'agit d'une lutte pour la libération nationale qui ne peut être menée à bout que de façon unifiée et en avançant vers la révolution socialiste.



Un peu d'histoire

Ce « monde » a commencé à émerger à partir du 7ème siècle de notre ère, avec le début de l'empire arabe. Quand il est entré en décadence, il a été dominé par l'empire turc ou ottoman, à partir du 8ème siècle, mais ces territoires ont conservé leur langue. En outre, les Turcs ont adopté la religion des vaincus (l'Islam) et l'ont propagée à d'autres régions. Ainsi est né ce que nous appelons le monde musulman.

L'empire turc a connu une décadence profonde au début du 20ème siècle et différents mouvements des peuples arabes pour leur indépendance se sont développés. L'empire a fini par être démantelé après sa défaite dans la Première Guerre mondiale (1914-1918). Ses possessions coloniales ont été réparties entre l'Angleterre et la France. A la même époque, le pétrole est devenu la principale matière première pour les carburants et la domination de cette région est devenue un élément clef de l'économie mondiale : elle renferme la plus grande réserve de pétrole au monde.

L'Angleterre et la France ont cherché à s'assurer le contrôle sur la région moyennant des possessions coloniales directes ou, là où la mobilisation populaire était plus forte, par la création de pays « indépendants », gouvernés par des monarchies corrompues à leur service. Et c'est là que commence l'histoire moderne du monde arabe.

La création d'Israël

Après la Seconde Guerre mondiale, avec les Etats-Unis comme puissance impérialiste hégémonique, apparaît un élément clef de cette histoire : la création de l'Etat d'Israël comme une enclave militaire de l'impérialisme construit sur l'usurpation du territoire palestinien et l'expulsion et le massacre de sa population. Cette fondation a été soutenue par la bureaucratie stalinienne.

La tragédie palestinienne est toujours une plaie saignante au cœur des peuples arabes. En même temps, Israël est devenu la principale arme d'attaque et d'agression militaire contre la lutte de ces peuples, ce qui se manifeste dans des guerres, des invasions et des attaques à répétition.

Le panarabisme et ses limitations de classe

La défaite rapide dans la première guerre contre Israël (1948) a provoqué une crise profonde dans les régimes monarchistes ainsi qu'un important processus de mobilisation contre eux. Pour contrôler le processus, les armées nationales ont pris les devants et ont commencé à perpétrer une série de coups d'Etat qui ont renversé les monarchies, de l'Egypte (1952) à la Libye (1969). Dans d'autres cas, la lutte s'orientait contre la domination coloniale, comme la guerre d'Algérie contre la France, qui a pris fin avec la victoire et l'indépendance, en 1962. En Arabie saoudite, dans les Emirats arabes, en Jordanie et dans d'autres pays, les monarchies corrompues ont survécu.

Ainsi naquirent des régimes bonapartistes sui generis, sur la base des armées, avec une idéologie nationaliste bourgeoise, le « panarabisme ». Ces régimes et leur idéologie, dont la principale expression a été le nassérisme égyptien, ont joué un rôle relativement progressiste en favorisant la lutte contre l'impérialisme et contre Israël, et en postulant l'unité du monde arabe. Il a même existé, entre 1958 et 1961, une République arabe unie de l'Egypte et la Syrie. Le « panarabisme » faisait partie des processus nationalistes bourgeois qui se sont manifestés aussi dans d'autres pays (l'Inde, l'Indonésie, le péronisme argentin, etc.)

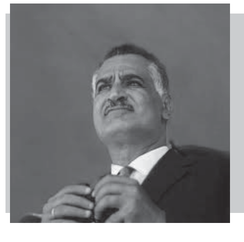
Cette édition en langue française est la traduction de *Correo Internacional*, la publication centrale de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (www.litci.org).
3 EUR
Ed resp selon la législation belge : J.Talpe - rue de l'Elan 73 - 1170 Bxl.



Cependant, par leurs profondes limites de classe, ces mouvements ne se sont pas proposés l'expropriation de la bourgeoisie et ils ont maintenu l'exploitation capitaliste et la croissante misère de leurs peuples. Pour la même raison, ils ont été incapables d'avancer vers l'unité des républiques arabes et d'entraîner une véritable mobilisation révolutionnaire de masses pour la libération nationale, dont l'expression militaire aurait pu vaincre Israël. Il convient de noter le rôle négatif de l'appareil stalinien de l'URSS, qui s'est alliée avec ces gouvernements pour aider ainsi à contrôler la révolution arabe et éviter son approfondissement.

Le virage réactionnaire

En Egypte, après la mort de Nasser (1970), Anouar el-Sadate a pris un virage politique profond et a capitulé entièrement. En 1979, il a signé avec les Etats-Unis et Israël les Accords de Camp David, il a reconnu l'Etat d'Israël et il a renoncé à la lutte contre ce dernier. Son successeur, Hosni Moubarak, a approfondi cette politique et a transformé l'Egypte en une pièce clef de la politique de l'impérialisme dans la région.



Le nassérisme égyptien a été la principale expression du « panarabisme ».

Le tournant réactionnaire du gouvernement égyptien était accompagné par la direction palestinienne de Yasser Arafat et l'OLP, qui ont également capitulé devant Israël avec les Accords d'Oslo. Pour compléter le processus, la plupart des gouvernements bonapartistes sui generis dans la région ont abandonné toute prétention de lutte anti-impérialiste et sont devenues également des dictatures réactionnaires. C'est la triste fin du rôle relativement progressiste que le nationalisme arabe laïque avait joué dans le passé.

Cette trahison, ajoutée à l'émergence du régime des ayatollahs en Iran après la révolution de 1979, a permis que cet espace soit occupé par les courants fondamentalistes islamiques, comme le régime iranien lui-même, le Hamas en Palestine et le Hezbollah au Liban, qui ont maintenu dans leur programme la destruction d'Israël. Cependant, la position conservatrice et de frein qu'ils affichent contre la révolution égyptienne est en contradiction avec le processus actuel, ce qui peut être le signe du début du déclin de leur influence (voir l'article qui leur est consacré dans cette édition).

La trahison des directions nationalistes bourgeoises a provoqué un recul dans la révolution arabe. Pendant plusieurs années, les Intifadas palestiniennes ont été la référence de cette révolution. En dépit de la trahison, il y a eu des progrès importants, comme la cuisante défaite subie par l'armée israélienne lors de son invasion du Liban en 2006 et l'échec d'Israël à briser la résistance du peuple palestinien, en particulier à Gaza.

Les invasions et occupations impérialistes de l'Irak et de l'Afghanistan, les guerres de libération qui ont eu lieu dans ces pays ont alors occupé le centre de la scène et ont attiré le plus l'attention.

Une révolution socialiste et internationale

Le processus égyptien met davantage en évidence la poudrière de la révolution arabe. C'est un processus qui, par les facteurs historiques et structurels que nous analysons, tend naturellement à dépasser les frontières nationales et à s'étendre et à unifier le monde arabe. La révolution tunisienne a allumé la mèche en Egypte et le processus égyptien, d'importance qualitative dans la région, a déjà commencé à transmettre le feu à d'autres pays. Aujourd'hui, aucune dictature dans la région n'est à l'abri de l'action révolutionnaire des masses.

Sous un point de vue superficiel, la vague actuelle de la révolution arabe peut sembler tout juste une « lutte pour la démocratie ». Il est vrai que le premier objectif des masses est de renverser les dictateurs haïs et leurs régimes, et d'obtenir d'amples libertés démocratiques.

Mais le contenu profond de cette vague va bien au-delà, car elle implique l'exigence d'une solution pour les terribles conditions des travailleurs et du peuple, et la nécessité de mettre fin au pillage impérialiste et aux oligarchies bourgeoises nationales, qui en sont la cause. Et, comme élément central, il y a la nécessité d'arracher du cœur du monde arabe ce poignard qui y est enfoncé : Israël et la tragédie du peuple palestinien.

Les bourgeoisies arabes, « nationaliste » ou « fondamentalistes », ont montré qu'elles sont incapables d'obtenir le moindre de ces objectifs et qu'elles vont devenir, tôt ou tard, des agents de l'impérialisme contre ces objectifs. Les organisations islamiques commencent à montrer cela.

C'est pourquoi - comme l'a signalé Nahuel Moreno pour le processus des années 1980 en Amérique latine - il se développe dans le monde arabe une « révolution socialiste inconsciente » qui, dans la lutte pour la démocratie et la libération nationale, doit nécessairement avancer vers la lutte pour le socialisme. Elle est socialiste par les ennemis auxquels elle fait face (l'impérialisme, Israël et les bourgeoisies nationales), parce que les tâches qu'elle doit accomplir ne peuvent être résolues à fond que par la victoire sur le capitalisme et l'impérialisme, et finalement, parce que ses protagonistes sont les travailleurs et le peuple, les seuls dont la lutte peut mener cette révolution jusqu'au bout.

La grande tâche du moment est donc que le « contenu socialiste » fasse son chemin dans la conscience des masses arabes, et qu'il se manifeste dans la continuité de leur mobilisation (déjouant les pièges et les illusions de la démocratie bourgeoise), dans des avancées dans son organisation indépendante de toute variante bourgeoise, et, surtout, dans la construction de partis ouvriers révolutionnaires capables de diriger la révolution jusqu'au bout.

Nous appelons donc à arborer les meilleurs drapeaux de tant de décennies de lutte, aujourd'hui abandonnés et combattus par la bourgeoisie arabe. Nous postulons un « panarabisme » ouvrier, révolutionnaire, socialiste et internationaliste. Sur ce chemin, la perspective de la construction d'une Fédération socialiste des républiques arabes doit être plus que jamais présente.

Moubarak est tombé ! Grande victoire de la révolution en Egypte !

Une déclaration de la LIT-QI

La glorieuse révolution égyptienne a donné un exemple historique pour tous les peuples du monde et a franchi une étape nouvelle et décisive dans l'expansion de la révolution arabe. Moubarak - le dictateur haï et l'agent le plus important de l'impérialisme et d'Israël dans la région - a dû s'en aller, grâce à l'action déterminée des masses pendant 18 jours d'affilé. Le renversement du dictateur est donc un énorme triomphe pour les masses égyptiennes et arabes.



La Révolution a placé le régime le dos au mur

Le cœur de ce gigantesque processus était la place Tahrir (place de la Libération) au centre de la capitale, Le Caire, qui devint le centre des protestations qui ont balayé le pays. Des millions d'Egyptiens ont exigé que Moubarak dégage et ont voulu la fin du régime. L'occupation de la Place est devenue l'expression du pouvoir du peuple mobilisé, en opposition à un système et à ses institutions qui se sont vus dans l'impossibilité de continuer à gouverner. Le gouvernement a ordonné de mettre fin à l'occupation de la Place et personne n'a obéi ; il a décidé le couvre-feu, mais les masses ne l'ont pas écouté. Le processus a galvanisé le pays tout entier, et nous avons vu des manifestations massives dans les grandes villes comme Alexandrie, Suez et Port Saïd, qui se sont étendues à tous les coins du pays.

Avec le pays paralysé, le gouvernement a essayé d'orchestrer une attaque contre-révolutionnaire contre les manifestants, visant à les vaincre et à vider la place Tahrir. Malgré la passivité de l'armée et le lâche attentat perpétré par des bandes armées contre des manifestants non-armés, les occupants de la place Tahrir, ne se sont pas laissés intimider et ont expulsé courageusement les bandes du système, composés de policiers et de mercenaires.

Au moment même où il mettait en œuvre cette attaque contre le mouvement révolutionnaire, le gouvernement a appelé au dialogue avec les forces de l'opposition tolérée, avec la participation des adeptes d'El Baradei et des Frères musulmans. Bien que ces forces ne soient pas parvenues à un accord avec le régime, leur participation a donné lieu de fait à la légitimation d'une tentative de transition négociée. Le résultat a été que seulement « des réformes constitutionnelles » ont été annoncées jusqu'aux élections de septembre, ainsi que des promesses vides de « concessions ».

Les masses n'ont pas cru en ces manœuvres et ont continué à exiger le départ immédiat de Moubarak, en maintenant l'occupation de la Place au Caire et dans les principales villes du pays.

Puis les derniers jours, la classe ouvrière et les travailleurs ont commencé à intervenir de manière décisive avec leur arme puissante : la grève. Les travailleurs du canal de Suez, de la santé et du transport au Caire sont entrés en scène, ainsi que les travailleurs des télécommunications. Même les travailleurs de la presse, comme ceux d'Al Ahram, ont décidé de faire grève contre le régime. Cette vague de grèves, qui couplaient les revendications pour de meilleures conditions de vie à l'exigence de la sortie de Moubarak, a paralysé l'économie égyptienne de façon de plus en plus compromettante pour les intérêts de la bourgeoisie nationale et internationale. Les ouvriers faisaient savoir que, tant que Moubarak restait



au pouvoir, ils iraient jusqu'au bout pour obtenir ce qu'ils voulaient.

Face à tout cela, l'armée a été incapable de réprimer directement les manifestations, et s'est limitée à observer les marches de masse et l'occupation de la Place. Le contact constant des soldats et des sous-officiers avec les manifestants a aggravé les éléments de la crise dans l'armée, ce qui rendait de plus en plus dangereux un éventuel ordre de répression massive de la part du sommet de l'armée, un ordre qui aurait pu avoir comme résultat immédiat la division de l'armée face à la force révolutionnaire du peuple égyptien.

Moubarak a été forcé de démissionner

Face à l'impossibilité de maintenir Moubarak au pouvoir, l'impérialisme a commencé à chercher à articuler une « transition sûre », qui permettrait d'assurer un « gouvernement loyal » dont la tâche était de « stabiliser » le pays, en gardant les institutions centrales du régime, avec quelques concessions démocratiques. L'impérialisme pariait sur le sommet de l'armée pour mener à bien cette tâche, compte tenu de son lien organique avec l'impérialisme, son importance en tant que pilier fondamental du régime et force de répression, ainsi qu'un certain prestige dont elle jouissait encore parmi les masses.

Après plusieurs annonces qui allaient dans le sens de la démission dans la nuit du 10 février, Moubarak frustra les attentes de la nation avec un discours qui, au lieu d'annoncer sa retraite, annonçait sa permanence au pouvoir, avec la transmission de quelques compétences à Suleiman.

La réaction furieuse de la population de la place Tahrir au Caire et à travers tout le pays allait dans le sens d'une radicalisation des protestations, qui devaient encore s'accentuer le lendemain. Pendant la nuit, les manifestants entouraient les espaces stratégiques comme le palais présidentiel et la station de télévision de l'Etat, qui étaient protégés avec un grand déploiement de l'armée. Cette situation devenait de plus en plus alarmante, surtout pour le sommet de l'armée, étant donné qu'elle ouvrait la possibilité réelle d'affrontements de manifestants avec les organismes de sécurité. Vu les éléments importants de crise dans l'armée, il n'y avait pas de garantie qu'une



« Le peuple exige le renversement du régime »

tentative de la population pour occuper ces bâtiments aurait été freinée par les militaires.

Avec l'expansion massive de la protestation et la perte définitive du contrôle par le régime, Suleiman a été forcé d'aller à la télévision pour annoncer en style télégraphique la démission de Moubarak et le passage de la direction du pays au Commandement suprême de l'armée.

La sortie de Moubarak a été une grande conquête, imposée par la mobilisation des masses et, de ce fait, accueillie avec beaucoup de joie et d'émotion.

L'essentiel de l'accord est la stabilisation bourgeoise par l'armée

Nous partageons la joie énorme qui anime à juste titre les masses égyptiennes et du monde entier, de se débarrasser d'un dictateur assassin et corrompu. Mais nous voulons formuler une mise en garde : le commandement de l'armée égyptienne qui a assumé le pouvoir, apparaissant comme un changement de cap face à la direction de Moubarak, a toujours été l'épine dorsale de la dictature égyptienne.

En effet, le haut commandement de l'armée, après s'être enrichi dans l'ombre de la dictature, au détriment de la faim et la misère des gens, possède plusieurs entreprises dans différents secteurs de l'économie, dont il contrôle quelques 30 à 40 %.

D'autre part, l'armée est le pilier essentiel du régime de Moubarak et joue un rôle clef comme allié stratégique des Etats-Unis et d'Israël dans la région, ce qui se manifeste directement dans l'aide militaire d'environ 2 milliards de dollars annuels des Etats-Unis à cette institution.

On a pu constater le rôle de l'armée quand elle a assuré une couverture aux hordes en faveur de Moubarak, leur permettant d'entrer sur la Place pour écraser les manifestants les 2 et 3 février.

Avec la crise provoquée par la révolution, le sommet de l'armée essaie maintenant d'assumer directement le processus, en se débarrassant de la figure gênante de Moubarak, pour maintenir ses privilèges et ne permettre aucun changement notable dans le pays. La plus grande expression de cela est la nomination de Tantawi, le ministre de la Défense des 20 dernières années de Moubarak, à la tête du nouveau gouvernement jusqu'aux prochaines élections.

La politique que l'impérialisme veut imposer, en liaison avec l'armée, à ceux qui se sont mobilisés pendant 18 jours pour se débarrasser de Moubarak et mettre fin à la dictature, c'est d'accepter une ouverture démocratique contrôlée, dans laquelle les principaux piliers du régime répressif sont maintenus et assurent le maintien des engagements politiques, économiques et militaires avec l'impérialisme, en particulier avec Israël.

Dans ce processus d'ouverture contrôlée, les secteurs de l'opposition bourgeoise se préparent à jouer un rôle essentiel. A cet égard, le secteur dirigé par El Baradei et les Frères musulmans se sont déjà prononcés en faveur de la composition d'un gouvernement d'unité nationale avec les militaires, ce qui permettrait une transition négociée vers les prochaines élections et l'acceptation de maintenir les accords avec l'impérialisme et Israël.

Seule la mobilisation indépendante des masses peut faire avancer la révolution égyptienne !

La grande victoire obtenue par la révolution égyptienne, avec le renversement de Moubarak, n'est que le début, et non la fin, de la lutte du peuple égyptien contre l'oppression.



L'impérialisme et la bourgeoisie égyptienne tentent d'empêcher le peuple d'atteindre une plus grande victoire que celle déjà obtenue, en évitant que la rupture avec l'ancien régime s'étende. La plus grande expression de ceci est que le nouveau gouvernement proposé est dirigé par un homme étroitement lié à Moubarak, son ministre de la Défense depuis 20 ans, qui a toute la confiance de l'impérialisme étasunien. Le sommet de l'armée, étroitement lié à la dictature pendant toutes ces années, ne va pas accepter le châtiment de ses crimes, ni la persécution et la prison de ceux qui ont appliqué la répression et la torture, ni la moindre entrave aux intérêts économiques des groupes qui ont fleuri à l'ombre de Moubarak. Ces gens ne vont pas vouloir la liberté afin que puissent être dénoncés les crimes de la dictature, ou que les travailleurs aient la liberté syndicale et le droit de grève, qui mettraient en péril les grandes réalisations de ces groupes auxquels ils sont liés. Un gouvernement composé d'hommes de Moubarak est un obstacle à la révolution !

La dictature a tué et torturé des milliers d'opposants. Au cours des 18 jours de mobilisation, 300 sont morts pour renverser Moubarak. Pour mettre fin définitivement à l'ère Moubarak, il faut dissoudre l'appareil répressif qui a maintenu 30 ans de dictature par la terreur et il faut punir les responsables de l'emprisonnement, la torture et la mort de ceux qui ont combattu pour leurs droits. Pour la dissolution de tous les appareils de répression ! Châtiment des responsables des tortures et des morts !

Il est également nécessaire de continuer la mobilisation pour assurer la libération immédiate de tous les prisonniers politiques et la liberté totale d'association syndicale, de presse et d'organisation en partis.

Nous savons qu'il y a une division de classe dans les rangs de l'armée. La fraternisation et l'incapacité des soldats et des sous-officiers à réprimer les manifestations en sont l'expression. Il est nécessaire que les soldats et les sous-officiers aient les plus amples libertés démocratiques de s'organiser indépendamment de leurs supérieurs et de s'unir aux revendications et aux aspirations de la classe ouvrière égyptienne, qui ne sont pas ceux de l'impérialisme et des généraux de Moubarak.

Pour la dissolution immédiate du Parlement frauduleux ! Pour mettre fin au régime de Moubarak, il ne suffit pas de faire quelques réformes partielles dans la Constitution, comme sont en train de le proposer le nouveau gouvernement et l'opposition bourgeoise. Pour la convocation d'une Assemblée constituante dotée des pleins pouvoirs souverains, avec exclusion de tous ceux qui ont fait partie des organismes du régime de Moubarak ! Une Assemblée constituante pour rompre les accords avec l'impérialisme, pour exproprier les biens de Moubarak et de l'ensemble de l'ancien régime, et pour construire une Egypte socialiste au service des travailleurs et du peuple !

L'oppression du peuple égyptien ne se limite pas à la dictature. Elle est enracinée dans l'exploitation et le chômage qui condamnent la majorité de la population à la faim et à la misère. La révolution ne met pas seulement en cause le régime actuel, elle touche directement l'impérialisme dominant, elle est objectivement une révolution ouvrière socialiste.

Pour une rupture fondamentale avec l'ancien régime, il est donc essentiel de briser les pactes militaires et politiques avec l'impérialisme et Israël. L'impérialisme hors d'Egypte ! Pour l'ouverture immédiate et complète de la frontière avec la bande de Gaza !

Pour une augmentation immédiate et générale du salaire en conformité avec le coût du panier de ménage ! Pour un plan économique d'urgence et la réduction immédiate des heures de travail sans perte de salaire afin de garantir un travail pour tous ! Pour l'expropriation des grandes entreprises nationales et multinationales et du système financier !

La condition préalable à l'accomplissement du désir des masses de construire une nouvelle Egypte est que les mobilisations indépendantes des masses continuent. Ce sont les mobilisations des masses qui ont renversé Moubarak, et non pas l'armée. C'est pourquoi nous appelons les masses égyptiennes à ne pas confier le sort de la révolution aux mains de l'armée, mais à avoir confiance en leur propre force pour la continuer.

Les jeunes, qui ont joué un rôle extraordinaire dans l'avant-garde de ce mouvement et ont montré un grand héroïsme en restant sur la Place pendant tous ces jours, malgré la répression, doivent continuer à s'organiser et à faire valoir leurs justes revendications. La classe ouvrière, en plus d'être au centre de la lutte contre Moubarak, a montré qu'elle peut paralyser le pays.

A partir de la victoire de ceux qui ont occupé et maintenu la Place Tahrir, est à l'ordre du jour la nécessité de promouvoir la mobilisation et l'organisation indépendantes des travailleurs et de la jeunesse, la nécessité de convoquer une réunion d'urgence des travailleurs et du peuple, pour discuter d'un programme au service des masses plutôt que des dirigeants militaires et de l'opposition bourgeoise et pour prendre le pouvoir dans leurs mains pour le réaliser.

Il faut développer la révolution arabe !

Après la Tunisie, la révolution arabe a obtenu une grande victoire avec le renversement de Moubarak. Nous allons l'étendre à toute la région ! Pour le renversement des autres dictatures et monarchies réactionnaires du monde arabe et du Moyen-Orient !

Moubarak a été un pilier de l'ordre imposé par l'impérialisme dans la région, dont le centre est l'Etat d'Israël. La révolution arabe ne triomphera pas, aussi longtemps que le peuple palestinien est sous la botte d'Israël. Tout le soutien au peuple palestinien ! Pour la destruction de l'Etat d'Israël !

Ce processus révolutionnaire a aussi le défi de faire face aux régimes dictatoriaux théocratiques, comme celui de l'Iran, qui a réprimé les manifestations contre la fraude électorale il y a deux ans et qui maintient l'exploitation de son peuple, malgré les conflits éventuels avec l'impérialisme.

La révolution arabe met la restauration de l'unité de la nation arabe à l'ordre du jour, dans la perspective de la construction d'une grande fédération des Républiques socialistes arabes !

Contre la transition conduite par la bourgeoisie et l'impérialisme : continuons avec les mobilisations !

São Paulo, le 11 février 2011



Un correspondant de la LIT-QI et du PSTU présent dans la révolution

« Sur la place Tahrir, j'ai vécu des moments de peur, d'anxiété, de confiance et de joie »

La LIT-QI et le PSTU brésilien ont envoyé un correspondant pour prendre contact avec la révolution et en faire directement rapport. Luiz Gustavo Porfírio est historien et chercheur de la cause palestinienne et de la lutte du peuple arabe. Il est arrivé en Egypte le 2 février et ses rapports sont publiés sur les sites de la LIT-QI (www.litci.org - en espagnol) et du PSTU (www.pstu.org.br - en portugais)



Dans la nuit au cours de laquelle je suis arrivé au Caire, la situation semblait difficile. A la télévision, on voyait des hommes qui avançaient à dos de chameau sur les masses de la place Tahrir. Dans la matinée, je suis passé par des piquets : les bandes pro-Moubarak agitaient des barres de fer et frappaient sur les voitures. La police se limitait à observer. Au centre de la ville, il n'y avait personne dans la rue, sauf les groupes de « vigilance ». Les journalistes étaient intimidés.

La rencontre avec la révolution

Le vendredi 4, tôt dans la matinée, la place Tahrir vibrait de nouveau. Avant midi, il y avait déjà une foule nombreuse. Il n'y avait pas beaucoup de magasins ni des affiches, mais il y avait la fameuse banderole : « Le peuple exige le renversement du régime ! ». L'organisation augmentait rapidement : les barrages se transformaient en plusieurs anneaux de contrôle pour accéder à la place, avec révision et contrôle des papiers. Par les militants, je savais qu'une bataille de deux jours contre les gangs pro-Moubarak, qui avaient essayé de reprendre la place et d'en déloger les manifestants, venait de se terminer avec succès. Certains montraient des signes de cette lutte sur leur visage et leur corps.

Les podiums se multipliaient. Il y en avait un du *Mouvement 25 Janvier* (la date du début de la révolution), composé de plusieurs groupes de jeunes, dont le groupe « 6 Avril », un de ceux qui avaient initié la mobilisation actuelle, et dont le nom venait du soutien à une grève générale, convoquée en 2008 par les ouvriers du textile de Mahalla. Le *Mouvement 25 Janvier* comptait aussi avec un secteur dissident de la jeunesse des Frères musulmans.

Sur la place Tahrir, je me sentais en sécurité, chez moi. Je voyais et je sentais la solidarité des combattants. Pendant des jours et des nuits se tissait sur cette place une expérience unique, une fraternité sans précédent dans l'histoire égyptienne récente.

La revanche

Quand je voyais l'armée distribuer des tracts, expliquant sa position, j'étais sûr de la force de la mobilisation. Les armées n'ont pas l'habitude de s'expliquer ou de « demander » aux gens de « rentrer chez eux ». Le sommet militaire ne pouvait pas compter avec la disposition de la base pour avancer sur les manifestants. C'est à ce moment que Wael Ghonim a été libéré. Tout son déplacement sur la Place était suivi par une énorme cohue des gens qui voulaient le voir et l'embrasser.

Les militants se sentaient plus à l'aise. On venait d'apprendre que le fils de Moubarak, désigné par ce dernier comme son successeur, avait quitté la direction du parti au pouvoir, et les histoires sur la tristesse de Gamal Moubarak divertissaient la foule sur la place. C'était la revanche.

La rage devient action

L'échec des négociations avec l'opposition mettait le gouvernement à la croisée des chemins. Le jeudi 10, le sommet militaire se réunissait sans Moubarak. C'était, semble-t-il, le signal du départ de ce dernier. Au café, les rares clients étaient anxieux et pouvaient à peine parler. J'ai couru à la place Tahrir, et quand le discours attendu du dictateur a commencé, j'ai appris ce que c'est de voir un million de personnes dans un silence total. Après que Moubarak eut réaffirmé qu'il prévoyait rester jusqu'aux élections, la frustration provoquât des cris de surprise. Beaucoup de gens étaient perplexes. D'autres ont commencé à bouger et à lancer des slogans.

La rage se transformait en action. Le peuple égyptien n'allait pas aller se coucher avec cette honte. Les gens sont allés assiéger les bâtiments publics, les symboles du régime. Au Caire, c'était le Parlement, le ministère de la Défense et la télévision officielle, à Alexandrie, le palais du président Moubarak, dans d'autres villes, les postes de police et le siège des gouverneurs. C'était une bonne dose d'adrénaline, qui mettait un terme au découragement.

Les grèves

Les grèves constituaient déjà une grosse vague, avec des rébellions dans les secteurs jadis contrôlés par le gouvernement. L'esprit de combat, qui semblait sans fin, s'étendait maintenant à la classe ouvrière.



En plus de la grève des travailleurs de la santé et du transport du Caire, de bonnes nouvelles arrivaient de Mahalla, dans le delta du Nil, un symbole de la révolte dans l'industrie textile en 2008, ainsi que d'Alexandrie et de Suez, de la part des travailleurs du canal. C'était la goutte d'eau qui faisait déborder le verre de la lutte contre la dictature.

Une avalanche

C'était encore une fois un vendredi, un jour sacré pour les musulmans, que la décision allait tomber. Cela commençait par une prière de masse. Sur les panneaux, les chansons et les slogans, on se souvenait des martyrs. En début d'après midi, l'avalanche de la révolution démolissait le mur du régime. Le vice-président annonce brièvement à la télévision la démission de Moubarak. L'euphorie se propage à travers le pays, la fête déborde comme une inondation du Nil. J'en fais partie, je reçois des embrassades et des câlins et je vibre au milieu de milliers de personnes.

L'avenir

La junte militaire conserve un prestige, dû au fait que les troupes n'ont pas réprimé la révolution. On chante : « L'armée et le peuple, une seule main. » Mais la réalité a changé. Le sommet de l'armée doit maintenant ramener le pays à la « normalité » de l'exploitation par l'impérialisme, de la « société » humiliante avec Israël, de l'exploitation des travailleurs, de l'oppres-sion des femmes, de la répression de la jeunesse. Il doit casser la confiance que les masses ont gagnée en elles-mêmes, conscientes et fières d'avoir fait l'histoire.

Il doit faire face à une direction qui s'affirme, jeune et audacieuse, qui a fait son apprentissage dans la clandestinité et n'a toujours pas la confiance d'en sortir, aussi longtemps que l'appareil répressif et la police secrète, le réseau d'hommes d'affaires et les ministres maffieux restent en place. Cette nouvelle avant-garde attend son tour pour le retour à l'action. Elle a comme obstacle son immaturité politique, le manque de préparation pour construire une stratégie socialiste profonde. Dans ce processus, elle devra abandonner toute lueur d'espoir dans l'armée. Mais l'expérience d'une révolution victorieuse peut catalyser rapidement cet apprentissage politique. En des tels moments, le temps ne s'écoule plus de la même façon.

L'adieu

Je quitte l'Egypte avec la certitude qu'il y a ici une grande volonté populaire de prendre le destin dans ses propres mains. Je suis particulièrement reconnaissant à son peuple, qui m'a donné la chance de vivre une révolution qui va marquer ma génération.

Soutenir et défendre la vague de grèves !

Alejandro Iturbe

La vague de grèves non seulement se poursuit, mais elle commence à se propager à d'autres secteurs comme la banque, le pétrole, les chemins de fer et l'enseignement. Dans la chaleur de la bataille, la formation de nouveaux conseils d'entreprise progresse.

De nombreux comités d'usine, ensemble avec des syndicats indépendants, ont publié une déclaration conjointe avec des exigences qui comprennent, en plus de l'augmentation des salaires, le contrôle des prix des biens essentiels, la re-nationalisation des entreprises privatisées et le renvoi de leurs dirigeants, la dissolution de la Fédération égyptienne de syndicats (agent de l'ancien régime), la liberté de grève et la pleine liberté d'association syndicale. La classe ouvrière égyptienne approfondit son arrivée sur la scène.

Cette vague de grèves réunit deux grands éléments de la révolution égyptienne. D'une part, il y a la bataille de la classe ouvrière pour améliorer sa condition économique et pour pouvoir s'organiser et combattre librement, à une époque où la bourgeoisie ne veut pas faire des concessions qui permettent de réduire les conditions de surexploitation (et ne peut en faire, en vertu de la situation du capitalisme). D'autre part, la capacité du gouvernement de Tantawi et de la junte militaire à « normaliser » la situation est mise à l'épreuve. Le gouvernement a donc répondu à cette montée en disant qu'il « ne tolérera pas de nouvelles manifestations » et il a menacé de les interdire.

Mais il y a loin de la coupe aux lèvres. Le chemin entre la menace et son exécution est semé d'embûches. Quelques jours après le grand triomphe de la démission de Moubarak, l'ordre de réprimer les grèves soulève de nouveau la possibilité d'un refus de la base de l'armée pour le faire, ainsi que le risque de division dans ses rangs, même si maintenant l'objectif est de moindre envergure qu'évacuer la place Tahrir. Et même si cette répression peut se faire, dans sa totalité ou en partie, quelle sera la réaction du peuple égyptien face à cela ? D'autre part, si le gouvernement n'intervient pas et laisse s'installer et se développer cette vague de grèves, celle-ci peut conduire à une situation incontrôlable et à un affaiblissement profond de la capacité du gouvernement à contrôler et à « normaliser » le pays.

La « bataille des grèves » devient ainsi un point crucial pour le cours de la révolution. Si le gouvernement parvient à les vaincre, il sera beaucoup plus fort pour atteindre ses objectifs. Si ce sont les travailleurs qui réussissent, la révolution aura avancé, avec la classe ouvrière dans un rôle central.

Cela pose comme une tâche immédiate pour le peuple égyptien, d'entourer les grèves avec un soutien concret et d'appeler à de grandes mobilisations si elles sont réprimées. L'organisation « 6 Avril », à l'avant-garde de la lutte contre Moubarak, a pris ce nom pour soutenir la grève des ouvriers du textile en 2008. Il faut répéter cet exemple, gonflé maintenant par l'ampleur de la grande révolution !

A l'échelle internationale, la LIT-QI invite tous les syndicats, la gauche et les secteurs démocratiques à développer une vaste campagne de solidarité et de soutien aux grèves et à leurs revendications.




Photo : Dominic Nahr / Wall Street Journal

Le rôle du fondamentalisme islamique

Alejandro Iturbe

Face à la révolution égyptienne, les médias occidentaux, en particulier les étasuniens, agitent de nouveau le spectre du « fondamentalisme islamique », cette fois sous forme d'un « avertissement » de ce que le pays pourrait tomber aux mains des Frères musulmans et adopter un cours similaire à celui de l'Iran.

La réalité montre toutefois un développement fort différent. Les caractéristiques de la révolution elle-même sont laïques et affichent une profonde tolérance envers les différentes composantes populaires de la mobilisation. En même temps, les Frères musulmans eux-mêmes jouent un rôle extrêmement conservateur et de frein dans le processus révolutionnaire égyptien. Voyons les faits :

Avant le déclenchement de la révolution, les Frères avait engagé des pourparlers avec Moubarak pour soutenir la manœuvre du dictateur d'être remplacé par son fils Gamal, en échange de la légalisation de l'organisation.

Après que la révolution a éclaté, le 25 janvier, ils ont tardé plusieurs jours pour la soutenir et inviter à participer aux rassemblements sur la place Tahrir, alors que des secteurs de leur base y participaient déjà.

Par la suite, bien qu'ils ont commencé à exiger la démission immédiate de Moubarak, ils ont participé aux négociations avec le régime afin de parvenir à une « transition contrôlée », et ils ont déclaré son plein soutien et leur confiance dans le général Samir Enan (chef de l'état-major de l'armée de terre qui entretient d'excellentes relations avec les Etats-Unis).

Après la démission de Moubarak, ils ont soutenu le gouvernement de la junte militaire et du général Tantawi et ils ont montré leur volonté de rejoindre un gouvernement « d'unité nationale » avec les militaires.

La position du Hamas

Les Frères musulmans n'ont pas été la seule organisation islamique à avoir une telle position. Le Hamas, en Palestine, l'a eu aussi. A première vue, cette organisation, qui gouverne la bande de Gaza, constamment attaquée par Israël, bénéficiait beaucoup de la révolution égyptienne.

Un triomphe de la révolution en Egypte ouvrirait la possibilité de libérer la frontière entre Gaza et ce pays, ce qui permettrait de recevoir sans entrave la solidarité et le soutien du peuple égyptien dans la lutte contre Israël et son agent de l'Autorité nationale palestinienne, Mahmoud Abbas. Cependant, malgré cela, les informations disent que le Hamas a empêché la réalisation de manifestations de soutien à la lutte du peuple égyptien et les a réprimé.

Le Hezbollah, au Liban, a bien déclaré son soutien à la lutte du peuple égyptien. Mais il ne l'a fait que plusieurs jours après le début, et en déployant seulement une petite partie de sa capacité de mobilisation.

Le régime des ayatollahs

Le régime iranien des ayatollahs s'est déclaré en faveur de la révolution. Mais il l'a fait en revendiquant qu'il s'agissait d'une lutte contre les « infidèles », et afin de parvenir à un régime similaire à celui de l'Iran. C'est une approche qui n'a rien à voir avec le type de processus en cours en Egypte, où la tolérance et la coexistence ont été si grandes que, sur la place Tahrir, les chrétiens coptes formaient des cordons pour protéger les musulmans, quand ceux-ci faisaient leurs prières, et éviter ainsi qu'ils soient attaqués par les provocateurs de Moubarak. Dans ce contexte, la revendication du régime iranien ne pouvait résulter qu'en une division de la mobilisation populaire, entre les différentes religions et avec les laïcs.

Tout aussi important est le fait que le régime iranien ait réprimé très durement les mobilisations qui exigeaient la démocratisation de leur propre pays. Et cette répression vient de se répéter contre les manifestants qui revendiquaient, ces derniers jours, le processus égyptien.

Quelques repères historiques

Pourquoi cette attitude du fondamentalisme islamique face à la révolution égyptienne ? La réponse réside dans les caractéristiques du processus révolutionnaire égyptien : urbain, laïque, basé sur les jeunes et les travailleurs, et qui a commencé avec la lutte contre la dictature de Moubarak, dans le but d'obtenir les libertés démocratiques les plus larges pour le peuple, mais qui est de contenu objectivement socialiste.

Ces caractéristiques font que la révolution égyptienne est à l'opposé des conceptions idéologiques et politiques des courants islamiques, et qu'elle représente une menace particulière pour le régime iranien, le pays où les fondamentalistes ont réussi à s'emparer du pouvoir et à développer leur expérience. Pour éclairer davantage ce point, voici quelques éléments historiques.



Les courants fondamentalistes (c'est-à-dire ceux qui, avec des interprétations différentes, prennent le livre saint de l'islam, le Coran, comme base de leur programme et leur action politique) existent depuis les premières décennies du 20ème siècle. Les Frères musulmans, par exemple, ont été fondés en 1920. Ils obtiennent une certaine base populaire, appuyée sur la religion et un travail d'assistance dans les secteurs les plus pauvres. Pendant des décennies, ils ont joué un rôle extrêmement réactionnaire, en critiquant et en combattant le nationalisme bourgeois laïc et la gauche arabe, et aussi par leur action politique, comme le soutien des Frères musulmans au roi Farouk I.

A la fin des années 70 et au début des années 80, il y a eu un changement majeur. La trahison du nationalisme laïc et sa capitulation face à Israël et à l'impérialisme, combinée avec l'impact de la révolution iranienne, a ouvert un espace que ces organisations pouvaient occuper, étant donné qu'elles maintenaient dans leur programme la destruction d'Israël et la lutte contre le « Satan de l'Ouest » (l'impérialisme), ce pourquoi elles postulaient une unité du monde arabe et musulman à travers la religion.

Elles ont alors commencé à se développer et à gagner de l'influence, cette dernière consolidée par la construction de noyaux de base. Certaines de ces organisations ont joué un rôle important dans la lutte contre Israël (lui infligeant des défaites, partielles mais significatives), comme le Hamas dans la bande de Gaza et le Hezbollah au Liban. Grâce à ces triomphes, ces organisations sont apparues, aux yeux de nombreux militants dans le monde arabe ces dernières années, comme une alternative de direction pour la lutte.

Elles n'ont pas passé le test de la révolution égyptienne

Mais la grande révolution égyptienne, comme toute révolution, confronte l'idéologie et l'action politique des courants islamistes à la rude épreuve de la réalité. Et ils n'ont pas passé le test. Il ne s'agit pas seulement d'un « déphasage tactique ». Comme nous l'avons indiqué, le développement du processus révolutionnaire égyptien va directement à l'encontre de la stratégie défendue, avec des nuances, par tous : l'imposition de régimes théocratiques qui fusionnent l'Etat avec les institutions religieuses pour appliquer leur interprétation de la loi coranique, y compris pour guider la vie personnelle.



Mohammed Badie, dirigeant des Frères musulmans

L'expérience iranienne montre que cela mène à un régime totalitaire très répressif, sans les moindres libertés démocratiques. Parallèlement à cela, en maintenant le système capitaliste, le régime a maintenu la majorité du peuple iranien dans la pauvreté et la misère, une situation contre laquelle le peuple iranien lutte depuis des années, faisant l'objet d'une répression sévère. Ce n'est pas par hasard que le régime des ayatollahs voit dans le développement et l'expansion internationale de la révolution égyptienne une grave menace pour sa survie.

La « modernisation »

Certaines organisations islamiques ont « modernisé » leurs propositions pour les adapter au régime démocratique bourgeois, afin d'être acceptées par l'impérialisme. C'est le cas de l'AKP, le parti islamique actuellement au gouvernement en Turquie. L'AKP respecte la constitution laïque. Il maintient le pays dans l'OTAN, l'alliance militaire sous commandement étasunien qui a des bases importantes dans le pays (des bases qui ont d'ailleurs joué un rôle clef dans la guerre en Irak). Et son objectif international principal est de faire entrer le pays dans l'Union européenne pour qu'il soit le partenaire secondaire de l'impérialisme européen.

Les Frères musulmans sont aussi en train d'essayer d'amorcer un « virage de modernisation ». Pour être pleinement acceptés par l'impérialisme, ils ont déclaré que leur modèle n'est pas le régime iranien, mais le modèle turc de l'AKP. De toute évidence, cette proposition est également en contradiction avec le développement du processus révolutionnaire en Egypte.

Avec des caractéristiques différentes, le Hezbollah s'est également « modernisé ». Cette organisation a combattu l'armée israélienne et l'a vaincu en 2006, et elle maintient dans son programme la lutte pour la destruction d'Israël. Mais en même temps, c'est l'un des principaux soutiens du régime bourgeois du Liban, basé sur la division des électeurs par croyances religieuses, bien que son programme se manifeste contre lui. Et le Hezbollah a participé à différents gouvernements bourgeois ou les a soutenus, au point de s'associer à des partis ou des personnages de la droite. Par exemple, l'actuel Premier ministre du Liban, l'homme d'affaires milliardaire Najib Mikati, a été proposé directement par cette organisation.

Notre proposition : construire des partis ouvriers, révolutionnaires, socialistes et internationalistes

Nous réaffirmons notre position de principe d'appeler à défendre les courants islamiques en cas d'attaque par Israël, l'impérialisme et ses partenaires nationaux. Mais nous disons clairement que, concrètement et stratégiquement, ils représentent une fausse alternative de direction pour la lutte, parce qu'ils sont un obstacle pour le processus révolutionnaire du monde arabe.

Le nationalisme bourgeois laïque a déjà montré son échec. La profonde érosion du régime iranien et, maintenant, ses positions sur la révolution égyptienne, peuvent signifier le début du déclin de l'influence de masse de ces courants.

La révolution égyptienne et arabe pose comme la tâche la plus urgente la construction de partis ouvriers, révolutionnaires, socialistes et internationalistes, qui arborent le drapeau de la lutte contre l'impérialisme et pour la destruction d'Israël, ainsi que l'objectif de l'unité socialiste du monde arabe.



La révolution continue en Tunisie

Gabriel Massa (Argentine)



Le dictateur Zine Ben Ali est tombé le 14 janvier. Le gouvernement de transition de Mohamed Ghannouchi fait face à une situation de crise : des grèves régionales dirigées par des sections de la centrale syndicale UGTT ; des expressions de contrôle ouvrier ; des contre-attaques par des partisans du Rassemblement Constitutionnel Démocratique (RCD), le parti du régime déchu ; et l'exode de milliers de réfugiés vers l'Italie. Mahmoud Ben Roudhane, qui soutient le gouvernement actuel, a déclaré au New York Times : « *Le danger est que la dynamique révolutionnaire peut durer éternellement.* ».

La direction nationale de l'UGTT soutient le gouvernement de transition. Mais elle a été forcée à retirer ses représentants du gouvernement, à cause des critiques et de la résistance des travailleurs à la présence des ministres du RCD. Un des dirigeants de l'UGTT, Abid Briki, a déclaré : « *Nous ne contrôlons pas tous les mouvements de grève... L'UGTT est débordé face à l'agitation sociale. Dans les entreprises où des grèves spontanées ont été déclenchées, nous tentons d'organiser une visite de nos représentants pour occuper le terrain.* ».

La chaîne Al Jazeera rapporte : « *Les forces de sécurité sont intervenues lorsque des manifestants ont tenté d'incendier un poste de la garde nationale aux environs de Kebili. Des jeunes ont ensuite attaqué un autre poste de la garde nationale, avant de marcher vers la résidence du gouverneur... Le samedi, il y avait des manifestations et des sit-in face aux bureaux du gouverneur, exigeant son remplacement.* » La répression policière a causé un mort. Selon l'agence TAP, dans la ville d'El Kef, au siège de la police, « *plusieurs centaines de manifestants avaient exigé la destitution de Khaled Ghazzoumi, chef de la police locale, pour abus de pouvoir* ».

Grèves et opposition syndicale

Les 24 et 25 janvier, les enseignants ont organisé une grève massive. Le 26, il y a eu des grèves régionales. Selon ANSA, le 26, dans la manifestation il y avait « *un total de 50 000 personnes, selon des sources syndicales (d'autres parlent de 100 000), lors de la grève générale décrétée par l'UGTT locale à Sfax* ». Cette ville est la deuxième en importance du pays et est son centre industriel le plus important. La manifestation exigeait la démission du gouvernement. La demande s'est étendu aussi à des grèves à El Kef, Sidi Bouzid, Jendouba, Kairouan, Siliana, Gabès et Nabeul.

Dans l'appel de Sfax, l'UGTT régionale disait : « *Après avoir examiné la situation générale dans le pays et les événements politiques et sociaux récents, à la lumière de la révolution de notre peuple, et ce qui se mijote contre cette révolution par des conspirations internes et externes, destinées à contourner ses objectifs et réalisations, nous avons décidé de lancer une grève générale, le mercredi 26 janvier 2011, en défense des revendications de notre peuple pour renverser le gouvernement de l'ancien régime et pour dissoudre le Rassemblement Constitutionnel Démocratique (RCD).* ». Lors des protestations, on chantait : « *La Tunisie est libre, à bas le gouvernement* », ainsi que « *La Tunisie est arabe. Non à la tutelle étrangère, non à la tutelle des Etats-Unis* ».

Les tentatives de contre-attaque

« *Dans les semaines qui ont succédées à la fuite de Ben Ali, des manifestants ont affronté la police dans plusieurs villes de province, ce qui a causé au moins deux morts, Les médias tunisiens ont rapporté que la violence a été provoquée en partie par des éléments de l'ancien régime, qui cherchaient à saper le nouveau gouvernement et à justifier un retour à la dictature. La semaine dernière, le gouvernement a rappelé des réservistes pour aider à maintenir l'ordre.* » (Le New York Times, 13/2/2011).

Avant le 26 janvier, des gangs et des milices du RCD ont attaqué les bureaux de l'UGTT dans plusieurs villes. Dans la capitale, une manifestation de soutien au gouvernement a été organisée, avec une campagne médiatique contre « *le chaos* », « *l'obstruction de l'économie* » et « *les éléments extrémistes au sein de l'UGTT* ». La manifestation a été très faible.

Il y a toutefois un danger : la contre-révolution continue à agir, et la police et l'armée, les piliers de l'Etat et du régime, sont à la recherche de moyens pour freiner les luttes. La situation de misère et de chômage n'a pas changé du tout. Le désespoir des masses augmente : des milliers de Tunisiens fuient à l'étranger en quête de travail. Il est facile de voir que le climat de confrontation s'accentue.

Pour la bourgeoisie, l'issue consiste à consolider l'actuel gouvernement et à en finir avec les manifestations, les grèves et les « *éléments extrémistes de l'UGTT* ». Pour ce faire, elle n'hésite pas à recourir aux tueurs à gage et aux milices du RCD.

Pour les travailleurs affamés, les milliers de chômeurs et la population, il est clair que ce n'est pas la solution. Il y a un besoin urgent d'unifier tous les secteurs et organisations en lutte pour écraser les gangs, démanteler les forces de répression, et imposer un gouvernement des travailleurs et du peuple, avec un programme qui donne une réponse aux exigences urgentes ouvrières et populaires, en union avec les mouvements révolutionnaires qui se propagent dans toute la région.



La Libye s'embrase dans le sang

Gabriel Massa (Argentine)



Le 22 février, Mouammar Kadhafi s'est manifesté à la télévision d'Etat. Il a dénoncé « des jeunes drogués de 16 et 17 ans (...) qui attaquent des postes de police ». Il a affirmé que les rebelles et les chefs tribaux et bourgeois de la région orientale qui les attisent sont le fer de lance d'une tentative des Etats-Unis, de dominer de nouveau le pays comme ils le faisaient avant son arrivée au pouvoir en 1969. Et il a appelé « le peuple (...) qui aime Kadhafi (...) à descendre dans la rue » pour faire face aux rebelles et défendre l'indépendance du pays et son chef. C'est bel et bien un appel à la guerre civile contre les insurgés.

Pour commencer, Kadhafi est celui qui a permis le retour des compagnies pétrolières et d'autres multinationales dans le pays, et depuis belle lurette il n'est plus un leader anti-impérialiste (voir « Une biographie de va-et-vient »). D'autre part, ce que l'on voit en ce moment en Libye, embrasée dans le sang, ce ne sont pas des gamins drogués, mais une révolution qui avance en libérant des zones, et qui fait face à un véritable massacre perpétré par les troupes de Kadhafi pour contenir la rébellion.

Face à la répression, les masses ont été contraintes de s'organiser en « comités populaires » et de s'armer - dans beaucoup de cas en union avec des officiers et des soldats qui ont déserté avec armes et bagages - afin de pouvoir continuer la lutte pour la chute du régime, pour des libertés démocratiques et pour une solution à la faim, au chômage et aux bas salaires.

Les combats continuent à Tripoli

Le journal espagnol *El País* décrit ainsi la révolte à Tripoli : « *Plusieurs agences ont informé que certains bâtiments gouvernementaux dans la capitale libyenne ont été détruits par le feu ce matin et que les sièges de la télévision et de la radio publiques ont été pillés et brûlés la nuit dernière par une foule en colère. «La Casa del pueblo (le parlement) est en flammes, les pompiers tentent d'éteindre le feu», a déclaré un témoin cité par Reuters. Al Jazeera informe que le siège du gouvernement libyen et le bâtiment qui abrite le ministère de la Justice à Tripoli ont également été incendiées.* ».

El País décrit aussi la répression : « *Adel Mohamed Saleh, un homme qui se déclare militant anti-Kadhafi, nous affirme que «ce que nous sommes en train de voir aujourd'hui est inimaginable. Des avions et des hélicoptères militaires bombardent un quartier après l'autre». Selon Saleh, contacté par téléphone par Reuters, les bombardements se succèdent toutes les 20 minutes et font «beaucoup de morts» (au moins 250 personnes sont déjà mortes, selon la chaîne qatarie Al-Jazeera).* » Des informations ultérieures font état de plus 600 morts.

Dans le reste du pays, des comités populaires armées « libèrent » des villes

Selon le quotidien italien *Corriere della Sera* (22 / 2) « *les rebelles contrôlent Benghazi (la deuxième ville du pays), Syrte, Torbruk, Misrata, Khoms, Tarhouinah, Zenten, Al-Zawiya et Zouara. (...) Le régime contrôle uniquement Tripoli, où les combats continuent.* ».

Le correspondant de la CNN, Ben Wedeman, a déclaré : « *Des groupes d'hommes en civil, avec des armes allant de simples fusils à des mitrailleuses, surveillaient lundi (21 / 2) les rues dans l'Est de la Libye, où les leaders de l'opposition contrôlent décidément une grande partie de la région. Les groupes d'opposition ont formé des « comités populaires » pour maintenir l'ordre en quelque sorte après avoir expulsé les troupes du gouvernement.* ».

Selon le quotidien *El Pais* : « *Des témoignages provenant des dissidents de Benghazi affirment que les manifestants ont également pris des chars et de grandes quantités d'armes et de munitions de l'armée, comme le reconnaît à sa manière le fils de Kadhafi dans un discours : «Les criminels circulent même à bord de blindés».* »

Toujours selon le correspondant de la CNN : « *Des gens de l'Est de la Libye nous ont dit que des centaines de mercenaires de l'Afrique sub-saharienne qui combattaient pour Kadhafi ont été tués ou capturés. Des leaders de l'opposition disent qu'ils craignent que des forces pro-Kadhafi puissent essayer de reprendre la région, et les hommes gardent donc la rues, les armes dans la main.* ».

Pendant ce temps, les forces rebelles sont en mesure d'assurer le fonctionnement du réseau d'électricité et on revient à une certaine normalité avec quelques magasins ouverts dans les villes « libérées » par la révolution. Cependant, les routes sont encore désertes, sauf pour des milliers de travailleurs égyptiens qui cherchaient à fuir de leur pays.

Un dissident, Omran Mohamed Omran, a déclaré à la presse espagnole : « *A la place des maires de Kadhafi, ce sont les juges qui dirigent et gèrent les villages des révolutionnaires, parce qu'ils ont la confiance des gens.* ».

Démission de fonctionnaires et division et défections dans l'armée

Avec l'avancée de la révolution, il y a des démissions de hauts fonctionnaires du régime, en commençant par le ministre de l'Intérieur et général d'armée, Abdel Fattah Younes al Abidi. Par la suite, les ministres de la Justice et de l'Emigration ont démissionné.

Omran a déclaré que « *la division dans l'armée est un fait et plusieurs soldats ont rejoint la protestation. (...) Le chef de l'état major de l'armée libyenne, Abou Bakr Younes, qui a participé au coup d'Etat de 1969 et qui a porté Kadhafi au pouvoir, (...) est en résidence surveillée. (...) Younes a demandé à Kadhafi de s'éloigner*



du pouvoir afin de répondre aux demandes du peuple, mais Kadhafi a répondu qu'avant cela, il brûlerait la terre que lui-même il avait fait s'épanouir. ».

Pendant ce temps, selon Wedeman de la CNN : « *Un homme qui s'est identifié comme un leader de la résistance a dit qu'il a eu des rencontres avec des commandants militaires libyens dans la région, et qu'une grande partie de l'armée a rejoint les forces anti-gouvernementales.* » .

Le lundi 21 février, deux pilotes de chasseurs bombardiers libyens ont déserté à Malte, avec leur Mirage F1. Une source du gouvernement de Malte a déclaré que les pilotes ont déserté, plutôt que d'exécuter les ordres de bombarder des civils.

Une insurrection populaire avec des éléments avancés de double pouvoir

Dans ce processus, il y a une très ample unité d'action anti-dictatoriale, dont participent des travailleurs, des secteurs populaires et même des secteurs bourgeois, sans compter les officiers et la troupe qui désertent de l'armée, et maintenant aussi des hauts fonctionnaires du régime qui démissionnent. **Il est clair qu'il faut la plus large unité d'action avec tous les secteurs, y compris les bourgeois déplacés par le régime, pour mettre fin à cette dictature génocidaire qui campe dans ses retranchements.**

Le fait que la seule réponse de Kadhafi soit le bombardement par l'armée de l'air et l'envoi de mercenaires pour attaquer les rebelles, et qu'il dit lui-même qu'il est « prêt à mourir », montre son désespoir face à la croissance du bloc d'opposition.

Nous ne savons pas combien de temps va durer le combat ni quel sera le résultat, même si à l'heure actuelle, le bilan est en faveur des masses. **Il s'agit d'une insurrection où se renforcent de plus en plus les éléments de double pouvoir, y compris avec des « zones libérées » qui couvrent non seulement une dizaine de villes, surtout dans l'Est, mais aussi plusieurs centres de production et de distribution de pétrole et de gaz.**

Il est clair que **la tâche principale de la révolution est maintenant de vaincre les forces de la dictature à Tripoli et de renverser Kadhafi. Pour cela, il est essentiel de bien unir toutes les forces sociales, politiques et militaires qui soutiennent la lutte.**

Cela ne signifie pas, cependant, que tous ceux qui sont impliqués dans la lutte ont les mêmes intérêts ou envisagent les mêmes mesures pour quand, après le renversement du colonel Kadhafi, il faudra reconstruire le pouvoir pour la nouvelle Libye. Pour défendre leurs intérêts, **les travailleurs ont besoin d'une organisation indépendante de la bourgeoisie, ainsi que leur propre direction.**

Nous, la LIT-QI, nous sommes convaincus que **cette direction devrait avoir comme orientation stratégique l'imposition d'un gouvernement des organismes des travailleurs et du peuple, soutenu par l'armement général de la population**, afin de consacrer les ressources du pays à **la satisfaction des besoins les plus urgents de la population et à la récupération de l'indépendance** et l'expulsion des multinationales que Kadhafi a autorisées à retourner en Libye. **Ce sont des tâches qui ne peuvent être accomplies que dans l'unité avec les travailleurs et les peuples de toute la région.**

Le peuple libyen a appris des révolutions de la Tunisie et de l'Egypte. C'est maintenant le tour à l'insurrection libyenne d'assumer l'avant-garde de la révolution arabe.

Kadhafi

Une biographie de va-et-vient



Pour comprendre le rôle de Kadhafi, quelques références historiques sont nécessaires. Lors de la décomposition de l'Empire ottoman au début du 20ème siècle, la Libye a été envahie par l'Italie (1912), qui a divisé le pays en deux administrations coloniales distinctes : la Cyrénaïque à l'Est et la Tripolitaine l'Ouest. L'Italie y est restée jusqu'à la-Seconde Guerre mondiale. Après la guerre, l'impérialisme et Staline finirent par accorder l'indépendance au pays (1951) et imposer comme roi Idris I, issu des tribus de la Cyrénaïque et clairement soumis aux puissances impérialistes.

En 1969, le colonel Mouammar Kadhafi, originaire d'une tribu de Bédouins de la région Tripolitaine, dirige un coup d'Etat avec une idéologie nationaliste pan-arabe. En 1977, il fonde le *Jamahiriya* (Etat des masses) *arabe libyenne socialiste*, avec un régime totalitaire soutenu par l'armée et des accords inter-tribaux, régime qui rejoint par ailleurs d'autres gouvernements dans la région - en particulier l'Irak et la Syrie - pour rejeter les accords de Sadate avec les Etats-Unis et Israël.

Cela fait que le régime libyen est un des plus détestés par l'impérialisme. En 1986, Ronald Reagan ordonne le bombardement des deux principales

A bas la dictature de Kadhafi !

Stop à la répression génocidaire !

Tout le soutien aux travailleurs et au peuple libyens !

Dans leur lutte pour renverser la dictature de Kadhafi, les travailleurs et le peuple libyen sont victimes d'une répression génocidaire. La classe ouvrière et les peuples du monde doivent les soutenir dès maintenant, pour arrêter la répression et en finir avec la dictature.

La LIT-QI appelle à l'unité d'action la plus large de tous les secteurs à cet égard. En particulier, nous appelons les syndicats et les organisations populaires à exiger de tous les gouvernements, y compris ceux qui se sont prononcé en faveur de Kadhafi ou restent silencieux, face à la répression, à rompre immédiatement les relations avec la dictature libyenne.



villes du pays, Tripoli et de Benghazi. En représailles, Kadhafi promeut une série d'attentats terroristes, y compris l'attentat de 1988 avec la pose d'une bombe dans un avion de la PanAm qui explose en survolant la ville de Lockerbie en Ecosse.

Mais en 2003, de plus en plus isolé dans sa politique, Kadhafi avance vers un accord avec l'impérialisme, un accord qui comprend le fait d'assumer la responsabilité de l'attentat de Lockerbie et une ouverture croissante des gisements libyens aux compagnies pétrolières multinationales, y compris Shell, British Petroleum, ENI (italienne), Total (française) et Wintershal (allemande). Parmi les entreprises étasuniennes, il y a Occidental Petroleum Corporation, ConocoPhillips et Marathon Oil Corporation.

Le bradage monte d'un cran lors des accords de Kadhafi avec le gouvernement de Berlusconi. Le quotidien *El Pais* (22/02/2011) rappelle que : « *Depuis que, il y a deux ans, Il Cavaliere et le colonel ont signé le Traité d'amitié, d'association et de coopération, le commerce bilatéral dépasse maintenant 40 milliards d'euros par an et comprend tous les secteurs clef, de l'énergie à la banque ou la construction, sans oublier les accords militaires et de renseignement.* ».

Pour sa part, Kadhafi - comme intermédiaire touchant des commissions sur les investissements impérialistes - s'est enrichi de façon scandaleuse. Il possède des dizaines de milliards de dollars en investissements dans des sociétés européennes comme Fiat.

L'impérialisme est rentré en Libye de la main de Kadhafi.

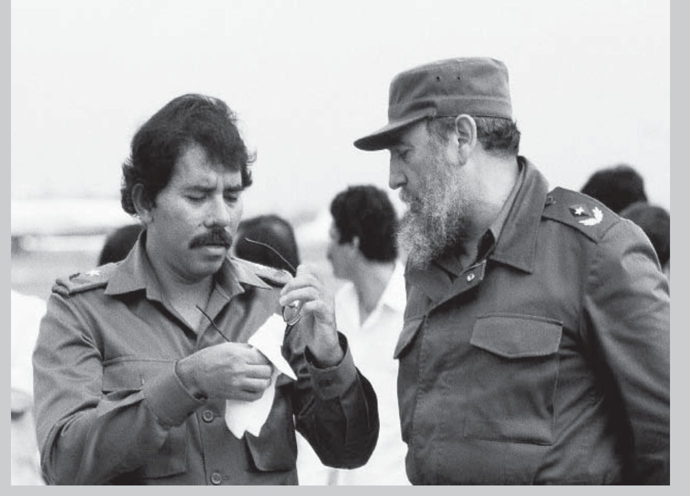
Comme beaucoup d'autres régimes du Moyen-Orient - et du tiers monde en général : les revirements en faveur de l'impérialisme de partis et de mouvements comme le péronisme en Argentine, le PRI au Mexique et le MNR en Bolivie sont bien connus en Amérique latine - le régime libyen, appuyé par l'armée, a laissé derrière lui les frictions et la résistance à l'impérialisme pour devenir son agent direct.

Kadhafi a la particularité d'avoir passé quarante ans à la tête du pays, ce qui fait qu'il intègre dans sa biographie personnelle le va-et-vient dans la relation avec l'impérialisme.

Cela pourrait arriver aussi avec des gouvernements qui ont aujourd'hui une forte rhétorique anti-impérialiste ou qui appliquent même quelques mesures qui entrent en conflit avec les intérêts immédiats de l'impérialisme, comme celui de Chavez au Venezuela et celui d'Ortega au Nicaragua. Dans ces deux régimes, des caractéristiques similaires à celles de Kadhafi en Libye sont déjà apparues : au Venezuela, il y les multinationales du pétrole, et dans les deux pays latino-américains, il y a une corruption endémique et leurs gouvernements promeuvent l'émergence de groupes économiques bourgeois favorisés par l'Etat. Par conséquent, ces gouvernements pourraient effectuer un tournant pro-impérialiste comme Kadhafi.

Les amis de Kadhafi

Fidel Castro et Daniel Ortega soutiennent le dirigeant libyen et Dilma Roussef refuse de condamner la massacre.



Le 21 février, le leader cubain, Fidel Castro, a publié une déclaration intitulée « Le plan de l'OTAN est d'occuper la Libye », faisant ainsi écho aux déclarations de Kadhafi lui-même. La caractéristique la plus frappante de cette déclaration est que Castro ne mentionne même pas la répression brutale contre le peuple libyen.

D'autre part, il explique que l'impérialisme, en particulier l'étasunien, a les yeux rivés sur les réserves pétrolières libyennes et favorise donc l'occupation militaire.

Castro dit : « *Ce qui pour moi est absolument clair, c'est que le gouvernement étasunien n'est pas du tout préoccupé par la paix en Libye et n'hésitera pas à donner à l'OTAN l'ordre d'envahir ce pays riche, peut-être dans quelques heures ou dans très peu de jours.* ».

Et Castro ajoute : « *Une personne honnête sera toujours contre toute injustice commise envers n'importe quel peuple dans le monde, et le pire d'entre eux, en ce moment, serait de garder le silence sur le crime que l'OTAN est prête à commettre contre le peuple libyen* ».

En d'autres termes, avec la justification d'un supposé danger d'une invasion imminente de l'OTAN, Castro soutien le dictateur Kadhafi qui est en train de massacrer son propre peuple.

Pour leur part, les paroles de Daniel Ortega, président du Nicaragua, n'ont pas besoin de commentaire. Selon un câble de l'agence Europa Press, Ortega a dit, dans des déclarations sur le site officiel nicaraguayen : « *J'ai été en communication téléphonique avec lui (Kadhafi) ; logiquement, il mène de nouveau une grande bataille* », et le site y ajoute : « *Le président a transmis au leader libyen «la solidarité du peuple nicaraguayen» ainsi que celle de son parti, le Front Sandiniste de Libération Nationale (FSLN)* ».

Quant à Dilma Roussef, la Présidente brésilienne, elle a dévoilé que son gouvernement refusait de condamner la répression génocidaire du dictateur libyen.

Ces dirigeants soutiennent Kadhafi ou refusent de dénoncer le massacre. Nous, par contre, nous sommes avec ceux qui, en Egypte, en Tunisie et dans d'autres pays du monde, se mobilisent en faveur de la grande insurrection libyenne et la chute du régime.



Répondre au Plan Merkel

Felipe Alegría (Espagne)

La flambée récente de la crise de la dette publique portugaise (sauvé par l'intervention de la Banque centrale européenne) a mis à l'ordre du jour la gravité de la crise de la dette des pays périphériques.

La crise de la dette de l'Etat espagnol, en particulier, est définie par les magnats de Davos comme « la question cruciale de l'Europe » : « une économie trop grande pour la laisser tomber et trop grande pour la sauver. »

Le Portugal et l'Etat espagnol, dans les mains des « marchés » (c'est-à-dire, les grandes banques européennes et les fonds spéculatifs), sont condamnés à un « sauvetage » financier, avec des rythmes différents. Dans une tentative pour l'éviter, ou plutôt pour le retarder autant que possible et le faire de façon « ordonnée », les gouvernements veulent renforcer le dénommé « Fond européen pour la stabilité financière », qui actuellement est incapable de prendre soin d'une crise des paiements comme celle de l'Etat espagnol. Mais Angela Merkel, la « chancelière de l'Europe », exige des compensations sévères, tant des pays de la périphérie que de la zone euro tout entière, au nom du capitalisme allemand.

L'Allemagne ne fait plus comme lorsque Joschka Fischer (des verts) était ministre des Affaires étrangères : « commander sans qu'on s'en rende compte ». Elle a maintenant jeté par-dessus bord tous les faux-semblants. Le dernier numéro de *Internationale Politik,* la principale revue des institutions allemandes qui s'occupent de politique étrangère, écrit sans vergogne que l'indépendance des Etats membres de l'UE est « purement théorique » et que la chancelière Merkel a « l'autorité pour établir des politiques pour les 27 Etats membres ». Sarkozy serait une sorte de « vice-chancelier » qui peut prendre des initiatives, « mais en cas de conflit, il devra toujours se soumettre à la chancelière ». Le président du Conseil européen, le Belge Van Rompuy, serait un « chargé d'affaires », et les présidents et chefs des Etats membres une sorte de « membres du *Bundesrat* », la Chambre des Länder allemands, avec des compétences limitées.



Une nouvelle offensive brutale pour sauver le capital financier

La chancelière allemande fait honteusement étalage de son hégémonie en imposant non seulement des sanctions automatiques aux pays défaillants concernant le déficit, ou l'approbation allemande des différents budgets avant que leurs parlements ne les votent. Elle énonce, de plus, des conditions nouvelles et plus draconiennes, qu'elle veut voir appliquées en 12 mois. Parmi ceux-ci, il y a l'extension de l'âge de la retraite à travers le continent, la fixation par loi des limites de déficit et de dette, et l'obligation de lier les salaires à la « productivité » et non à l'inflation, à savoir, des réductions de salaire généralisées et le remplacement des parties fixes du salaire par les parties variables. La productivité se résume, en fin de compte, à un moindre revenu et une production accrue pour l'employeur.

En même temps, le plan Merkel propose qu'à partir de 2013, face à la suspension des paiements (« default ») d'un pays, les banques et les fonds créanciers devront nécessairement prendre en charge une partie des pertes (un « déduction »). Cela est dû au fait que, dans les temps à venir, la suspension de payement des pays soumis au « sauvetage », comme la Grèce, l'Irlande et, le cas échéant, le Portugal ou l'Etat espagnol, sera inévitable. Ces suspensions de payement sont inévitables parce que les plans d'ajustement brutal provoquent un chômage massif, la récession et la stagnation, avec une réduction conséquente des recettes publiques, alors que les intérêts de la dette s'envolent... jusqu'à ce que le moment arrive où elle ne peut déjà plus être remboursée.

L'objectif du capital financier allemand est d'éloigner le plus possible le moment redouté de la suspension des paiements. Il s'agit, en substance, de veiller à ce que leurs banques (qui ont engagé plus de 500 milliards de dollars, 20 % du PIB allemand, dans la dette des pays périphériques) puissent recouvrir autant que possible la dette et les intérêts, et qu'entretemps, cette dette soit couverte le plus possible par des fonds publics européens, de sorte que, finalement, ces banques soient touchées le moins possible par la suspension de payements. De même, ils prétendent préparer une sortie « ordonnée » de l'euro, des pays périphériques qui se déclarent en défaut, pour éviter une crise généralisée de l'euro et l'Union européenne.

Les nouvelles prétentions d'Angela Merkel signifient une nouvelle offensive radicale contre la classe ouvrière européenne au profit du capital financier, en particulier le capital allemand. C'est une nouvelle extorsion dans laquelle l'Union européenne laisse tomber le masque comme l'Europe du capital, déterminée à imposer un appauvrissement général et un recul de décennies dans le niveau de vie des peuples du continent.

Rompre avec l'Union européenne et l'euro

Le plan allemand (soutenu par Sarkozy, qui craint l'ingérence de l'Allemagne dans les finances publiques françaises) a rencontré des objections de la Commission européenne, qui est restée directement hors du jeu, et des différents gouvernements qui voient que ce qui leur reste de souveraineté est expressément menacé. L'Italie, la



Grèce ou la Belgique, avec d'énormes dettes publiques, ne voient pas comment ils peuvent légalement fixer des limites à ces dettes, sans provoquer une crise grave. De même, la Belgique et le Luxembourg, où la loi lie les salaires à l'inflation, ne voient pas comment ils peuvent supprimer ce lien sans de fortes perturbations sociales. Il en va de même pour les retraites dans des pays comme l'Autriche. Toutefois, l'Allemagne est déterminée à serrer la vis à fond.

Pour leur part, des gouvernements comme le le gouvernement espagnol, en tant que sujets serviles, ont vite fait de soutenir les demandes de Merkel, avec le soutien de leurs propres banquiers. Ainsi, Zapatero s'est déclaré un « défenseur ferme » du plan. A peine deux jours plus tôt, à l'occasion de la visite de la chancelière allemande à Madrid, il a déclaré : « *Nous ferons les réformes, parce que nous sommes attachés à un projet appelé Union européenne et Union monétaire, ce qui signifie que nous partageons monnaie et destin.* ».

Le capital lie son destin à Merkel, l'Union européenne et l'euro. Mais ce destin est la catastrophe pour la classe ouvrière. Et pour l'empêcher, il n'y a pas de « réforme démocratique » de l'Union européenne qui vaille. Il n'y a pas d'autre moyen que de déclarer la non-reconnaissance de la dette, de rompre avec l'UE et l'euro et d'adopter des mesures drastiques nécessaires pour défendre les travailleurs. Il faut des mesures telles que l'expropriation des banques, un contrôle stricts des mouvements de capitaux, la nationalisation des entreprises stratégiques sous contrôle ouvrier, l'échelle mobile des heures de travail pour que tous travaillent, la mise en place du monopole du commerce extérieur. Il faut tout cela, en pleine conscience que les problèmes n'ont pas de solution isolée d'un pays à l'autre, mais seulement avec l'ensemble de la classe ouvrière européenne, dans l'avancée vers des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Le rôle infâme de la bureaucratie syndicale européenne

Le problème majeur, rencontré par les travailleurs pour ouvrir cette perspective, est celui de l'appareil bureaucratique de leurs syndicats, engagés à soutenir les gouvernements et à éviter une collision directe avec eux, à démobiliser le mouvement et à isoler les lutte à l'échelle nationale. La dernière partie de l'année dernière a été riche en grandes manifestations en France, au Portugal, en Italie et dans l'Etat espagnol. Elles ont été convoquées par la pression d'en bas et la bureaucratie les a niées toute continuité et les a isolées d'un pays à l'autre.

La trahison la plus flagrante a été celle des syndicats espagnols CCOO et UGT qui, à peine quatre mois après la grève générale de fin septembre, ont signé avec le gouvernement et les patrons un « pacte social et économique » par lequel ils garantissent une réforme brutale des pensions publiques et se compromettent avec la politique générale des réformes gouvernementales, visant à mettre fin aux droits historiques des travailleurs et à les mener à un appauvrissement général. Cet accord, qui marque un avant et après, transforme ces organisations dans des appendices du gouvernement et ouvre un processus de rupture en leur sein. Mais avec toute cette trahison, il est à noter que le même jour qu'ils ont signé le pacte, le 27 janvier, il y a eu une importante journée de la lutte dans tout l'Etat contre la réforme des retraites, avec des grèves générales au Pays Basque et en Galice, quelques arrêts de travail à Barcelone et d'importantes mobilisations dans de nombreux endroits de l'Etat, où les différentes organisations syndicales d'opposition ont uni leurs forces.

La lutte pour le regroupement du syndicalisme militant, pour construire une alternative syndicale démocratique et de lutte contre la bureaucratie syndicale, et pour unir les forces à l'échelle européenne est une tâche stratégique centrale dont dépendra l'avenir de la classe ouvrière du continent. C'est une tâche qui est étroitement liée à la bataille pour construire une organisation politique révolutionnaire qui donne consistance à tout ce processus, face à une gauche ancrée dans les institutions, qui a uni son sort avec celui des bureaucraties syndicales. Les organisations et les militants de la LIT en Europe engagent leurs forces dans cette tâche.

Espagne : extraits de la déclaration de *Corriente Roja*

CCOO et UGT mènent la trahison jusqu'au bout et signent le Pacte Social

Les dirigeants de CCOO et UGT sont parvenus à un accord avec le gouvernement et les patrons sur le droit à la retraite et les retraites publiques, comme un élément fondamental d'un « grand pacte social » qu'ils ont signé ce jour. Pour diverses raisons, l'accord ne peut être qualifié autrement que comme une trahison de proportions historiques.

Premièrement, parce prolonger la période de travail dans un pays avec près de cinq millions de chômeurs est un affront à ceux qui ont passé toute leur vie au travail et une façon de fermer la porte sur le nez des chômeurs.

Deuxièmement, par l'énorme recul que cela signifie pour un acquis fondamental de la classe ouvrière, qui avait déjà souffert des attaques antérieures. Le Pacte satisfait deux des exigences du capital financier et de ses organisations internationales (l'UE et le FMI) : retarder l'âge de la retraite à 67 ans et prolonger la période de calcul des pensions de 15 à 25 ans. Ces deux mesures signifient une réduction des pensions entre 20 et 25 % dans un pays où les pensions étaient déjà nettement insuffisantes, plus de 70 % des retraités actuels ayant des pensions de misère. [...] C'est un accord qui satisfait le désir du capital financier de liquider la pension publique, afin de s'assurer les succulentes affaires des pensions privées.

Troisièmement, parce que l'accord comporte une « compensation » qui est ridicule. Ils parlent d'un plan d'urgence pour les plus jeunes et les chômeurs de longue durée qui créerait 100 000 emplois pour un secteur où il y a 2 100 000 chômeurs de longue durée et quelque 900 000 jeunes



où le taux de chômage dépasse 42 %. [...]

Quatrièmement, parce qu'il engage UGT et CCOO dans le maintien de la paix sociale et la démobilisation de la classe ouvrière, après le succès de la grève générale du 29 septembre, en essayant d'entraver sa capacité de répondre à de nouvelles dures attaques que les patrons et le gouvernement préparent.

Significativement, les dirigeants de CCOO et UGT ont annoncé l'accord, le jour même où il y avait une grève générale contre ses contenus en Galice et en Euskal Herria, et où il y avait dans le reste de l'Etat une importante journée d'action avec des grèves et des manifestations contre l'attaque aux pensions et le pacte social. Il ne s'agit donc pas d'une « négociation », mais d'une capitulation en bonne et due forme [...].

Nous sommes confrontés à un Pacte politique d'« unité nationale », pour soutenir Zapatero, pour approuver la politique économique et sociale de ce gouvernement des banquiers, et pour l'aider ainsi à poursuivre le plan d'ajustements très durs qu'ils lancent contre la classe ouvrière au profit du capital : la réduction des salaires et des services sociaux, la réforme du travail qui rend les licenciements moins chers et plus faciles [...].

Comme Corriente Roja l'a dénoncé, pour les banquiers, les patrons et la droite, le rôle du PSOE et de Zapatero est tellement évident que, alors que tous les sondages prédisent une victoire sûre et vaste pour le Parti Populaire, aucun d'eux n'élève la voix pour demander des élections anticipées. [...].

Même ceux qui se montrent plus insatisfaits de ce qui a été signé, comme Gauche Unie et le Parti Communiste Espagnol, prennent toutes les précautions pour ne pas critiquer la direction de CCOO - UGT. Ils ne lèvent pas le petit doigt contre la signature, et ils critiquent plutôt les manifestations du 27 janvier dernier. [...].

Aucun d'eux n'a été prêt ou n'est prêt à avancer résolument des mesures anti-capitalistes, à exiger que



Toxo et Menendez, dirigeants de CCOO et UGT

les capitalistes payent la crise, à exiger l'expropriation des banques, le non-payement de la dette, la réduction de la journée de travail sans perte de salaire, à assurer une allocation de chômage sans limite de temps, à rompre avec l'Union européenne et le FMI. Ce sont des partis du régime et du système et c'est pourquoi, lorsque leur existence est menacée, ils serrent les rangs dans un grand accord national, comme ils ont fait lors du Pacte de la Moncloa en 1977.

Avec le pacte, CCOO et UGT, et toute la meute parlementaire, sont devenus la partie active et garante pour la mise en œuvre de la politique gouvernementale. Face à cela, la tâche urgente est de travailler pour faire face décidément aux plans d'ajustement et aux attaques contre les droits sociaux et du travail, en s'opposant à pacte honteux et en le dénonçant, et en s'engageant avec toutes les forces dans la construction de l'outil de lutte, démocratique et unitaire, qui puisse regrouper les forces et surmonter l'obstacle que ces organisations représentent.

Corriente Roja salue les efforts du syndicalisme de classe alternatif, qui s'est opposé à ce pacte lors de la journée de lutte du 27 janvier dernier, qui est engagé à travailler pour créer une référence de classe et de lutte. Pour cela, il faut avancer dans la voie du 27 janvier, c'est-à-dire, organiser la mobilisations à partir de son élan unitaire et persévérer dans l'effort, en convoquant de nouvelles actions de protestation avant que le projet de loi présenté au Parlement soit approuvé.

Pour le syndicalisme de classe alternatif, pour la CIG, la majorité syndicale basque, la CGT, la plate-forme *Il faut leur barrer la route*, et beaucoup d'autres groupes semblables, il y a le défi d'approfondir l'unité d'action réalisée le 27 janvier. Pour les secteurs de l'opposition qui apparaissent au sein de ces syndicats, en particulier CCOO, le défi est d'arrêter immédiatement de soutenir ces appareils. [...].

Il faut unir toutes les forces autour des organisations syndicales de classe et construire ensemble un outil de lutte pour mettre fin à la bureaucratie syndicale.

Corriente Roja continue à affirmer que si nous, les travailleurs, nous ne renversons pas ce gouvernement avec notre mobilisation, ce sera le PP qui prendra la relève dans les urnes. Si c'est la mobilisation ouvrière qui renverse le gouvernement, se sera un bâton dans la roue des plans des banquiers et du FMI, et indépendamment de qui viendra après, il nous trouvera dans la rue avec plus de force pour y faire face, et eux avec moins de force et de légitimité sociale pour mettre en œuvre ces plans. [...] Ce serait un pas en avant vers la seule vraie solution : imposer un plan de mesures ouvrières d'issue à la crise et jeter les bases pour qu'un gouvernement de travailleurs et de secteurs populaires affronte les banquiers et prenne dans ses mains les rênes de l'économie et du pays.

Face aux pactes sociaux et au bradage qui nous mène à la misère, les travailleurs et les peuples de Tunisie et d'Egypte sont maintenant l'exemple de quelle est la voie pour toute la classe ouvrière dans le monde.

Evo a dû faire marche arrière dans le *gasolinazo*



Nericilda Rocha (La Paz, Bolivie)

Le 26 décembre 2010, le gouvernement d'Evo Morales annonçait au pays le Décret suprême 748, par lequel le prix du carburant augmentait de 83 %, sous prétexte de mettre fin à la subvention et d'empêcher ainsi la contrebande. La mesure faisait monter le prix des produits de première nécessité et le prix des transports en commun doublaient. Les protestations ont commencé presque spontanément et ce n'est qu'après la décision des mineurs de Huanuni de marcher sur le siège du gouvernement, que la Centrale Ouvrière Bolivienne (COB), contrôlée par le parti au pouvoir, appelait à une manifestation nationale. Inquiet, Evo fait alors une déclaration à la nation le 29 décembre, dans laquelle il annonce une augmentation de salaires de 20 % pour la police, les militaires, les enseignants et les travailleurs de la santé, ainsi que la création d'une assurance agricole pour les petits agriculteurs et le soutien à l'agro-industrie dans l'Est le pays. C'était des mesures tampon pour prévenir la croissance de la protestation et la menace de grève générale du secteur ouvrier, mais elles n'ont convaincu personne, et le lendemain il y avait de vives protestations et une grève générale du transport urbain dans tout le pays. Le décret, que la population appelait le *gasolinazo* (le coup du gasoil), a transformé la ville de La Paz en un champ de bataille : d'une part, la police lançant des gaz lacrymogènes pour essayer d'empêcher les masses d'atteindre la place du siège du gouvernement, et d'autre part, une foule en colère exigeait d'Evo Morales l'abrogation du Décret. Le lendemain, pris au piège et avec la peur de l'arrivée des mineurs, le gouvernement a abrogé la mesure.

Le discours de la nationalisation

Conscient de la revendication ouvrière et populaire de la nationalisation et l'industrialisation des hydrocarbures dans la révolution de 2003, Evo Morales a promulgué en mai 2006 le Décret de nationalisation des hydrocarbures. A partir de ce moment, il a fait croire au pays qu'on était en train de récupérer les ressources naturelles. Lorsque la nouvelle Constitution a été adoptée, il a déclaré que les hydrocarbures appartenaient de nouveau au peuple bolivien. Les travailleurs et les secteurs populaires lui ont fait confiance, étant donné que le gouvernement a racheté les deux raffineries du pays appartenant à Petrobras, a nationalisé certaines entreprises en achetant la majorité des actions, et a commencé à distribuer des primes aux secteurs les plus pauvres de la population.

Du « boom économique » au *gasolinazo*

La grande popularité du gouvernement était fondée sur l'identité autochtone, et surtout sur la croissance économique que le pays a connu suite à une augmentation des exportations et des prix favorables. L'économie bolivienne, bien qu'encadrée dans le contexte de la crise économique mondiale, a progressé à un rythme soutenu en 2008, avec une forte croissance, de 6,1 %. En 2009, la croissance était encore de 3,4 %, la plus élevée de l'Amérique latine. En outre, en 2008, les réserves monétaires internationales s'élevaient à 41 % du PIB et aujourd'hui elles se rapprochent de 47 % de la production nationale, 10 milliards de dollars. Cette bonne situation est due à l'augmentation des recettes de l'Etat, suite à la renégociation des contrats avec les compagnies pétrolières. Entre 2004 et 2008, l'Etat a eu des revenus de 3,5 milliards de dollars, les recettes par habitant ayant passé de 58 dollars à 401 dollars. En 1998, l'Etat ne percevait que 391 millions de dollars. Il y avait aussi l'augmentation des exportations, qui en une décennie sont passées d'un peu plus de 1,2 milliards de dollars à près de 5,3 milliards, essentiellement des hydrocarbures et des minerais. Ces deux secteurs représentent environ 80 % de la valeur des exportations, alors qu'il y a 12 ans, ils n'en représentaient que 47 %. Cette croissance a été rendue possible par les prix favorables des matières premières, mais le gouvernement faisait croire que c'était le résultat de la récupération des ressources naturelles pour l'Etat et le peuple bolivien, c'est-à-dire la nationalisation. Et alors est venu le *gasolinazo*, et le peuple a pu se rendre compte que la puissante industrie minière implantée en Bolivie est encore toujours ce qui va définir l'avenir économique du pays.

Pillage et crise : les compagnies pétrolières restent aux commandes dans le pays

Le gouvernement a tenté de justifier la mesure en disant que c'était une action pour arrêter la contrebande de carburants, qui ont été subventionnés par l'Etat en 2010 avec 380 millions de dollars. Cependant, la vraie raison pour laquelle Evo a risqué sa popularité en attaquant sévèrement les conditions de vie du peuple - l'augmentation de 83 % dans le carburant représentant une hausse des prix du transport et de l'alimentation - a une origine bien plus profonde.

Le modèle économique d'extraction et exportation de matières premières (hydrocarbures et minerais), qui a permis au gouvernement d'avoir un boom économique, a généré une plus grande faiblesse et vulnérabilité face au marché international, augmentée encore par les difficultés structurelles que connaît le pays pour augmenter la production d'hydrocarbures. De 2005 à 2008, la production dans le secteur tournait autour de 313 000 bep/d (barils équivalent pétrole par jour), alors qu'en 2009 il y avait une diminution de 278 000 bep/d. En outre, il a été constaté que le gouvernement et les compagnies pétrolières avaient surévalué les réserves de gaz, et que ceux-ci ne correspondaient qu'à 1,38 milliards de bep au lieu de 4,32 milliards de bep comme cela avait été signalé.

Le Décret 748 a montré qu'au-delà de la vulnérabilité extérieure, l'économie du pays a des symptômes de problèmes graves, et que le *boom* peut toucher à sa fin. La Chambre



bolivienne des hydrocarbures soutient que les champs de pétrole sont en phase finale de déclin. Il y a dix ans, ces champs fournissaient 90 % de la production d'hydrocarbures liquides, et maintenant seulement 28 %. Selon YPFB, la compagnie pétrolière de l'Etat bolivien, la production de pétrole brut du pays a diminué au cours des 5 dernières années d'environ 50 %. C'est-à-dire que les compagnies pétrolières n'ont pas honoré les contrats et n'ont pas investi dans l'exploration de nouveaux champs de pétrole, mais se sont contentées d'ouvrir des puits pour l'exportation de gaz vers le Brésil et l'Argentine, mettant ainsi en cause l'approvisionnement du marché intérieur et la production d'hydrocarbures à long terme.

En essayant d'inverser le déclin de la production, Evo a édicté le *gasolinazo*, cherchant à accorder le prix des carburants aux prix internationaux. En Bolivie, le prix du baril de pétrole est resté gelé à 27,11 dollars alors que, sur les marchés internationaux, son coût dépasse 90 dollars. Par conséquent, le *gasolinazo* signifiait que le gouvernement paierait immédiatement 59 dollars le baril aux compagnies pétrolières (une hausse de plus de 100 %) et s'orientait vers la libéralisation des prix.

Le *gasolinazo* a mis à nu la dépendance et la subordination du gouvernement aux compagnies pétrolières transnationales, qui ont imposé comme condition pour de nouvelles exploitations et pour l'exploration la libéralisation du marché domestique des combustibles pour augmenter leurs profits. Il a également révélé qu'il n'y avait pas de nationalisation réelle des hydrocarbures, étant donné que les compagnies pétrolières impérialistes gardent le contrôle de la production de carburants. Petrobras produit 60 % du gaz dans le pays et avait une participation de 57 % dans la production d'hydrocarbures liquides (pétrole, condensat et essence naturelle) jusqu'en novembre 2010, avec une production moyenne de 24 307 barils par jour, suivi par la compagnie espagnole Repsol. En outre, le gouvernement donne 700 millions de dollars par an en cadeau à Petrobras (le double de ce qu'il dépense en subvention des carburants), étant donné que cette société continue à amener le gaz riche et extraire les liquides au Brésil. Il n'y a pas d'usine de séparation au pays. Il faut rappeler que le gouvernement avait promis d'en construire une, mais le projet a chaviré avec le scandale de corruption de Santos Ramírez (ancien président de YPFB et dirigeant du MAS).

Bien qu'Evo fasse des discours à l'ONU, à l'UNASUR et lors des Sommets mondiaux, critiquant le capitalisme, qu'en Bolivie, il répète que « nous avons des partenaires, pas des patrons », et que le gouvernement procède actuellement à une révolution culturelle pour décoloniser le pays, tout cela ne sont que des discours pour que les peuples autochtones continuent à le croire. En vérité, il y a une plus grande présence des multinationales dans les secteurs économiques clef, tels que l'exploitation pétrolière et minière. Le gouvernement d'Evo Morales est en train d'avancer dans le processus de recolonisation du pays, la preuve de son caractère pro-impérialiste.

Défaite et usure du gouvernement

La nature impopulaire de la mesure explique la réaction des secteurs populaires, déjà avant les manifestations annoncées par les mineurs et les travailleurs d'usine. La force de la protestation était à la mesure du malaise de la population envers le gouvernement et son *gasolinazo*. L'expérience accumulée dans les conflits ouvriers s'est étendue à de larges secteurs de la classe ouvrière et de la population en général. Il y a eu un bond en avant phénoménal dans la conscience et dans l'action, qui se serait encore amplifié si Evo n'avait pas fait marche arrière.

Le gouvernement a été mis en question et a subi sa plus grosse défaite en 5 ans, et il tente de minimiser l'incident et de dorer son blason avec le discours qu'il a fait marche arrière parce qu'il gouverne « obéissant aux mouvements sociaux », ce qui ne convainc pas. La popularité du président a subi sa pire baisse pour atteindre 30 % en janvier. Pour avoir une idée de ce que cela signifie : c'est une réduction de 24 % par rapport au dernier sondage avant le *gasolinazo*.

Les protestations font de nouveau partie de la vie quotidienne du pays. Malgré l'annulation du décret, les prix ne sont pas revenus à la normale, il y a une poussée inflationniste et une grave crise alimentaire. Dans la rue on voit, comme dans les années de l'UDP, des queues pour obtenir des produits de base comme le sucre, dont le prix vient d'être augmenté de plus de 50 %. Le prix de tous les produits de base a augmenté considérablement. La pénurie de sucre est non seulement une tendance mondiale, c'est le résultat direct de la réduction de la production dans le pays. L'agro-industrie de Santa Cruz a préféré augmenter la production de soja pour l'exportation et Evo lui a répondu en lui offrant davantage de soutien et d'incitations.

Le *gasolinazo* a mis en évidence la crise énergétique et alimentaire. Dans la première confrontation avec la mobilisation, le gouvernement a essuyé un échec et a subi une grave usure. La situation se réchauffe et les perspectives sont la reprise des combats, à cause de la hausse du coût de la vie.

Du territoire indien a été livré pour l'exploration des compagnies pétrolières

Face à la crise pétrolière, le gouvernement va livrer de nouveaux territoires aux compagnies pétrolières pour accroître la production domestique de pétrole et de gaz. En plus d'augmenter le bradage du pays au pillage des multinationales pétrolières et minières, ce sera une attaque grave contre les peuples autochtones et l'environnement. Pratiquement toutes les nouvelles activités d'exploration et d'exploitation se trouveraient dans des territoires autochtones ou des zones protégées, avec leur cortège d'impacts sociaux et environnementaux dévastateurs.

Malgré le discours mondial d'Evo Morales sur la défense de la Terre Mère, il a adopté le décret 0676, qui a doublé les champs de pétrole du pays. Ce bloc pétrolier a accaparé plus de 690 000 hectares du parc national Madidi, 723 000 hectares du parc national et territoire autochtone Isiboro Secure, 154 000 hectares du parc national Aguaragüe, 100 000 hectares de l'aire intégrée de l'Iñao. Et comme si cela ne suffisait pas, les 20 réserves nationales pour prospection pétrolière qui appartiennent à la compagnie de l'Etat YPFB sont octroyées aux multinationales.

Les peuples autochtones seront durement touchés par le bradage de leurs territoires pour l'exploration pétrolière, tout en luttant pour le droit à la consultation préalable. Toutefois, le gouvernement prépare une nouvelle loi des hydrocarbures qui permettrait de supprimer tout obstacle aux entreprises impérialistes.



Le gouvernement de Lula et la re-colonisation économique du Brésil

Nazareno Godeiro (Brésil)

Le Brésil est un élément clef dans la nouvelle division internationale du travail, avec la Russi, l'Inde et la Chine (les pays BRIC).

Chef de file de l'Amérique du Sud, le Brésil est en train de se spécialiser dans la fourniture de matières premières, d'aliments et de ressources énergétiques. Le pays est déjà le plus important fournisseur de minerai de fer dans le monde et l'un des plus grands producteurs de denrées alimentaires de la planète. Et il se prépare pour être un grand producteur de pétrole.

Pendant ce temps, la Chine a été construite comme « usine du monde », où le marché était dominé par de grandes sociétés transnationales. De producteur de bagatelles en 1990, la Chine est arrivée à l'année 2010 comme grand exportateur de manufactures industrielles. Les quatre pays qui forment le BRIC sont utilisés comme plates-formes par les multinationales pour dominer le marché mondial.

Ce souci d'expansion d'entreprises impérialistes dans les pays pauvres est le moteur de la crise économique internationale à deux vitesses. La nouvelle orientation des pays riches à accélérer leurs exportations et freiner les importations va entrer en collision avec la nouvelle architecture mondiale, fondée sur les exportations de la Chine au reste du monde.

Le marché des BRIC n'est pas suffisant pour absorber l'excédent mondial de marchandises. Toutefois, ses grands marchés de consommation permettent aux multinationales de maintenir la tête hors de l'eau, tout en procédant à l'adaptation dans leurs maisons mère.

Retour au secteur primaire et désindustrialisation au Brésil

Le Brésil s'est spécialisé dans la production et l'exportation de matières premières, en fonction de ses ressources naturelles, la production à grande échelle et la monoculture pour l'exportation : un retour à l'économie de type colonial, dépendante du capital étranger.

Le boom récent des exportations d'Amérique du Sud a été essentiellement axé sur les matières premières destinées aux marchés mondiaux.

Il y a eu un recul par rapport à un Brésil industrialisé et producteur de produits finis. L'économie brésilienne a commencé avec l'exportation de matières premières, elle a avancé, entre 1950 et 1980, vers une économie de fabrication de produits finis, et elle est retournée, sous le néolibéralisme, à une économie d'exportation primaire. Peu après la Seconde Guerre mondiale, le mouvement d'industrialisation au Brésil a été parrainé par les Etats-Unis, qui l'ont transformé en sous-métropole. Ce modèle de sous-métropole exigeait que le sommet de l'industrie (l'automobile) reste entre les mains des multinationales, alors que le gouvernement mettrait en place des entreprises publiques pour assurer l'infrastructure de cette industrie. La tâche de la production auxiliaire pour cette grande production multinationale était confiée à la bourgeoisie nationale, ce qui déterminait la fragilité historique de cette dernière.

Lorsque la dictature militaire est tombée, les entreprises d'Etat avaient des dettes, parce qu'elles vendaient à perte aux multinationales, créant ainsi des déficits permanents. La crise de ces entreprises a alors été exploitée par l'impérialisme pour les racheter à bas prix, et leur privatisation a représenté une nouvelle étape dans la dénationalisation de l'économie brésilienne.

De cette façon, le Brésil est entré dans les années 1990 dans une double fonction : exportation de produits manufacturés pour le Mercosur et exportation de matières premières pour le monde. Alors que l'industrie, en général, perdait du poids dans l'économie, les entreprises minières et alimentaires croissaient avec une moyenne annuelle à deux chiffres. La hausse des exportations de biens primaires est le nouvel élément de l'économie brésilienne au cours des dix dernières années. Le gouvernement Lula a encouragé et dirigé le processus de retour au secteur primaire de l'économie brésilienne. En 2010, pour la première fois depuis 1978, le Brésil a exporté plus de matières premières que de produits manufacturés.

Le retour au secteur primaire n'est pas synonyme de désindustrialisation, car l'agro-industrie, l'exploitation minière, la sidérurgie, le pétrole et la pétrochimie sont des secteurs industriels. On ne peut parler de « désindustrialisation » que de façon relative, dans le sens où l'industrie de transformation a perdu de l'importance par rapport au secteur industriel primaire au Brésil.

Si on considère l'économie brésilienne dans son ensemble et dans sa dynamique, il y a un processus de désindustrialisation, car l'industrie perd du poids par rapport au secteur des services dans l'ensemble de l'économie. Cette désindustrialisation est relative parce qu'il ne s'agit pas de la fermeture et la destruction physique de l'industrie brésilienne (bien que beaucoup d'industries qui ne peuvent pas rivaliser avec la Chine font faillite), mais d'une perte de poids de l'industrie dans la production nationale. En 1985, l'industrie a contribué à 48 % du PIB au Brésil, en 2009 à seulement 25 %.

Les grandes sociétés transnationales dominent l'économie brésilienne

Aujourd'hui, plus de la moitié des entreprises brésiliennes sont dans des mains étrangères. Les secteurs de pointe (automobile, aérospatiale, aliments et boissons, électrique / électronique, pharmaceutique, numérique, pétrochimie, télécommunication, commerce et industrie agraire) sont contrôlées par des étrangers.

Les ventes des 1200 plus grandes entreprises brésiliennes représentaient 62 % du PIB brésilien en 2008 ; 40 % de ces entreprises appartiennent à



des étrangers et 60 % sont de capital national (revue *Examen*).

Toutefois, ces chiffres montrent seulement le poids des entreprises sous contrôle étranger. Ils ne montrent pas le poids des capitaux étrangers (« minoritaires ») dans les entreprises nationales.

Voici quelques exemples :

- En 2008, 47 % des actions de la société *Petrobras* étaient détenues par des étrangers et la plupart des 37,5 % des actions dispersées ont été acquises par des étrangers. En 2010, Petrobras a obtenu autour de 70 milliards de dollars en vendant des actions en bourse, aliénant environ 30 % de sa valeur.
- Environ 65 % des actions de *Vale do Rio Doce* sont détenues par des étrangers. Les grands actionnaires étrangers sont Citibank, HSBC, J. P. Morgan Chase, Barclays, Fidelity Management, Vanguard Emerging Markets, Morgan Stanley, Templeton et Black Rock.
- *Usiminas*, qui est présentée comme « capital national », est en réalité contrôlée par le Nippon Steel, qui détient 27 % des actions.

Le secteur bancaire brésilien a encore une majorité de capital national. Cependant, il y a une percée des banques étrangères, qui dominent déjà 36 % du marché financier et ont une participation dans les banques privées nationales (25 % de Bradesco, par exemple).

Selon le recensement des capitaux étrangers au Brésil, réalisé par la Banque centrale en 2005, les 17 605 entreprises qui avaient une participation étrangère, avaient un revenu brut égal à 63 % du PIB brésilien.

Roland Berger, grande entreprise internationale de consulting, a étudié les 100 plus grands groupes industriels au Brésil et est arrivé à la conclusion que 49 % avaient une origine de capital national et 51 % de capital étranger.

Au cours des 30 dernières années, il y a eu cinq périodes différentes d'incorporation du Brésil sur le marché international des capitaux. Dans la première période, de 1975 à 1982, les prêts des grandes banques étasuniennes au Brésil ont été au centre. La deuxième période, de 1983 à 1990, a été marquée par l'exclusion du Brésil. De 1990 à 1994, les investissements étrangers dans des opérations spéculatives de vente et achat d'actions ou obligations, ont dominé. La quatrième période de 1995 à 2000, était celle de l'investissement étranger direct (IED), destiné en grande partie à l'achat et la vente d'entreprises d'Etat. Dans la cinquième période, à partir de 2001, le poids principal du financement externe se manifeste dans l'élévation du solde commercial, avec le début d'une période de boom des exportations. Elle coïncide avec la nouvelle localisation du Brésil dans la division internationale du travail, en tant que fournisseur de matières premières et d'aliments pour la Chine et le monde. Par conséquent, la fraction de la bourgeoisie brésilienne qui en a bénéficié est celle ancrée directement sur les marchés financiers internationaux.

La bourgeoisie brésilienne a renoncé depuis belle lurette à exercer un rôle indépendant dans l'histoire. La privatisation et la dénationalisation ultérieure du parc industriel brésilien, au cours des 20 dernières années, a scellé le sort de cette classe : son absorption comme gérant des affaires impérialistes. Nous sommes au milieu de ce processus de transformation. Aujourd'hui, elle est encore un « partenaire minoritaire ».

Les perspectives économiques du Brésil

La localisation du Brésil, avec une priorité pour les rentiers et les spéculateurs, est à l'origine de sa faible performance économique. La subordination du Brésil est telle, que le pays ne s'oriente pas selon le modèle chinois mais préfère les intérêts élevés et une croissance réduite pour attirer les capitaux étrangers. En comparant le Brésil avec les autres pays BRIC entre 1990 et 2010, nous voyons que le taux moyen de croissance de la Chine a été de 9 %, celui de l'Inde 7 %, de la Russie 7 % et du Brésil 2,5 %. Si l'on prend les quatre dernières années de Lula, la croissance a eu un taux moyen de 4 %. S'il n'y a pas une nouvelle récession économique mondiale ou une baisse de la croissance économique en Chine, le Brésil peut continuer à croître, mais au prix d'intensifier ses contradictions internes.

Le Brésil sera l'un des pays privilégiés pour recevoir des investissements étrangers productifs et spéculatifs. Il dispose d'un parc de production pour l'exportation avec une croissance annuelle à deux chiffres et il profite d'un boom de prix élevés pour les matières premières. En quelques années, le Brésil sera le « grenier du monde. » Il a un énorme marché intérieur qui peut absorber une partie de l'excédent mondial de marchandises et possède un crédit international abondant.

Paradoxalement, la crise des pays impérialistes favorise l'économie du BRIC, qui accapare les investissements impérialistes. Ce qui entrave la croissance des pays BRIC, c'est l'orientation protectionniste développée par les pays impérialistes, qui encourageant leurs exportations comme moyen de sortir de la crise. Ce combat va affaiblir les pays les plus pauvres, qui vont commencer à avoir des déficits commerciaux et financiers avec les pays riches et vont augmenter leur dette et importer la crise des riches chez eux.

L'exportation de marchandises du Brésil a battu un nouveau record en 2010. Cependant, il y a un déclin continu du solde commercial (il y a une augmentation inquiétante des



Le soja a un rôle croissant dans les exportations brésiliennes





La production automobile est entre les mains de sociétés étrangères

importations) et du solde des transactions courantes. Ce dernier déficit s'est élevé à 47,5 milliards de dollars, dont 30 milliards sont des rapatriements de bénéfices.

L'économie dépendante d'exportations de matières premières et de produits alimentaires nuit à la population brésilienne : les prix de décembre 2010 ont augmenté, par rapport à ceux de décembre 2009, de 37 % pour le café, 34 % pour la viande bovine, 29 % pour l'huile de soja, 27 % pour le maïs et 25 % pour le sucre, des produits dont le Brésil est déjà un gros producteur.

Huit années de gouvernement Lula

Selon l'institut brésilien de statistiques IBGE, le pays avait 8,4 millions de chômeurs en 2009. La croissance de l'emploi durant le gouvernement de Lula a été juste assez pour absorber les nouveaux travailleurs entrés sur le marché. Le gouvernement de Lula a maintenu inchangé le nombre de huit millions de chômeurs qu'il y avait en 1998.

En outre, le gouvernement a encouragé l'emploi précaire : près de la moitié des emplois créés pendant ses deux mandats (8 204 592) l'ont été dans le groupe qui gagne jusqu'à 1,5 fois le salaire minimum. Dans cette même période, 1 850 152 emplois avec des salaires compris entre 3 et 20 fois le salaire minimum ont été supprimés.

Considérant les dépenses accumulées par l'Etat national, entre 2000 et 2007, nous notons que le paiement des intérêts de la dette publique a absorbé 8 % du PIB annuel, soit le double de ce que le gouvernement a dépensé dans l'éducation, la santé et les investissements sociaux.

Malgré une amélioration dans les indices de pauvreté et de misère, à partir du programme du « Panier ménage », il y avait 13,4 millions de Brésiliens dans la misère, selon le relevé national 2009 de l'IBGE. Ce même relevé indique qu'il y avait encore 39,6 millions de pauvres dans le pays.

Le 31 décembre 2009, la dette extérieure s'élevait à 282 milliards de dollars et la dette intérieure à 1 900 milliards. Le gouvernement Lula a transformé la dette extérieure en intérieure. La dette intérieure a battu un record pendant le gouvernement Lula et a atteint près de 60 % du PIB en 2010, selon la Banque centrale.

Durant le premier mandat de Lula, le rapatriement des bénéfices des multinationales aux sociétés mère a augmenté de 139 % par rapport aux chiffres pour le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso (FHC). Pendant les huit années de Lula, les multinationales ont envoyé 155 milliards de dollars à l'étranger, tandis qu'elles ont investi 205 milliards au Brésil. Les entreprises automobiles ont investi environ 13 milliards de dollars entre 2000 et 2009, alors qu'elles ont envoyé à leurs pays 14 milliards.

Les bénéfices des 500 plus grandes entreprises au Brésil étaient en moyenne de 10,7 milliards de dollars par an durant le second mandat de FHC, et de 41,7 milliards pendant le premier mandat de Lula, ce qui représente une croissance de 290 %.

La moitié des travailleurs au Brésil travaille « au noir », c'est à dire sans droits du travail, congés, primes ou droits à la retraite. Malgré une croissance réelle du salaire minimum, sous le gouvernement Lula, celui-ci ne représente que 42 % de ce qu'il était en 1940, quand il a été institué. La légère reprise du salaire minimum au cours des huit dernières années ne l'a ramené qu'au niveau de 1989.

Le gouvernement de Front populaire est fier d'avoir amélioré le revenu du travailleur brésilien. Toutefois, selon le relevé national 2009 de l'IBGE, il y avait une baisse du revenu moyen des travailleurs entre 1996 (1 144 réales) et 2009 (1 111 réales). La semaine de travail est passé de 42 heures par semaine en 1998, à 43 heures par semaine en 2007, selon le Département de statistique des syndicats, DIEESE. Les accidents du travail sont passé de 400 000 en 2003 à 514 000 en 2007. Il y a près de huit morts par jour dans des accidents de travail.

En 2009, les dépenses pour le programme « Panier ménage » s'élèvent à 13 milliards de réales (environ 7 milliards de dollars) et 53 millions de personnes en ont bénéficié.

Le gouvernement Lula a maintenu la même proportion de dépenses de santé que le gouvernement FHC (autour de 3 % du PIB). La santé est une marchandise au Brésil car 66,4 % du système de santé brésilien est privé.

En matière d'éducation, il suffit de citer la conclusion de l'Institut gouvernemental IPEA dans son livre *Etat de la Nation* de 2007 : « *Le niveau élevé d'échecs, d'absences et de taux de redoublement est une véritable plaie nationale, car, outre un gaspillage de ressources, il représente surtout une perte d'opportunités pour vaincre la pauvreté et réduire les inégalités sociales, et il met finalement en péril le processus de développement du pays.* »

Le gouvernement de Lula a maintenu le latifundium, qui détient 80 % des terres au Brésil. En outre, selon la Commission Pastorale de la Terre, au cours de la présidence de Lula, un ouvrier agricole a été tué tous les dix jours, dans des conflits pour la terre.

Pour tous ces services offerts aux employeurs, la campagne de Dilma Roussef a dépensé 135 millions de réales en 2010 et elle a reçu 111 millions



des grandes entreprises : la construction, l'agroalimentaire, les banques et les mines ont assuré la majeure partie des « investissements » dans la candidate du PT. C'est la répétition de ce qui a été la contribution des entrepreneurs pour la réélection de Lula : les banques ont contribué à 10 %, la construction à 15 %, et le secteur primaire encore à 10 % dans ce financement. Ces trois secteurs constituent la base de soutien du gouvernement.

Il est impossible de réformer le capitalisme

Après 20 ans de controverse, il est temps de faire le point sur l'orientation réformiste du PT et de la CUT. Malgré l'obtention de petites améliorations pour les secteurs les plus pauvres de la société, le PT au gouvernement a maintenu inchangé le panorama d'exploitation et d'oppression de la classe ouvrière. Les riches sont toujours aux commandes dans la société. La CUT et le PT ont été cooptés par le système et gèrent aujourd'hui le capitalisme brésilien.

Le gouvernement de Lula a profité habilement des excédents réalisés dans la période de montée de l'économie mondiale et a distribué une petite partie pour les plus pauvres de la société, afin de créer l'illusion qu'il est « le père des pauvres » : une légère augmentation du salaire minimum, l'extension générale du crédit et l'extension de l'aide sociale aux secteurs les plus pauvres. Dans un pays misérable, des petites miettes ont été suffisantes pour construire un large soutien populaire et générer un sentiment de « bien-être ».

L'économie brésilienne est beaucoup plus vulnérable aujourd'hui qu'il y a 20 ans. Elle a une extrême dépendance envers les capitaux internationaux et les exportations de matières premières, pour avoir des excédents commerciaux et couvrir ainsi son déficit structurel, et elle génère une dette publique qui augmente de 12 milliards de dollars par an, comme un moyen d'attirer les capitaux étrangers.

Quand il était au gouvernement, Lula a opté pour la forme néo-libérale de gérer le capitalisme. De cette façon, il a été incapable de mener à bien des réformes structurelles de l'économie brésilienne, comme il avait promis à la population, avant de venir au pouvoir.

Pour qui Lula gouverne-t-il ? Pour le capital financier international qui contrôle plus de la moitié de l'économie brésilienne. Les banques, comme Itaú et Bradesco, la construction civile, l'exploitation minière, la sidérurgie, l'éthanol, le papier et la cellulose, le pétrole et le gaz, l'électricité et l'agroalimentaire sont les secteurs clef de la production sur lesquels s'appuie le gouvernement de Front populaire. Ce sont ces secteurs qui ont contribué en première instance aux campagnes électorales, celles de Lula comme celle de Dilma en 2010.

Les coupes de près de 30 milliards de dollars dans le budget national en 2011 inaugurent une période de turbulence de l'économie brésilienne, dont les contradictions internes vont s'intensifier. Cela signifie que les pays riches ont déjà commencé le mouvement de sortie de la crise, en l'exportant vers les pays coloniaux et semi-coloniaux.

Un débat : sous-impérialisme ou sous-métropole ?

Il y a un débat à l'intérieur de la gauche brésilienne concernant la thèse que le Brésil est un pays sous-impérialiste. Le principal défenseur de cette thèse, le professeur Virginia Fontes, dit qu'il y a «... *des transformations socio-politiques internes au Brésil, qui me portent à croire que le Brésil fait maintenant partie du groupe de pays qui se sont élevées à une concentration de capitaux telle que cela les pousse, quoique de façon subordonnée, à rejoindre l'ensemble des pays impérialistes.* » Et il conclut : « *Je considère donc, de façon intentionnellement provocante, que le Brésil fait désormais partie du groupe disparate de pays capital-impérialistes dans une position subalterne.* » (Virginia Fontes, l'impérialisme brésilien, Expresión Popular, 2009).

Ce point de vue caractérise le Brésil comme un pays impérialiste intermédiaire, comme l'Espagne. Il part toutefois d'une supposition erronée : que la propriété des multinationales brésiliennes est d'origine nationale. Cette thèse est fausse, quoiqu'elle part d'une prémisse correcte : le rôle du Brésil dans le monde et son leadership en Amérique latine. La domination coloniale que le Brésil a acquiert en Amérique du Sud ne lui sert pas à son propre enrichissement, mais comme un instrument des multinationales qui utilisent le Brésil comme une plate-forme pour dominer le marché latino-américain.

La pensée douteuse de Virgínia Fontes ne se situe pas au niveau de la reconnaissance du caractère subalterne de la bourgeoisie brésilienne. Pour nous, la définition du Brésil en tant que sous-métropole situe le pays comme une semi-colonie privilégiée, en voie vers la colonisation. Par conséquent, pour la révolution brésilienne, les tâches anti-impérialistes et de libération nationale occupent la première place, ensemble avec les tâches socialistes. Dans sa vision, Virgínia Fontes passe à côté du caractère essentiel de la lutte pour l'indépendance nationale dans le développement de la révolution socialiste au Brésil.

Le Brésil est une sous-métropole en voie de colonisation. Nous préférons le terme « sous-métropole » au lieu de l'expression « sous-impérialisme », parce que cette dernière reflète l'erreur qu'au fil du temps, des pays comme les BRIC pourraient devenir impérialiste ou pourraient construire leurs propres possessions coloniales. Ces pays agissent comme des plates-formes du vrai l'impérialisme, qui domine l'économie. Les multinationales utilisent la Chine, le Brésil, l'Inde, le Mexique et d'autres pays comme bases pour l'expansion. Les grandes entreprises dans ces pays, appelées « multinationales émergentes », sont ou ont été des monopoles d'Etat qui opèrent dans certains secteurs économiques (des niches), comme filiales de la grande production transnationale.





8 mars

Journée internationale de la femme au travail

Alicia Sagra (Argentine)

Une série de controverses entourent cette date, entre autres celle concernant son origine. Pendant de nombreuses années, suite à l'historiographie espagnole, cette date est associée à un incendie causé par le propriétaire de l'usine de textile Cotton à New York, qui aurait eu lieu le 8 mars 1908, causant la mort de 129 travailleuses qui occupaient l'usine.

D'autre part, dans l'historiographie américaine, l'origine de la date du 8 mars est liée à une manifestation d'ouvrières du textile à New York City, qui réclamaient de meilleures conditions de travail, selon certaines sources en 1857, selon d'autres en 1908, manifestation qui a été brutalement réprimée.

D'autres encore soutiennent que cette date est venue comme un hommage à la grande mobilisation de femmes travailleuses le 8 mars 1917 (le 23 février selon l'ancien calendrier), qui a marqué le début de la Révolution russe.

Lié à cela, il y a la discussion sur le moment où la date du 8 mars a été fixée et quel était l'organisme qui l'a fixée. Etait-ce la deuxième Conférence internationale des femmes socialistes, à partir d'une proposition de Clara Zetkin en 1910 ? Ou bien s'agit-il d'une résolution de la Troisième Internationale en 1919 ?

Les recherches historiques récentes suggèrent qu'effectivement, il y ait eu un incendie dans l'usine «Triangle Shirtwaist Company», où de nombreuses femmes ont trouvé la mort, surtout des jeunes filles d'immigrants, âgées entre 17 et 24 ans. Ce n'était toutefois pas le 8 mars 1908, mais le 25 mars 1911. Et une manifestation sévèrement réprimée a eu lieu, non pas le 8 mars 1857 ni le 8 mars 1908, mais le 27 septembre 1909, lorsque les employé(e)s du syndicat du textile ont fait une grève de treize semaines demandant de meilleures conditions de travail. [1]

Il ne fait aucun doute que les 26 et 27 août 1910 à Copenhague a eu lieu la deuxième Conférence internationale des femmes socialistes, qui a adopté la proposition de la dirigeante allemande Clara Zetkin d'établir une journée internationale de la femme. Mais cette résolution n'a pas fixé de date. La première célébration de la Journée internationale de la femme a donc eu lieu le 19 mars 1911 en Autriche, en Allemagne, au Danemark et en Suède. Et les premières années, la Journée internationale de la femme était célébrée à des dates différentes selon les pays. Ce n'est qu'en 1914 que, sur proposition des femmes allemandes, la Journée internationale de la femme a été célébrée le 8 mars en Allemagne, en Suède et en Russie. [2] Et le 8 mars 1917 (le 23 février selon l'ancien calendrier) des travailleuses russes se sont mobilisées en quête de nourriture, ce qui a mis en route le processus révolutionnaire qui aboutirait en octobre de la même année à la conquête du pouvoir par les travailleurs dirigés par le parti bolchevik. Depuis lors, la date du 8 mars a été adoptée pour célébrer la Journée internationale de la femme dans tous les pays.

Ces discussions sur l'origine de la date, qui suscitent de vives controverses, sont certainement très importantes pour les historiens. Mais elles n'ont pas beaucoup d'importance pour les révolutionnaires. De toute façon, cela ne fait pas de doute que la Journée internationale de la femme est issue d'organismes de femmes révolutionnaires, comme journée de lutte et pour honorer la femme au travail, ses souffrances et ses luttes.

La véritable controverse est avec ceux qui veulent nous voler cette date, en disant que le fait décisif a eu lieu en 1975 lorsque l'ONU a célébré l'Année internationale de la femme. La controverse est avec ceux qui tentent par tous les moyens d'adoucir le caractère de lutte de cette date, qui veulent nous convaincre que toutes les femmes



sont égales et qui, chaque année le 8 mars, nous envoient des compliments et des fleurs, que ce soit de la part des gérances des entreprises ou des organismes gouvernementaux. Ce sont les mêmes gens qui garantissent, tous les jours de l'année, notre oppression et exploitation.

Cette controverse est soulevée dans les différents articles de ce dossier, où nous envisageons le problème de l'oppression de la femme à partir d'un point de vue de classe. L'article de Cecilia Toledo analyse explicitement la relation genre-classe. Celui de Cristina Portela étudie la situation actuelle de la femme au travail dans le contexte de la crise capitaliste mondiale. Puis il y a la note sur la légalisation de l'avortement. S'agissant d'une revendication démocratique impliquant toutes les femmes, ce sont surtout les femmes travailleuses et pauvres qui sont vraiment défavorisées. Ce sont elles, et pas les femmes bourgeoisies, qui meurent ou sont mutilées à cause des avortements clandestins.

---

[1] Données des historiens Liliane Kandel et François Picq

[2] L'investigatrice Renée Côté suggère comme possibilité le fait que le mois de mars soit chargé de contenu révolutionnaire, mais elle ne donne aucun argument solide pour le choix de ce jour en particulier plutôt qu'un autre.



Etats-Unis

La féminisation de la crise

Diana Curado (Portugal)

Depuis 2010, la crise a commencé à affecter durement les femmes, à travers une augmentation du chômage.

Lorsque la crise économique a éclaté en 2008, les secteurs les plus touchés ont été la construction civile et les industries de l'automobile, où les emplois sont principalement occupés par des hommes. Au début de la crise, les hommes étaient donc plus touchés par le chômage que les femmes, qui se trouvent pour la plupart dans des emplois considérés (aux États-Unis) comme « imperméables à la récession ». A la fin de 2008, le taux de chômage était de 5,5 % pour les femmes et de 6,2 % pour les hommes.

En 2009, cette tendance s'est poursuivie et le taux de chômage est resté à 8,1 % pour les femmes et 10,3 % pour les hommes, une des plus grandes différences, depuis la Seconde Guerre mondiale.

Mais en 2010, la situation a changé et le chômage des hommes commence à diminuer peu à peu alors que, dans le cas des femmes, la tendance à la hausse se poursuit. En décembre 2010, 9,4 % des hommes et 9,4 % des femmes étaient au chômage.

Le plan de sauvetage des banques mis en place en septembre / octobre 2008, après l'effondrement des banques comme Lehman Brothers, a injecté des millions de dollars dans les banques en difficulté, et ces millions ont dû être retirés de quelque part : des travailleurs, en abaissant les salaires, en augmentant les impôts et en réduisant les budgets pour la santé et l'éducation.

Les femmes détiennent la majorité des emplois dans l'éducation, elles sont 82 % de tous les enseignants jusqu'à l'enseignement secondaire. Et les coupes sont loin d'être négligeables, étant donné que, contrairement aux gouvernements des pays européens, Obama n'a pas eu beaucoup de résistance à ses attaques de la part de la classe ouvrière. Ainsi, en avril 2010, le ministère de l'Education a estimé que les coupes budgétaires mettaient en danger environ 300 000 emplois dans les écoles publiques. En 2010, de nombreux hôpitaux ont commencé à fermer en raison de problèmes financiers causés par ces coupes, ce qui aura probablement une incidence sur des millions de femmes qui travaillent comme médecins, infirmières (2,6 millions) et aides soignantes.



Les femmes latines et noires se trouvent parmi les secteurs les plus pauvres des Etats-Unis.

Cette perspective doit être placée dans le contexte des femmes américaines : environ un tiers des mères travailleuses sont « chefs de famille », dont 8,7 % sont au chômage, un taux qui augmente à 13,7 % pour les afro-américaines et à 11,5 % pour les latino-américaines. En 2008, 26,5 % des femmes afro-américaines, 23,4 % des latino-américaines et 11,6 % des blanches se trouvaient en-dessous du seuil de pauvreté.

Si jusqu'en 2010, les femmes étaient apparemment moins touchées par les conséquences de la crise, par la suite, le scénario a changé et le rôle le plus important des femmes dans la société capitaliste est devenu explicite : être le principal contingent de l'armée industrielle de réserve qui, en ce moment, doit assumer son rôle dans les rangs du chômage et de la pauvreté.

Europe : Récession au féminin

Dans une Europe des acquis sociaux et féministes, les femmes sont toujours plus pauvres que les hommes. Selon les données d'Eurostat, en 2008, 24 % des hommes et 26 % des femmes dans l'Union européenne des 27 (UE) disposaient de ressources inférieures à 60 % du salaire moyen dans leur pays, et étaient donc menacés de pauvreté. En moyenne, l'écart de rémunération entre les genres est de 18 % en faveur des hommes. Avec la crise économique et les mesures d'austérité mises en œuvre par la bourgeoisie, l'exploitation et l'oppression des femmes ont tendance à augmenter. Seuls la lutte unitaire des travailleurs, hommes et femmes, parviendra à mettre en échec les attaques des patrons et leurs gouvernements.

Cristina Portella (Portugal)

Après avoir dépensé des milliards de dollars pour sauver les banques et les grandes entreprises touchées par la crise économique qui a débuté en 2008, les gouvernements européens ont présenté la facture à leur classe ouvrière. Avec la justification d'inverser la croissance du déficit et de la dette publique, dont l'augmentation a été due en grande partie à ces contributions millionnaires à la sauvegarde des affaires bourgeoises, ils ont commencé à mettre en œuvre des plans d'austérité qui provoquent la récession, la hausse du chômage et la précarité, et à détruire l'état social européen, c'est à dire à éliminer des acquis des travailleurs.

Les réductions substantielles des budgets de l'Etat pour la santé, l'éducation et la protection sociale sont en train de toucher les franges les plus pauvres de la classe ouvrière, en particulier les femmes. D'une part, leur risque de licenciement augmente, étant donné qu'elles constituent la majorité de la main d'œuvre dans ces secteurs, et d'autre part, cela signifie l'augmentation du travail non rémunéré, étant donné que l'Etat leur transfère la responsabilité de s'occuper des personnes âgées et des enfants. Dans l'UE, tandis que 80 % des travailleurs de la construction civile sont de sexe masculin, 78 % des salariés dans les domaines de la santé et des services sociaux sont des femmes, et plus de 60 % des enseignants dans l'enseignement primaire sont également des femmes.

Le chômage, qui a commencé à affecter davantage les hommes au début de la crise économique, a donc progressivement tendance à avoir un impact encore plus grand chez les femmes. En 2008, dans l'UE des 27, d'un total de 7 % de chômeurs, il y avait 6,6 % d'hommes et 7 % de femmes. L'année suivante, le taux global a augmenté à 8,9 %, tandis que celui des hommes a atteint 9 % et celui des femmes 8,8 %. En 2010, le taux de chômage global s'élève à 9,6 %, celui des hommes à 9,7 % et celui des femmes à 9,5 %. Il est clair que les réductions budgétaires en matière de santé, d'éducation et de services sociaux, mises en œuvre par tous les pays de l'UE, ont déjà commencé à se refléter dans la croissance du chômage des femmes.

Au Portugal, par exemple, dans le 4ème trimestre de 2010, la population au chômage a augmenté de 9,9 % par rapport à la même période de 2009, tandis que le chômage chez les femmes a augmenté de 14 %, nettement plus que l'augmentation du chômage chez les hommes qui est resté à 5,5 %. Au total, 315 400 femmes étaient au chômage, ce qui correspond à plus de la moitié de toutes les personnes sans travail.

Selon l'étude « *Women's poverty and social exclusion in the European Union at a time of recession. An Invisible Crisis ?* » *la pauvreté des femmes et l'exclusion sociale dans l'Union européenne à une époque de récession. Une crise invisible ?*), réalisée par Oxfam International / European Woman's Lobby et publiée en février 2010, « *les données macro-économiques disponibles ne sont pas suffisamment sensibles pour révéler la pauvreté existante et les effets de la récession sur la vie des femmes* » . Si le chômage dans les usines et dans le secteur de la construction, où la main d'œuvre est essentiellement masculine, était plus évident, l'impact de la récession sur l'emploi des femmes aurait été moins visible par le fait que les femmes faisaient moins que les hommes appel aux centres d'embauche, et occupaient des emplois à temps partiel et mal payés, précisément ceux qui sont moins pris en compte par les statistiques.

La précarisation de l'emploi

La même étude arrive à la conclusion que les principaux effets de la récession dans les pays européens sont l'accroissement de l'offre de travail précaire, généralement à temps partiel et avec un contrat à durée déterminée, au détriment des emplois protégés, ainsi que la réduction de la protection sociale. Ces deux facteurs induisent les femmes, surtout les mères de famille, à accepter des emplois inférieurs à leur niveau d'instruction et de compétences. Le résultat serait une réduction des salaires et une inégalité accrue des salaires entre les hommes et les femmes.

Selon cette étude, « *la réalité est que le travail à temps partiel est beaucoup plus fréquent chez les femmes que chez les hommes dans presque tous les pays. (Aux Pays-Bas, par exemple, plus de 75 % des femmes au travail ont travaillé en temps partiel en 2008). Les contrats à durée déterminée sont également plus fréquents chez les femmes que chez les hommes (avec des taux relativement élevés, par exemple, à Chypre, en Suède et en Finlande).* » Le risque de pauvreté pour les personnes sous contrat temporaire est de 13 % contre 5 % pour les travailleurs avec des contrats permanents.

En Europe également, les femmes continuent à travailler en priorité dans certains secteurs qui reproduisent la routine domestique d'une femme au foyer. En France, 80 % des femmes entre 25 et 49 ans travaillent. Bien qu'il y ait 86 catégories professionnelles enregistrées, 61 % des femmes sont concentrées dans seulement six d'entre elles, considérées typiquement féminines : services de nettoyage, garde d'enfants, secrétariat, gestionnaires, vendeuses et infirmières.





En Europe, les femmes luttent ensemble avec les hommes, contre les plans d'ajustement des gouvernements

Dans l'Etat espagnol, comme dans beaucoup d'autres pays, le télémarketing embauche majoritairement des femmes. Les contrats sont généralement très précaires, les salaires sont autour de 750 euros (assez faible pour ce pays) et le licenciement sans justification est une pratique habituelle. En décembre 2010, les patrons n'ont pas hésité à proposer le gel des salaires, ainsi que les licenciements collectifs en quatre jours, sans consultation des comités d'entreprise et sans limite.

L'attaque contre les mères

L'autre attaque des gouvernements européens contre les femmes concerne le retrait de l'aide et des services liés à la maternité. L'allocation familiale, petit support, mais cruciale pour les familles pauvres, a été réduite dans plusieurs pays, y compris l'Irlande et le Portugal. Beaucoup de mères qui dépendent des prestations sociales offertes par l'Etat durant leur congé de maternité en sont privées. Même au Royaume-Uni, les entreprises ont fait pression pour ne pas appliquer des améliorations déjà convenues en termes de congé de maternité, en raison de la crise économique. Selon l'étude « Une crise invisible ? », le risque de licenciement des femmes enceintes aurait également augmenté. « *Les mères sont toujours plus vulnérables aux changements dans le marché du travail et ont tendance à être les dernières à être embauchées et les premières à être licenciées en période de difficultés économiques*. »

Au Royaume-Uni, selon la même étude, la récession a une influence sur la vie familiale. Davantage de gens prennent un deuxième emploi, tandis que d'autres penchent vers le *shiftparenting*, un régime pratiqué dans les pays de faible revenu pour éviter des frais de garde d'enfants : un des parents travaille pendant la journée et l'autre pendant la nuit.

Selon une étude publiée en janvier 2011 par la société Regus, seulement 28 % des entreprises portugaises ont l'intention d'embaucher des mères en 2011, bien que 43 % ont l'intention d'embaucher du nouveau personnel. La préoccupation des entreprises est principalement attribuable à la crainte que les travailleuses puissent demander un congé de maternité pour avoir un autre enfant. A l'échelle internationale, la proportion d'entreprises qui prétendent recruter des femmes avec enfants a diminué d'un cinquième par rapport à 2010.

Les femmes immigrées

Dans l'Union européenne, les femmes immigrées sont les plus vulnérables aux effets des plans d'austérité, non seulement à cause des licenciements et l'augmentation de l'exploitation ou de la précarité, mais aussi à cause des lois qui criminalisent l'immigration. Elles sont victimes de la politique xénophobe et raciste, ce qui rend difficile leur régularisation, et elles doivent finalement accepter des emplois encore moins bien rémunérés que ceux obtenus avant la crise économique. Elles sont victimes de discrimination comme travailleuses, comme femmes et comme immigrées.

Dans l'Etat espagnol, par exemple, le taux de chômage chez les femmes immigrées a toujours été plus élevé que chez les hommes, sauf à la fin de 2009, lorsqu'en raison de la crise dans la construction civile, le chômage des hommes a atteint 33 %, face à 25 % pour les femmes. C'est une situation dramatique, si nous pensons que ce sont les femmes qui envoient le plus grand volume d'argent à leur pays d'origine pour soutenir leurs familles. Dans le cas de la Bolivie, par exemple, 73 % des transferts sont réalisés par des femmes.

Plusieurs lois criminalisant l'immigration vont transformer la vie des immigrés, et particulièrement celle des femmes immigrées, dans un véritable enfer. La Directive « retour », appelée à juste titre la Directive de la honte, adoptée par la Commission européenne en juin 2008, autorise la détention d'immigrés en situation irrégulière pendant 18 mois. Le Pacte européen sur l'immigration et l'asile, par lequel est promue la sélection des flux migratoires en fonction des besoins des marchés du travail européens, entraînera des situations dramatiques.

Le document « *La violence sexuelle et la migration. La réalité cachée des femmes sub-sahariennes détenues au Maroc en route vers l'Europe* » de Médecins Sans Frontières (MSF), en



date de mars 2010, dénonce une situation terrible. Le document vise à dénoncer la violence sexuelle subie par les femmes sub-sahariennes immigrées, qui viennent au Maroc pour tenter d'atteindre l'Europe et se trouvent enfermées dans ce pays. Avec le resserrement du contrôle des frontières extérieures de l'UE, les pays de transit migratoire comme le Maroc ont été contraints de s'adapter aux exigences des politiques européennes.

Au cours de l'année dernière, avec la crise économique mondiale et le resserrement des contrôles aux frontières, cette situation tend à s'aggraver. MSF estime, selon un recensement effectué en janvier 2010, qu'il y a 4500 migrants sub-sahariens au Maroc. Dans les interviews menés par cette organisation auprès de 20 % de la population adulte, 39 % ont indiqué qu'ils avaient subi une forme d'agression. Les filles et les jeunes femmes sont particulièrement vulnérables à toutes formes de violence et d'abus au cours du voyage et lors de l'arrivée au Maroc.

Entre mai 2009 et janvier 2010, une femme sur trois traitées par MSF à Rabat et à Casablanca admettait avoir subi un ou plusieurs épisodes de violence sexuelle, déjà en dehors de leur pays d'origine. Selon le document, « *ce chiffre pourrait être encore plus élevé parce que certaines femmes n'ont pas accepté de parler ou n'ont pas reconnu ce que leur propre témoignage mettait en évidence.* » L'étude conclut que « *l'usage de la violence sexuelle devient ainsi l'une des pratiques violentes les plus courantes contre les femmes dans le contexte de la migration.* »

Chez les 63 patients de MSF qui, selon les déclarations, avaient été victimes de violences sexuelles, les âges variaient de 2 à 40 ans. La majorité, 21,5 %, étaient des mineurs et 10 % avaient moins de 16 ans. La majorité était originaire de la République démocratique du Congo, surtout parmi les plus touchées par la guerre, et originaires du Nigeria.

Augmentation de la violence conjugale

Les politiques européennes ne favorisent pas uniquement la violence à l'extérieur des frontières de l'Europe mais aussi au sein des pays eux-mêmes. L'étude intitulée « Une crise invisible ? » révèle le nombre croissant de victimes de violence conjugale en Bulgarie, en Estonie, en Irlande, aux Pays-Bas, en Ecosse, en Roumanie et en Slovaquie ; une augmentation du trafic des femmes dans plusieurs pays, dont l'Allemagne, la Hongrie et le Royaume-Uni ; et une augmentation de la prostitution et des attaques contre les prostituées dans des pays comme l'Allemagne et le Royaume-Uni. Cette augmentation, selon l'étude, serait associée à l'apparition de la crise économique et à la pauvreté croissante des familles.

Au Portugal, en 2010, 43 femmes sont décédées victimes de violence domestique. Ce fut le deuxième plus grand nombre depuis 2004, quand l'*Union des Femmes Alternative et Réponse* a commencé à recueillir des données sur le thème. Au moins 9 des 43 femmes assassinées avaient déjà porté plainte, et 29 maintenaient toujours une relation de couple avec l'agresseur. « *La même société qui leur dit de dénoncer les attaques, n'a pas été suffisamment organisée pour les protéger* », a déploré la militante et chercheuse à la Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation de l'Université de Porto, Maria José Magalhães. Depuis 2000, la violence domestique est un crime public au Portugal, ce qui signifie que toute personne qui en est témoin pourrait en faire rapport à la justice.

En France, une femme est assassinée tous les trois jours dans des cas de violence conjugale, selon le ministère de l'Intérieur. Environ 156 femmes ont été assassinées par leur partenaire ou ex-partenaire, selon une étude menée par la police française en 2008, alors que 27 hommes sont morts dans des circonstances similaires.

En Italie, la violence contre les femmes augmente également. On estime que quelque 6,7 millions ont subi des violences physiques et sexuelles tout au long de leur vie. Plus de deux millions de femmes ont été harcelées. En outre, 690.000 ont été victimes d'épisodes répétés de violence de leurs partenaires, souvent en présence des enfants. L'organisation *Differenza Donna*, basée à Rome, dispose de cinq refuges, dont un spécialement dédié aux immigrées.

Les luttes pour revendiquer des droits

Si les femmes sont les plus touchées par la crise, dans de nombreux cas, elles se trouvent également au premier rang des luttes, ensemble avec leurs camarades hommes, contre les gouvernements qui appliquent des plans de suppression d'emplois, de diminution de salaires et d'élimination d'acquis. Cela est vrai dans toutes les luttes importantes, comme celle de 2010 en France, contre l'augmentation de l'âge de la retraite, ou encore celle dans l'Etat espagnol au cours de la grève générale le 29 septembre 2010 et les grèves générales dans le Pays Basque, en Galicie et en Catalogne, le 27 janvier 2011. Elles ont également été à l'avant-garde dans les luttes en Grèce, en Italie et au Portugal.

Au Portugal en 2007, les femmes ont obtenu une grande victoire dans leur lutte pour la légalisation de l'avortement, approuvée par référendum. Mais avec la crise économique, des secteurs de droite, opposés à la légalisation, ont cherché à annuler cette conquête. Une véritable campagne contre l'avortement gratuit, réalisée par la *Fédération pour la vie*, a fait étalage du coût de l'interruption de la grossesse.

Les attaques des employeurs et leurs représentants aux droits des travailleurs, que ce soit dans les domaines économique ou social, sont la preuve que ces acquis ne sont pas assurés sous le capitalisme. La lutte des femmes travailleuses, ensemble avec les travailleurs, leurs camarades de classe, est ce qui pourra garantir ces acquis, dans la perspective de la construction d'une nouvelle société, dans le cas européen, d'une Europe socialiste.





L'avortement légal, sûr et gratuit

Alicia Sagra et Bettina Valmonti (FOS-Argentine)
Lorena Diaz (COI-Argentine)
Ana Pagu (Secrétariat de la femme, PSTU-Brésil)

La lutte pour la légalisation de l'avortement est l'un des aspects qui montre le plus clairement la situation hasardeuse de la femme dont parle Cecilia Toledo dans ce dossier.

Le premier pays où l'avortement légal et gratuit a été acquis, avec comme seule condition la volonté explicite de la femme, était l'ancienne Union soviétique, en 1920. Cette mesure signifiait la fin d'un grand nombre de morts et de mutilations, et elle a donné aux femmes le droit de disposer de leur corps. C'est l'une des grandes conquêtes de la Révolution d'Octobre de 1917.

Dans les pays capitalistes, ce n'est qu'à partir des années 30 que ce droit a commencé à être acquis. Les premiers ont été les pays scandinaves (Islande, Suède, Danemark, Finlande et Norvège), mais seulement dans les cas où la vie de la mère était en danger.

Les amples mobilisations de la décennie des années 60 et 70 ont obtenu la légalisation et la gratuité, sur la base de la seule décision de la femme. Cela a été le cas en 1968 en Angleterre, en 1970 au Canada, en 1972 dans l'ancienne Allemagne de l'Est, en 1973 aux Etats-Unis, en 1975 en France, en 1977 en Nouvelle-Zélande et en 1978 en Italie.

Les pays où l'Eglise catholique a un poids important, comme l'Espagne, le Portugal et l'Irlande, sont resté en dehors de cette évolution à l'époque. On y obtient seulement (dans les années 80) une législation qui permet l'avortement en cas de viol ou lorsque la vie de la mère est en danger, comme c'est le cas aussi dans certains pays d'Amérique latine. Mais la crise monumentale de l'Eglise catholique, qui commence à se manifester depuis 2005, joue en faveur de la lutte pour ce droit démocratique fondamental. Ainsi, le 11 février 2007, les Portugais ont décidé par plébiscite que les femmes devaient avoir la possibilité de décider d'avorter, jusqu'à la dixième semaine de grossesse, et que l'avortement devrait être effectué en toute sécurité dans un établissement de santé agréé. En 2010, une loi similaire a été adoptée en Espagne, qui permet l'avortement jusqu'à la douzième semaine de grossesse, avec obligation pour le service public de le réaliser.

Les gouvernements prétendent utiliser ces importantes conquêtes comme une valve de décompression face à la crise mondiale, mais en même temps, ces conquêtes sont mises en danger par les politiques capitalistes pour résoudre cette crise, telles que les coupes dans les budgets de la santé publique. Alors que la crise ravive les groupes de droite, tant en Europe qu'aux Etats-Unis, ces derniers lancent une campagne, et pas seulement idéologique,



Avortement légal et gratuit

contre la légalisation de l'avortement, en attaquant les cliniques et les médecins qui les pratiquent.

La situation est beaucoup plus difficile en Amérique latine. Dans les pays de ce continent, le poids de l'Eglise est plus grand et il y a aussi la pression des groupes bourgeois, propriétaires de grandes cliniques spécialisées dans l'avortement, qui s'enrichissent avec les lois réactionnaires interdisant l'avortement.

Toutefois, dans certains pays comme l'Argentine, la crise de l'Eglise se fait également sentir.

Argentine : il n'est pas impossible d'obtenir la légalisation.

Le 30/11/2010, dernier jour d'activité dans le Congrès national de l'Argentine, un projet visant à légaliser l'avortement jusqu'à la douzième semaine de gestation a commencé à être discuté dans la Commission de droit pénal.

La dépénalisation de l'avortement et d'autres questions concernant l'oppression de la femme sont maintenant traitées ouvertement dans les tribunaux, au Parlement, dans les journaux, la radio et la télévision, ce qui n'était pas le cas avant. Le fait que ces questions, auparavant réservées aux réunions de femmes, soient maintenant discutées publiquement est une conquête, dans la continuité des succès obtenus l'été dernier avec l'approbation du mariage, l'adoption d'enfants et d'autres acquis démocratiques pour les couples homosexuels.

Cette ouverture est liée à un processus global : la crise de l'Eglise catholique, la diffusion des cas de pédophilie dans ses rangs et de son soutien aux régimes néfastes, ainsi que les luttes des travailleurs et des secteurs opprimés à travers le monde. En Argentine, les cas du « Père Grassi », violeur d'enfants dans la fondation dont il était président, et celui de l'obscur prêtre Von Wernick, un participant génocidaire à la dictature militaire, sont emblématiques.

Malgré ces progrès, les attaques contre la femme travailleuse se poursuivent et s'approfondissent. Pour résoudre ses crises, le capitalisme s'en prend aux secteurs les plus vulnérables : les immigrants, les femmes, les indigènes. En Argentine, l'inflation et l'insécurité de l'emploi vont bon train, le pillage des ressources naturelles continue, de même que les politiques de privatisation et de destruction de la santé et de l'éducation. L'effet sur les familles ouvrières et pauvres est dévastateur : le chômage, l'alcoolisme et la marginalisation ; la violence sur le lieu de travail et dans les foyers (il y a quatre morts par semaine dues à l'attaque d'un partenaire) ; le travail précaire des femmes, le licenciement pour grossesse, le harcèlement sexuel, le viol ; l'enlèvement pour la traite de personnes ; l'augmentation de la mortalité maternelle, avec des avortements à risque comme cause principale.

La souffrance des femmes s'aggrave dans un pays gouverné par une femme, parce que Cristina Kirchner défend les intérêts des capitalistes qui en sont les responsables.

Elle refuse toujours la légalisation de l'avortement, au mépris de ceux qui insistent pour l'obtenir afin de protéger la vie des femmes pauvres et comme un droit humain fondamental : des professionnels de la santé ; des chercheurs, comme Marianne Molland, une experte d'une ONG renommée, invitée en novembre dernier au débat parlementaire ; des juges, comme Carmen Argibay, membre de la Cour suprême nationale ; des législateurs et même Ginés González García, ancienne ministre de la Santé nationale dans le gouvernement de Nestor Kirchner.

La présidente et le clan des Kirchner, qui se disent gestionnaires d'un projet national et populaire, refusent de regarder en face les sinistres statistiques de morts de travailleuses et de jeunes, ou encore les affaires que font les cliniques luxueuses et « illégales » de l'avortement. Ils se placent ainsi dans le camp de la droite et de l'Eglise.

La même réalité se répète dans les pays où gouvernent ceux que Cristina Kirchner appelle des « camarades » : Correa, Lugo ou les « socialistes » Evo et Chavez, ainsi qu'au Brésil, désormais gouverné aussi par une femme, Dilma Roussef, comme nous verrons plus loin.

Les organisations des travailleurs et populaires doivent prendre la tâche en main.

En Argentine, la question est à l'ordre du jour, et il est possible d'obtenir la légalisation de l'avortement. Mais ce ne sera pas par la volonté des gouvernants. Il ne suffit pas de soumettre des projets au Parlement ou de faire de grands débats une fois par an dans des Rencontres de la femme, comme le font le PCR (maoïste) et le reste de la gauche en Argentine (PO, PTS, MAS). C'est ainsi qu'il n'y a toujours aucun résultat avec la « Campagne nationale pour les droits à l'avortement » qui existe depuis 2003.



Anticonceptifs pour prévenir Avortement légal pour ne pas mourir

Pour gagner, il est nécessaire que le mouvement ouvrier assume cette revendication. Il est nécessaire de porter la question aux lieux de travail et d'étude (les usines, les écoles, les hôpitaux, les universités) où des initiatives de lutte peuvent être organisées. Il faut gagner les camarades hommes pour exiger conjointement que la légalisation de l'avortement soit prise comme exigence par les syndicats, les centrales ouvrières, les centres d'étudiants et les organisations des droits de l'homme.

La mobilisation des travailleuses, ensemble avec toute notre classe, peut engendrer la protestation nécessaire à la légalisation de l'avortement en Argentine.

Le gouvernement de Dilma et l'avortement au Brésil

La situation au Brésil est plus difficile. En 2011, pour la première fois dans l'histoire brésilienne, une femme est devenue présidente. Dilma Roussef (PT) a reçu l'approbation de 80 % de la population et elle a toujours la tâche de donner une continuité à la mise en œuvre du projet du Parti des Travailleurs au Brésil. C'est une politique de conciliation de classes, fondée sur l'illusion des travailleurs qui ont confiance en cette femme pour améliorer leur vie.

Dans le plus grand pays catholique du monde, un pays où la violence machiste tue une femme toutes les deux heures, où les femmes sont la majorité de la population et étudient en moyenne plus que les hommes, mais où elles occupent toujours les emplois les moins bien rémunérés et gagnent jusqu'à 30 % de moins pour faire le même travail, ce n'est pas un événement mineur qu'une femme vienne à occuper la plus haute fonction du pays.

C'est, dans une certaine mesure, le reflet de l'avancement de la conscience. Et c'est en même temps une issue de l'impérialisme pour continuer à mettre en œuvre ses mesures, dont celle, précisément, de nier aux travailleuses le droit de décider sur leur propre corps. Et ce droit ne sera pas garanti par la femme qui est au gouvernement pour défendre les intérêts de la bourgeoisie.

Au Brésil, l'avortement n'est autorisé que lorsque la grossesse est le résultat d'un viol ou quand la vie de la mère court un risque. Mais cela n'empêche pas que des avortements sont réalisés chaque jour.

Selon la Recherche nationale sur l'avortement (PNA), parmi les femmes jusqu'à 40 ans, une sur cinq a eu un avortement. Chez les filles entre 18 et 19 ans, la proportion est d'une sur 20. Un peu moins des deux tiers des femmes qui ont eu un avortement sont catholiques, un quart sont protestantes ou évangéliques, et moins d'un vingtième sont d'une autre religion.

La même étude indique que « *près de la moitié des femmes qui ont avorté ont utilisé l'un ou l'autre médicament pour le provoquer. Si ces avortements auraient été faits sous attention médicale appropriés, ils seraient extrêmement sûrs. Environ la moitié des femmes qui ont avorté, se sont dirigées vers le système de santé et ont été hospitalisées à cause des complications liées à l'avortement. Si l'avortement était légalisé, la plupart de ces hospitalisations auraient pu être évité.* »

Aujourd'hui, l'avortement clandestin est l'une des principales causes de décès pour les femmes au Brésil, principalement pour celles qui appartiennent à la classe ouvrière, les pauvres et les noires, qui n'ont pas les moyens d'aller à une clinique clandestine. Qui plus est, « l'industrie de l'avortement » est une des plus lucratives du pays.

Le recul dans la légalisation, la discrimination

En mai 2010, la Commission de la Sécurité sociale et de la Famille, de la Chambre des représentants, a approuvé, avec le soutien de secteurs du PT, le « Statut de l'enfant à naître » qui prévoit, entre autres, de criminaliser les avortements qui aujourd'hui sont considérés comme légaux, telles que ceux pratiqués suite à un viol.

Toujours en 2010, le gouvernement de Lula a retiré du Plan national des droits de l'homme, le soutien à la dépénalisation de l'avortement et les dispositions permettant d'étendre les cas d'avortement légal.

Durant la campagne électorale, Dilma a suivi l'orientation du gouvernement avec la « Lettre au Peuple de Dieu », un document adressé au public religieux lors du deuxième tour. C'était la confirmation que le PT avait abandonné, en fait, son programme de dépénalisation et de légalisation de l'avortement, rédigé dans les années 80. Dans ce document, Dilma affirme : « *Si je suis élue présidente de la République, je ne prendrai pas l'initiative de proposer des modifications à des aspects de la législation concernant la légalisation de l'avortement et d'autres questions concernant la famille et la libre expression de toute religion dans le pays.* »

Le scénario choisi par Dilma a été complété par des attitudes réactionnaires, le conservatisme et le machisme. Le droit des femmes a été jeté en pâture pour assurer la victoire dans le processus électoral.

De toute évidence, il y a au Brésil un recul dans le processus de la légalisation et la dépénalisation de l'avortement. Le « front en défense de la vie », mené par des secteurs religieux bourgeois, est le mouvement qui a orienté ces derniers temps les actions du gouvernement à ce sujet. D'autre part, la Centrale Unique des Travailleurs (CUT) et la Marche Mondiale des Femmes (MMM), qui soutiennent Dilma, ne soufflent mot face à ce déclin ou, tout au plus, attribuent ces effets à une vague conservatrice, niant toute responsabilité de la présidente et sauvant cette dernière de la critique.

En revanche, CSP-Conlutas, centrale syndicale populaire, et le Mouvement des femmes en lutte (MML) ont toujours défendu systématiquement la légalisation et la dépénalisation de l'avortement, parce qu'ils considèrent cela comme une revendication importante des femmes travailleuses qui meurent chaque jour victimes d'avortements illégaux et dangereux.

Il ne suffit pas d'être une femme

De toute évidence le fait que Cristina Kirchner et Dilma soient des femmes n'offre aucune garantie pour les travailleuses. Elles ne représentent pas la classe ouvrière, et leurs gouvernements répondent donc aux intérêts de la bourgeoisie.

C'est une preuve en plus que la véritable libération des femmes ne sera conquise que par les travailleurs, par la victoire de la révolution socialiste, dans un processus constant de construction quotidienne. Dans cette démarche, la lutte pour la légalisation de l'avortement est à l'ordre du jour.



En fin de compte, que veulent les femmes ?

Cecilia Toledo (Brésil)

Nous voilà dans une nouvelle année, et en regardant en arrière, nous voyons que la situation de la femme est de plus en plus contradictoire. L'arrivée au pouvoir de plusieurs femmes, comme Dilma Roussef au Brésil et Cristina Kirchner en Argentine, peut laisser penser que le statut d'infériorité des femmes appartient au passé. Une grande conquête comme la légalisation de l'avortement, dans des pays avec une grande influence de l'Eglise catholique comme le Portugal et l'Espagne, montre que des progrès significatifs sont possibles. Toutefois, l'augmentation de la violence conjugale, les décès à cause d'avortements illégaux, les inégalités de toutes sortes, tempèrent l'enthousiasme de l'analyse la plus optimiste.

En fin de compte, que veulent les femmes ? Au Brésil, la télévision a récemment diffusé un programme portant ce titre. Les réponses ? Comme d'habitude : elles veulent être minces, attrayantes, riches, sexy et, si possible, trouver un prince charmant qui leur sera fidèle pour le reste de la vie. Mais si l'on prend en compte l'ensemble des femmes, de toutes les classes - bourgeoises, prolétaires, travailleuses de la campagne et des villes, étudiantes, jeunes - nous trouverons des réponses plus profondes et qui dépendent d'autres facteurs, au-delà des cosmétiques. Que veulent les femmes ? Elles veulent la fin de la violence conjugale, la légalisation de l'avortement, l'égalité de rémunération pour un travail égal, l'égalité des chances dans les études et sur le marché du travail, des crèches, l'égalité devant la loi. C'est-à-dire, le respect et la dignité.

Un éternel va-et-vient

Toutes les femmes veulent les mêmes choses et se battent, au milieu des dures réalités de leur pays, enfermées dans les limites de leur classe sociale, pour conquérir cette vie à laquelle toutes ont droit.

A la fin du 19ème siècle et au début du 20ème, elles ont combattu pour le droit de vote et l'ont gagné. Dans les années 60 et 70, elles sont descendues dans la rue pour la liberté sexuelle, pour la dignité humaine, et elles ont également obtenu des conquêtes. Toutefois, bon nombre de ces acquis ont été perdus ou sont devenus lettre morte avec l'explosion de la crise économique, les guerres, les génocides... Et comme les crises sont cycliques dans le capitalisme, la situation des femmes est elle aussi cyclique : elle s'améliore pendant une période et s'aggrave de nouveau dans une autre, et le terrain perdu n'est pas reconquis. Au Brésil, les crèches, conquis dans les années 80 avec beaucoup de lutte, sont aujourd'hui une rareté. Aux Etats-Unis, l'avortement légal est menacé par le fascisme, qui met des bombes dans les cliniques. Au Portugal, l'avortement légalisé récemment est également menacé par la crise économique qui ravage l'Europe. La violence conjugale est le meilleur exemple de ce rythme de va-et-vient : elle disparaît presque en temps de croissance économique, mais elle revient avec plus de force avec le chômage élevé et les bas salaires, la dégradation des êtres humains.

C'est une marque déposée du système capitaliste. La preuve, nous l'avons avec la restauration du capitalisme dans les pays qui avaient exproprié la bourgeoisie, comme à Cuba. Les symptômes de la dégradation humaine, comme la prostitution, pratiquement éliminée avec la révolution de 1959, est aujourd'hui le moyen de subsistance de beaucoup de femmes cubaines, dès l'âge de 13 ans. L'éradication de l'analphabétisme, qui a permis aux femmes d'entrer en masse dans les écoles et les lieux de travail à égalité avec les hommes, est aujourd'hui une caricature. La restauration du capitalisme et l'énorme crise économique ont relancé les inégalités, et aujourd'hui, les enseignantes ou les femmes médecins sont contraintes de faire des petits boulots ou de se vendre comme prostituées aux touristes.



La division entre les genres : la réponse du féminisme bourgeois

Dans les années 80 et 90, les femmes avaient regagné leur domicile après les manifestations massives des années 60 et 70. L'inégalité s'est aggravée, en particulier dans les pays dépendants. Pour essayer de comprendre cette situation, les féministes originaires du milieu universitaire européen et étasunien ont donné lieu à ce qu'on appelle *Gender Studies*. La discussion est devenue académique et tout ce qui concerne l'oppression des femmes a reçu l'étiquette de *question de genre*.

Les discussions féministes sont passées de la rue à l'auditoire universitaire, et la lutte pour la libération a perdu ce qu'elle avait de plus progressiste : les manifestations de masse qui incorporaient d'autres secteurs de la société. Sous la direction de courants intellectuels et de la classe moyenne, la lutte féministe s'est graduellement limitée à accroître les possibilités pour la femme dans la démocratie bourgeoise. Selon la féministe argentine Mabel Bellucci : « *l'expression* études sur la femme *identifie cette nouvelle démarche intellectuelle, prête à* démocratiser les





Cristina Kirchner et Hilary Clinton

Le fait que certaines femmes occupent une position importante dans leur gouvernement ne signifie pas que les femmes ont réellement gagné du pouvoir.

domaines de production de connaissance *où les femmes ne se sentent pas représentées à cause de l'exclusion en tant que sujets et objets d'étude.* »

La relation oppression-genre

Selon l'Espagnole Maria Jesus Izquierdo : « *L'inégalité des femmes est un processus qui commence avec la division sexuelle du travail et qui a été consolidé avec la création de genres sociaux : si vous êtes une femme, vous devez faire certaines choses, si vous êtes un homme, vous devez en faire d'autres. L'étape suivante consiste à considérer les activités entreprises par les femmes comme féminines et celles entreprises par les hommes comme masculines. La troisième étape consiste à différencier le traitement (respect, reconnaissance, moyens d'existence, mode de vie) reçu par celles qui exécutent des activités féminines, de celui reçu par ceux qui s'occupent d'activités masculines. A partir de là, nous disons que les personnes, indépendamment de leur sexe, ont un caractère de genre ; elles sont traitées selon un modèle spécifique, ou de genre. [...] La discrimination sur la base du sexe a lieu lorsque, faisant le même travail, les femmes reçoivent un salaire inférieur ; l'inégalité sur la base du genre a lieu lorsque les activités d'un genre, le féminin, sont moins valorisées que celles de l'autre genre, le masculin, peu importe qui les réalise.* »

Izquierdo défend vigoureusement l'idée que la problématique de la femme est une problématique de sexe. Elle en arrive à dire que *ce qui structure la société est le genre*, parce que pratiquement tous les domaines de la vie ont un caractère d'un genre ou de l'autre, et la société s'effondrerait ou modifierait ses fondements si elle rompait avec les positions de genre. Elle rappelle qu'une partie importante des résultats obtenus dans les activités extérieures à la famille dépendent de l'appui à l'intérieur de celle-ci. C'est pourquoi les employeurs, quand ils veulent embaucher quelqu'un pour un poste de responsabilité, préfèrent les hommes mariés ayant des enfants, parce qu'ils croient que dans ce cas, ces hommes disposent d'une mère de famille. Dans le cas des femmes, c'est l'inverse. Les employeurs sont clairement conscients que celles-ci ne disposent pas d'une mère de famille et, par conséquent, si elles sont mariées et ont des enfants, elles auront des problèmes.

Virginia Vargas et Wicky Meyen, pour leur part, définissent le système sexe / genre comme « *un ensemble d'attitudes par lesquelles la société transforme la sexualité biologique dans des produits d'activité humaine, à travers laquelle ces besoins sont satisfaits. Ce n'est donc pas seulement une relation entre hommes et femmes, mais un élément constitutif des relations sociales en général, qui se manifeste dans des symboles, des normes, l'organisation politique et sociale et les subjectivités personnelles et sociales.* » Elles concluent que les femmes ne peuvent pas être réduites à leur condition de genre, parce que « *dans chaque individu vivent ensemble différentes positions subjectives ; chaque agent social est inscrit dans une multiplicité de relations sociales : de production, de race, de nationalité, de genre, de sexe, etc. Chacune de ces relations spécifiques ne peut être réduite ni liée aux autres. Et chacune d'elles détermine des subjectivités différentes.* »

Le féminisme plus libéral crée un monde complexe, où les relations de production et celles de race, de sexe, de genre, de nationalité, sont placées au même niveau, sans que l'une détermine l'autre. Le féminisme plus radical prend comme élément déterminant la division de la société en genres.

Les « politiques de genre »

Tout cet arsenal théorique mène à un programme d'action : les dénommées **politiques de genre**. En adoptant le point de vue que la société est structurée en genres, les féministes « découvrent » que le problème des femmes est que la société capitaliste-impérialiste n'en tient pas compte lors de la définition de sa politique. Et elles font de cette exigence tout un programme d'action pour les femmes. Elles l'ont fait lors de rencontres massives et de conférences féministes réalisées dans les années 80 et 90, comme celle de Beijing, en Chine, en présence des premières dames de nombreux pays. La Charte programmatique met l'accent sur l'exigence que l'ONU, le FMI et tous les gouvernements doivent tenir compte des femmes dans leur politique. Il y avait aussi l'exigence d'un changement de mentalité : les manuels scolaires ne devraient plus mettre les femmes dans une position d'infériorité, le langage doit faire état des deux sexes (un(e), tou(te)s).

De nombreuses féministes sont devenues conseillères des organismes de l'impérialisme en Afrique, Asie, Moyen-Orient, dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, pour diffuser ces idées.





Femmes au travail dans une usine en chine.

Ce fut aussi l'origine de groupes d'organisation autonomes de femmes et de groupes de conscientisation, chargés d'agir dans les instances politique et juridique, de proposer des lois et de veiller à leur application. L'action légale devenait la tactique privilégiée (peut-être la seule) et de ce fait, les avocates, les députées, les académiciennes qui comprenaient mieux les questions juridiques occupaient un rôle de leadership. Certaines de ces organisations avec un passé de combat devenaient des ONG financées par les gouvernements pour fournir une assistance aux femmes les plus démunies. C'est le cas de la *Fédération des femmes cubaines*, qui a été créé en 1960 et a joué un rôle de combat dans la période révolutionnaire, et qui est devenue aujourd'hui une ONG virtuelle sans aucun rapport avec la lutte des femmes cubaines.

Après presque 40 ans, quel bilan peut-on faire de ces politiques de genre ? Il suffit de jeter un coup d'œil sur la situation des femmes dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, sur les nuages sombres qui pèsent sur les acquis des femmes dans les pays impérialistes, pour trouver la réponse.

La réponse du marxisme : la division en classes sociales

Tout ce programme de genre a été construit en opposition à la vision de classe sur le problème de la femme. C'est ainsi que Virginie Guzmán, du Centre de la femme péruvienne Flora Tristán, attaque les féministes marxistes en disant que celles-ci considèrent « *tous les processus sociaux comme la conséquence d'une structure économique représentative d'une société de classes dépendante du capitalisme mondial.* »

Le programme féministe centré sur l'égalité trouve son origine dans la révolution bourgeoise. L'« égalité » était une revendication très importante au moment de la Révolution française de 1789. Avec ce concept, on donnait l'idée que toutes les personnes sont égales et ont les mêmes possibilités d'emploi, d'accès à la richesse et de bonheur.

La revendication d'égalité pour les femmes est aussi vieille que cela. Comme les autres revendications - qui vantent le rejet du racisme et de toutes les formes de discrimination ; qui défendent la liberté d'opinion publique, la libération des prisonniers politiques, le droit à la santé et à l'éducation ; qui exigent des emplois et des salaires dignes, y compris pour les immigrants, sans aucune restriction ; qui exigent la réforme agraire, la souveraineté nationale -, celles de la femme représentent des tâches démocratiques-bourgeoises et sont, en tant que telles, des droits de toutes les personnes, de toutes les classes sociales.

La bourgeoisie s'est montrée totalement incapable de résoudre les problèmes les plus élémentaires des êtres humains. En outre, l'existence de la propriété privée des moyens de production est un obstacle infranchissable à l'égalité de tous les hommes (et femmes) et transforme les belles paroles de la Révolution française en lettre morte.

Cela entraîne que certains courants de la gauche affirment que les objectifs contre l'oppression ne peuvent être atteints dans le cadre du capitalisme. Ce n'est pas vrai. A certains moments de l'histoire et en fonction de la force de la classe ouvrière, les femmes sont arrivées à obtenir des conquêtes importantes dans le domaine de l'égalité. Le droit de vote, d'héritage, d'accès à l'éducation et au marché du travail, ces revendications ont eu une grande puissance de mobilisation, précisément parce qu'elles peuvent être conquises, quoique partiellement.

Il est nécessaire d'accompagner le processus, de voir comment la réalité évolue et comment elle se transforme et crée de nouveaux besoins. Pendant la révolution chinoise, il y a eu un cas très intéressant. De nombreuse femmes n'avaient pas encore adhéré à la cause révolutionnaire quand, dans un village, une troupe de théâtre a présenté *Une maison de poupée*, d'Ibsen. Cette pièce parle d'une femme mariée, opprimée, qui veut se libérer. Ce n'est pas une pièce de théâtre révolutionnaire, mais après l'avoir vue, des milliers de femmes chinoises ont quitté le théâtre avec le poing en l'air. A partir de ce moment, des millions de femmes ont adhéré à la révolution et des millions de filles nées à cette époque ont reçu le nom de Nora, le personnage principal de la pièce. La coutume en Chine était que les filles ne reçoivent pas de nom, mais qu'elles soient traitées par des numéros (enfant 1, enfant 2...). Une simple pièce de théâtre dans un contexte révolutionnaire a changé cela.

Les revendications des femmes peuvent à certains moments acquérir un caractère révolutionnaire, malgré le fait qu'elles sont démocratiques-bourgeoises. L'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes est, en soi, un mot d'ordre





Ouvrières dans une usine de conserves en Espagne.

bourgeois-démocratique. Cependant, exiger cette égalité implique d'attaquer en profondeur les bénéfices du capital, qui obtient beaucoup plus de survaleur à partir du travail des femmes que de celui des hommes. Exiger le plein emploi pour les femmes signifie qu'il est nécessaire de mettre fin à l'armée industrielle de réserve, et le capitalisme ne peut pas vivre sans une réserve de main d'œuvre bon marché. Le caractère que les revendications peuvent acquérir, a donc à voir avec le moment de la lutte des classes et la situation économique et politique dans le pays.

Le fait que, pour réaliser pleinement ces revendications, il faut la révolution socialiste (comme c'est le cas avec toutes les revendications démocratiques), ne leur donne pas, en soi, un caractère révolutionnaire. Sinon, nous devrions dire que toute femme qui se bat contre l'oppression est une révolutionnaire, même les bourgeoises. Un autre exemple est la lutte des homosexuels. Ce n'est que sous le socialisme qu'il sera possible de terminer complètement avec l'homophobie, mais cela ne signifie pas que tout homosexuel qui se bat pour la fierté gay est un révolutionnaire. On peut dire la même chose des « verts » et leur lutte pour l'environnement. Sous le capitalisme, l'environnement ne sera jamais protégé. Seul le socialisme peut le faire, avec une économie planifiée. Mais cela n'empêche pas que ce soit une revendication démocratique-bourgeoise, et même la chaîne McDonald's est désormais « verte ».

Un caractère double

Le problème des concepts de genre est qu'ils sont unilatéraux : ils se limitent à un programme axé sur la lutte pour l'égalité. Mais la réalité n'est pas si simple. Le programme révolutionnaire des femmes a un double caractère. D'une part, c'est un programme pour l'égalité, l'égalité avec les hommes sous le capitalisme. Les femmes ont le droit à l'égalité des chances avec les hommes dans toutes les sphères de la vie. Mais la société capitaliste-impérialiste est inégale, et c'est ce qui complique les choses, parce que nous, les révolutionnaires, nous sommes d'accord pour lutter pour l'égalité, mais nous ne sommes pas d'accord pour lutter pour l'égalité dans la pauvreté, la violence et l'exploitation.

La racine du système capitaliste-impérialiste - avec la division en classes sociales, avec ses travailleurs qui vivent dans l'inégalité par rapport à la bourgeoisie, qui doivent vendre leur force de travail - rend fugace le moindre atome d'égalité que nous pouvons gagner.

Affirmer que le problème de la femme est un problème de classe, c'est reconnaître que les inégalités et tous les problèmes générés par les différentes formes d'oppression et d'exploitation, sont un problème que la classe ouvrière doit résoudre. La bourgeoisie utilise l'oppression pour accroître l'exploitation des secteurs opprimés, les femmes, les noirs, les immigrants. C'est donc un problème de classe, car il n'existe que dans une société divisée en classes. L'oppression, tout en étant un problème culturel, a ses racines dans l'exploitation économique, qui doit disparaître pour pouvoir ouvrir la voie à la fin de tout type d'oppression.

Dans le cas des femmes bourgeoises, l'oppression ne va pas de pair avec l'exploitation. Elles ne sont pas exploitées. Comme l'a rappelé Nahuel Moreno : « *Tous les individus n'ont pas les mêmes opportunités. Le fait fondamental que l'un est bourgeois et l'autre prolétaire naît de la marge de ses possibilités, de son développement et de sa liberté. C'est pourquoi, quand les idéologues bourgeois s'interrogent sur le degré de liberté des individus dans une société donnée, les marxistes commencent par s'interroger sur la marge de liberté atteinte dans cette société par la classe ouvrière.* » (La dictature révolutionnaire du prolétariat). Et il rappelle que, aussi longtemps que les classes existent, la conception marxiste de la démocratie et des libertés vaut pour tout le régime : « *La démocratie a toujours été interne, une manière de fonctionner d'une dictature de classe. Cela n'a jamais été plus que cela : la dictature pour les opprimés, la démocratie pour les secteurs ou les catégories qui oppriment. Dans une société de classes, il n'y a jamais eu de démocratie et de ''liberté politique illimitée'' pour tous les individus, comme le soutient l'idéologie bourgeoise.* »(ibidem)

Des millions de femmes meurent chaque jour, victimes de la violence conjugale, d'avortements clandestins, de viols, de la faim et de la misère. Des millions de femmes deviennent des parias parce qu'elles n'ont pas accès aux études ou à l'emploi, beaucoup n'ont même pas de papiers. Et les femmes représentent la moitié de la classe ouvrière dans le monde, et plus de la moitié de l'armée industrielle de réserve, en grande partie responsable de la survaleur extraite par le capital. Il faut exiger de la bourgeoisie qu'elle résolve cette terrible situation, mais toujours en insistant sur ses limites, sur la nécessité de faire la révolution socialiste pour mettre fin à la propriété privée, comme seule garantie de l'égalité pleine et durable dans la richesse, et non dans la disette et la faim. Voilà ce que veulent les femmes, et pour obtenir ces conquêtes, il faut défendre le marxisme, aussi sur la question de l'oppression de la femme. Il s'agit d'un combat de tous les jours, mais nous avons conscience que la solution définitive viendra seulement avec la fin de la société de classes.



La femme dans la Révolution mexicaine

Alicia Sagra (Argentine)



La participation des femmes dans la Révolution russe de 1917 est bien connue. Leur mobilisation a même déclenché la révolution, comme on peut le lire dans un autre article de cette édition. On sait aussi que le processus révolutionnaire européen au début du 20ème siècle a connu des femmes révolutionnaires d'envergure, comme Clara Zetkin et Rosa Luxemburg. De même, nous connaissons le grand rôle joué par les femmes dans la révolution chinoise.

Mais il y a une grande révolution qui vient d'avoir 100 ans et qui a été peu étudiée par le marxisme. On en parle ailleurs dans cette édition. Ici, dans ce dossier consacré aux luttes des femmes, nous donnons quelques détails sur la participation que celles-ci ont eu dans ce qui a été une des grandes révolutions du vingtième siècle, la révolution mexicaine de 1910.

La participation politique et sociale des femmes date d'avant 1910.

Le processus d'industrialisation, commencé sous le régime de Porfirio Díaz,[1] a ouvert aux femmes les portes des usines, des ateliers, des magasins, de l'administration, et il a augmenté, en particulier, leur participation dans la profession enseignante. Avec la création de l'*Ecole normale d'enseignantes* en 1888, la profession d'institutrice est devenue importante. En 1876, 58,33 % des enseignants étaient des hommes et 25 % des femmes. En 1900, 32,5 % étaient des hommes et 67,5 des femmes, et en 1907, les femmes constituaient 78,29 % du corps enseignant.

De ce fait, la femme commence à sortir des limites étroites de la maison pour développer d'autres activités, non seulement de travail, mais aussi culturelles et politiques, ce qui conduit à un changement majeur dans les coutumes, changement qui n'est d'ailleurs pas très bien apprécié par la presse contemporaine. Par exemple, El Clarín, un journal de Guadalajara, disait : « *Les dames et les filles de la capitale, très actives, assez viriles à l'heure de faire des discours, composent des pièces de musique et s'étreignent et s'embrassent en public.* [...] *Franchement, nous n'apprécions guère ces explosions viriles du sexe faible. Vous sortez la femme de sa sphère naturelle d'action; vous lui retirez la tâche de coudre des boutons, de faire un ragoût ou d'enseigner aux enfants une prière, et* [...] »

L'influence des mouvements féministes européens et étasuniens se fait sentir. Surgissent alors des organisations de groupes de femmes qui commencent à écrire, dans les journaux et les magazines féminins, sur la nécessité de lutter pour l'émancipation.

Elles commencent à remettre en question l'inégalité intellectuelle entre les sexes, revendiquant une éducation et une formation égalitaire qui leur permettrait de participer à la culture et la politique.

Ainsi apparaissent des femmes qui rejoignent la lutte contre le régime et pour la révolution. Ce fut le cas de Dolores Gimenez y Muro, institutrice et poète, présidente de la *Ligue Anti-réélectioniste 'Josefa Ortiz de Domínguez'*,[2] qui avait le grade de colonel dans l'armée zapatiste, jusqu'à son assassinat en 1919.

Ces femmes ont été persécutées, emprisonnées, certaines fusillées. Mais leur travail est resté et a finalement joué un rôle de premier plan dans la rédaction de la nouvelle constitution imposée par la révolution.

Les femmes soldats

Les femmes soldats, les *soldaderas*, mieux connues sous le nom d'*Adelas*, apparaissent quand commencent les confrontations armées. Ce sont les filles, les épouses et les amantes des soldats qui ont combattu pendant la Révolution, et beaucoup d'entre elles étaient de grandes combattantes et ont été très bien représentées dans les peintures de Frida Kahlo. La musique aussi en parle. La chanson *Adelita* montre une femme d'une grande beauté, compagnon du sergent, mais qui a aussi beaucoup de courage, ce qui suscite l'admiration de tous les hommes.

La grande majorité des femmes rurales sont intégrées dans les différentes armées en fonction de leur lieu d'origine, volontairement ou selon l'ancien système de la conscription. Elles devaient souvent endurer des enlèvements, des viols, des abus sexuels typiques des guerres.

Dans les camps, elles continuaient à s'occuper des tâches de leurs foyers, la recherche de nourriture, la cuisine, le soin des malades et des blessés. Mais elles combattaient aussi, aux côtés de leurs maris, leurs parents ou leurs enfants, et quand ceux-ci tombaient sur le champ de bataille, elles continuaient le combat. Le témoignage suivant en est un bon exemple :

« *Le son du clairon se fait entendre et demande, à distance, le mot de passe. L'écho propage le son de l'instrument de guerre et le commandant du camp charge le trompettiste de répondre. Après confirmation qu'il s'agit de forces amies, leur arrivée est attendue. D'autre part, il y avait des nouvelles d'une attaque ennemie imminente, et la défense de la place s'organise. Le commandant ordonne la distribution des éléments à sa disposition. Soudain, une* soldadera *arrive en courant à toute vitesse, agitant un chiffon et avertissant à haute voix que l'ennemi est proche. Il va de soi que le commandant, comme bon soldat, donne l'alerte à ses troupes en leur disant d'attendre son signal pour tirer.*

En effet, lorsque la force ennemie est à la distance convenue, il donne l'ordre, avec un tir de son 45 sur l'ennemi qui s'approche : FEU ! Une fusillade accueille les attaquants, et bien que ceux-ci soient plus nombreux, les troupes restent intrépides et soutiennent le combat pendant 48 heures. Un soldat qui tombe est remplacé





Les "soldaderas", des femmes combattantes, en entraînement

par une soldadera *qui, avec son courage, montre plus d'audace que les hommes, qui à leur tour, encouragés par cet exemple, obtiennent la victoire sur l'ennemi. En honneur de la vérité, il faut souligner que des garçons âgés de 9 à 11 ans ont participé aussi à cette bataille : ils ont pris les armes pour défendre leur part. La journée fut difficile !*

Au camp, au fond de l'obscurité de la nuit, la troupe, la « juanada *», se repose.*

On entend seulement les pas des soldats qui font la ronde et veillent sur le sommeil de leurs camarades : les commandants, les officiers et la troupe. Tous sont épuisés. Ils n'ont pas mangé ni dormi pendant les 48 heures de la mêlée ! De nombreux cadavres sont restés disséminés autour du camp. Ils ont été incinérés en masse avec de l'essence. On n'a enterré que les 27 soldats qui sont morts au combat. Le commandement a ordonné que des billets pour le retour à leur lieu d'origine soient émis à leurs veuves et leurs enfants. La femme mexicaine a toujours fait preuve de courage et d'intrépidité lorsque les circonstances l'exigent. Beaucoup d'entre elles ont obtenu des grades militaires pendant la Révolution, certaines sont devenues célèbres comme colonels, d'autres comme simples soldats... La plupart, comme de véritables soldaderas *!»*[3]

Certaines déclarations de femmes zapatistes commentent leur incorporation :

« *Je suis parti parce qu'ils ont brûlé Huitzilac et ont chassé la population, en 1911, quand ils nous ont chassés. Quand la révolution a éclaté, c'était en 1910, il y avait cet endroit, l'endroit où, comme chaque année, nous avions semé notre grain de maïs, mais tout est resté là, à l'abandon, et - comment comprendre ! - tout est resté là à la maison, tout... Ils se sont mis à brûler, mais c'était le gouvernement, pas les zapatistes, c'est le gouvernement qui est entré.* [Les hommes,] *on les emmenaient loin, faire la guerre, et nous dans le camp. Mais ils nous ont laissé une garde, dans le cas où il se passerait quelque.* »[4]

« *Nous, ils nous appelaient des adelitas, mais l'adelita tout-court était de Ciudad Juarez... elle disait : Foncez ! Allez-y et celle qui a peur, qu'elle reste à cuire les haricots... Nous étions nombreuses : Petra, Soledad... et la plupart d'entre nous, nous étions bel et bien aptes pour combattre.*»[5]

Voici quelques-unes des tâches qu'elles réalisaient : « *Les femmes, avec Villa, avaient beaucoup de cœur et beaucoup de courage, elles étaient des espionnes dans le camp du gouvernement fédéral, elles y allaient comme vendeuses, les troupes les appelaient des «* Marías *» et elles observaient les tranchées, l'armement, elles écoutaient les mouvements et ensuite elles s'en allaient et informaient le général Villa.* »[6]

Les conséquences de la participation des femmes

L'ample participation des femmes à la Révolution a eu comme conséquence que plusieurs de leurs revendications ont été prises en compte et certaines ont été intégrées dans la nouvelle législation. Citons comme exemple le droit de divorce avec dissolution du lien, décrété en décembre 1914, la loi sur le mariage, décrétée par Emiliano Zapata en 1915, la loi sur les relations familiales, décrétée par le gouvernement de Carranza en avril 1917.

Les initiatives présentées au Congrès constitutionnel en 1916, concernant l'imposition de la peine de mort pour le crime de viol et l'octroi du suffrage féminin, n'ont pas été acceptées. Le Congrès constituant a refusé le droit de vote aux femmes, ignorant ainsi le rôle qu'elles avaient eu au cours de la lutte armée révolutionnaire ; un discours patriarcal se vantait de les voir enfermées dans le monde des tâches domestiques, exclues des questions concernant la politique.

En revanche, les droits du travail ont été incorporés dans la constitution. Le salaire minimum a été fixé au même niveau que celui des hommes. La journée maximum de travail a été fixée à huit heures. La maternité a été protégée : les trois mois avant l'accouchement, les femmes n'exécuteraient pas de travaux lourds ; le mois suivant la naissance, elles profiteraient obligatoirement de congé, avec la totalité de leur salaire et la conservation de leur emploi ; pendant la période de l'allaitement maternel, elles auraient deux fois par jour un repos supplémentaire d'une demi-heure. D'autre part, les travaux insalubres et dangereux étaient interdits à la fois pour les femmes et pour les jeunes de moins de 16 ans.[7]

---

1 Porfirio Díaz a été au pouvoir au Mexique pendant 34 ans, de 1876 à 1911.

2 Contre la réélection de Porfirio Díaz

3 Le témoignage, de la plume de Félix Lara Molina, se trouve sur www.locaaventuradeescribir.com

4 Interview à Ignacia Peña veuve de Fuentes, reproduit par Martha Eva Rocha Islas dans *La presencia de la Mujeres en la Revolución Mexicana: soldaderas y revolucionarias*

5 ROMO, Martha. « ¿Y las soldaderas? Tomasa García toma la palabra », reproduit par Martha Eva Rocha Islas dans *La presencia de la Mujeres en la Revolución Mexicana: soldaderas y revolucionarias*

6 Interview à Félix Garduña Nava, réalisé par Ramón Aupart en janvier 1980, reproduit par Martha Eva Rocha Islas dans *Presencia de las Mujeres en la Revolución Mexicana: soldaderas y revolucionarias*

7 Source : Martha Eva Rocha Islas. *Presencia de las Mujeres en la Revolución Mexicana: Soldaderas y Revolucionarias*



Venezuela

Les nouvelles positions du courant du camarade Chirino

José Moreno Pau (LIT-QI)

L'orientation adoptée ces derniers temps par le courant dirigé au Venezuela par le camarade Orlando Chirino, est vraiment inquiétante. Pourquoi ? L'UIT (Union Internationale des Travailleurs) identifie ce camarade et Bodas comme les principaux dirigeants de l'USI (la branche vénézuélienne de l'UIT) et du courant syndical CCURA. Ils représentaient l'espoir de construire une alternative de classe, révolutionnaire, au gouvernement de Chavez. Et maintenant, à partir d'un certain nombre de positions et d'attitudes qu'ils adoptent, cet espoir, qu'ils incarnaient avec certainement encore quelques centaines de militants, commence malheureusement à se dissiper.

Nous, direction de la LIT, avons toujours eu une relation très fraternelle avec ces camarades, en particulier avec Chirino, avec qui nous étions engagés depuis plusieurs décennies dans une lutte commune. Nous avions, bien sûr, des désaccords, certains même très importants. Mais nous n'excluions jamais la possibilité de les surmonter, au point que, il y a quelques années, la LIT-QI a proposé au camarade Chirino et à son organisation internationale, l'UIT, d'essayer la possibilité de construire, tant au niveau national qu'international, une organisation commune. Cette possibilité a été déjouée sur la base d'une série de divergences politiques, mais ce qui nous a surpris, aujourd'hui, c'est de voir comment ces différences se sont approfondies à tel point qu'actuellement, non seulement il n'y a plus la moindre possibilité de penser à un processus d'unification, mais, en plus, il n'existe aucune possibilité que le courant dirigé par Chirino puisse devenir une alternative de classe, moins encore une alternative révolutionnaire, au chavisme. Il n'est pas facile de faire une telle affirmation, sachant que nous nous référons à une référence du mouvement ouvrier, le camarade Chirino, mais comme disait Trotsky, il faut dire la vérité, même si cela ne plaît pas. Voici donc nos raisons.

La politique électorale de l'USI

Lors des élections législatives, l'USI, dirigée par Chirino, a entrepris une alliance électorale avec le PPT (Patrie pour tous).

Le PPT est un parti qui non seulement a un programme bourgeois, mais qui a aussi, depuis plusieurs années, fourni des hauts fonctionnaires au gouvernement Chavez et aux entreprises d'Etat. Il avait, par exemple, la présidence de la compagnie pétrolière PDVSA. Par la suite, la décision de Chávez de former son propre parti (le PSUV), et donc de dissoudre le PPT, a donné lieu à une crise au sein de ce dernier. La plupart de ses cadres ont accepté la proposition du « *comandante* ». Un autre secteur, qui y voyait un danger pour ses privilèges et ses postes, a décidé de maintenir le parti. Et il y avait aussi ceux qui ont quitté le PSUV et rejoint le PPT, en voyant que Chavez ne voulait pas d'eux comme candidats pour les prochaines élections. C'est le cas avec le gouverneur de l'Etat de Lara, Henry Falcón.

Cette alliance électorale de l'USI avec le PPT a causé beaucoup d'étonnement et même des rejets dans l'avant-garde syndicale vénézuélienne, au point que les syndicalistes de *Sanitarios Maracay*, l'un des secteurs les plus combatifs du pays, ont rompu avec CCURA (le courant syndical dirigé par Chirino) lorsqu'ils ont appris la nouvelle de cette alliance.

Mais l'USI ne s'est pas limité à appeler à voter pour le PPT. Pendant la campagne électorale, elle disait que ce parti, qui a un programme bourgeois, était une alternative pour les travailleurs : « *L'Unité Socialiste des Travailleurs appelle à en finir avec la fausse polarisation électorale ; nous proposons une alternative pour les travailleurs et le peuple, en appelant à voter pour le PPT et les candidats indépendants*. »

De toute évidence, faire partie des listes d'un parti avec un programme bourgeois, qui avait eu des ministres au sein du gouvernement de Chavez, et appeler à voter pour ce parti, n'était pas une bonne tactique pour construire une alternative de classe, révolutionnaire, au gouvernement de Chavez, mais il s'agissait toujours d'un problème tactique. Toutefois, appeler à soutenir ce parti, cela n'était plus un problème tactique mais cela devenait une question de principes, comme l'avait rappelé souvent Nahuel Moreno.

L'organisation *Paso a la nueva democracia*

L'USI a tenu son premier congrès du 3 au 5 décembre 2010. Dans ce congrès, elle a fusionné (après une année de « FUR » - Front unique révolutionnaire) avec une organisation appelée *Paso a la nueva democracia* (En avant la nouvelle démocratie - une organisation qui a également participé aux listes du PPT) et ces deux organisations ont décidé de devenir la section de l'UIT. Sur le blog de *Paso a la nueva democracia* nous trouvons comment cette organisation se définie elle-même :

« Paso a la nueva democracia *est le résultat de la rencontre de dirigeants populaires originaires de tendances et traditions politiques et organisationnelles de la gauche, du centre-gauche et, en général, de secteurs progressistes de la vie politique et sociale vénézuélienne... Les hommes et les femmes de* Paso a la nueva democracia *ont des principes clairs et des valeurs solides en commun : Nous croyons que l'équité et la justice sociale sont une condition préalable pour que le pays puisse atteindre son plein développement. Nous valorisons la démocratie, non seulement comme un ensemble*



La colonne de la CCURA dans la manifestation du 5 février. A droite, Orlando Chirino.



de mécanismes institutionnels mais comme une forme de vie. »

Comme on peut le voir, Nouvelle Démocratie se considère elle-même comme une organisation qui défend les valeurs de la démocratie bourgeoise (et ses institutions) comme valeurs universelles, au-delà des classes sociales. Il n'y a rien de nouveau dans ce genre de positions. Cette organisation, d'origine maoïste, a suivi le même cours que la plupart des partis staliniens après la restauration du capitalisme dans les anciens Etats ouvriers. Ce qui est nouveau, c'est que l'USI, qui se considère trotskyste-moréniste, s'est unifiée avec la Nouvelle Démocratie (dont le nom dit tout).

Il est clair que nous ne pouvons pas exclure que cette organisation, qui préconisait un programme bourgeois, défend maintenant le programme trotskyste qui, comme disait Trotsky, « se résume en trois mots : dictature du prolétariat ». Mais si s'était le cas, il est quand même surprenant que personne n'ait affirmé publiquement la rupture avec le programme précédent, et il est beaucoup plus surprenant encore de constater que, jusqu'à aujourd'hui, le programme bourgeois cité ci-dessus continue à apparaître sur le blog de la Nouvelle Démocratie.

Le front syndical contre les expropriations

Lors du Congrès de l'unification entre l'USI et *Paso a la Nueva Democracia*, la formation d'un « embryon d'une nouvelle centrale syndicale » appelée FATDESS (Front autonome de travailleurs en défense de l'emploi, le salaire et le syndicat) a été accueillie avec enthousiasme.

Cette nouvelle organisation syndicale s'est présentée, dans toutes ses communications, comme un front contre les expropriations. Ce caractère, de front contre l'expropriation des entreprises capitalistes par l'Etat, se manifeste aussi clairement dans les déclarations de l'organisation du camarade Chirino : « *L'USI a décidé de concentrer ses efforts politiques sur la consolidation du Front autonome de travailleurs pour la défense de l'emploi et le salaire... dans lequel les organisations syndicales des entreprises Polar jouent un rôle clef, étant donné leur confrontation avec les expropriations anti-ouvrières et sans consultation, de la part du gouvernement.* » (texte publié pour le premier congrès de l'USI)

Le FADESS est constitué par la CCURA et, en particulier, par les syndicats des industries Polar, le deuxième groupe d'entreprises dans le pays, après la compagnie pétrolière PDVSA. Ce groupe industriel, qui produit des aliments (farine pour les *arepas*, le plat national du Venezuela) et surtout la bière Polar, ainsi que Pepsi Cola du Venezuela, a fait l'objet de quelques expropriations et a reçu des menaces du gouvernement Chavez d'une expropriation complète. Le propriétaire de Polar, le milliardaire Lorenzo Mendoza, a réagi face aux menaces de Chavez, en défense de ses intérêts millionnaires, et a gagné les dirigeants syndicaux de ses entreprises pour cette politique.

La manifestation du 5 février

CCURA et ses dirigeants Bodas et Chirino ont appelé à une manifestation qui a eu lieu le 5 février, via le nouveau « Front » syndical. Cette manifestation a défendu beaucoup de revendications justes : augmentation de salaire, discussion des conventions collectives qui ont expiré, la défense de l'emploi, la défense des libertés démocratiques, contre la criminalisation de la protestation, pour la libération du syndicaliste Rubén González, etc.

Selon le site « laclase.info » de l'USI et CCURA, la manifestation a rassemblé 15 000 personnes à Caracas. Dans d'autres textes, également affichés sur laclase.info, la participation est revue à la baisse, à 5 000. Quoi qu'il en soit, c'était une manifestation importante, bien que la présence de CCURA ne constituât qu'un très petit groupe, moins de 20 camarades. Les vidéos des interventions ont été postées sur laclase.info. On y voit plusieurs syndicalistes (dont Bodas et Chirino) s'adresser à la foule. Derrière eux, il y a un panneau où on peut lire (avec difficulté parce que l'image ne suit que la partie inférieure) que le slogan principal de la mobilisation est contre les expropriations. D'autre part, dans des rapports publiés sur laclase.info, on reconnaît que la CTV, la centrale syndicale soutenu par l'extrême droite, était présente dans la manifestation. Et on y apprend aussi que plusieurs dirigeants de la MUD (Coordination de l'unité démocratique - la coalition de l'opposition de droite) étaient présents. En fait, depuis des mois, la MUD a fait savoir qu'elle se réunissait avec des secteurs syndicaux d'entreprises nationalisées ou qui étaient menacées de nationalisation, afin d'appeler à une manifestation. Et c'est précisément le 5 février qu'ils ont été présents ouvertement. Voici l'appel des membres de la MUD : « *Déclaration d'unité, le 3 février : Il y a beaucoup de raisons de manifester. Nos mots d'ordre sont : 'Liberté pour les dirigeants syndicaux détenus', 'Discussion de la négociation collective', 'Respect des syndicats comme espace pour organiser les*





José Albornoz, secrétaire général du PPT, lors d'une conférence de presse de l'USI.

*travailleurs', 'A bas les tueurs à gage de travailleurs', '**Non aux expropriations**', 'Pour des emplois de qualité et bien rémunérés', 'Pour des emplois avec une meilleure formation', 'Pour un vrai dialogue avec le secteur public et privé'.* » (C'est nous qui soulignons)

C'est malheureusement la même position que l'USI-CCURA avance. Voyons le tract appelant à la manifestation du 5 février : « *Nous allons dire explicitement que nous sommes contre les expropriations (rachats) menées par le gouvernement national...*. » D'autre part, dans sa presse, l'USI se prononce non seulement contre les expropriations de Polar, mais aussi contre celles de la multinationale étasunienne Cargill.

Il faut savoir que c'est Pablo Castro qui a lu le manifeste au nom des organisateurs de la manifestation du 5 février. Pablo Castro est un dirigeant de la CTV (la centrale syndicale qui faisait partie des putschistes en 2002 et qui a collaboré avec le lock-out dans la secteur pétrolier) et il est également membre du Comité de suivi des expropriations de la MUD.

Quelques conclusions

Nous suivons régulièrement les différentes politiques des organisations de gauche, et cela ne nous surprend pas qu'une organisation qui se revendique comme trotskyste fasse des accords électoraux du genre de celles faites par l'USI, ou qu'elle s'unifie avec une organisation avec laquelle elle n'a pas d'accord stratégique. Cela ne nous surprend pas car, depuis la restauration du capitalisme dans les anciens Etats ouvriers, il y a une pression brutale de la démocratie bourgeoise sur les organisations de gauche, et cela signifie que, souvent, beaucoup de ces organisations mettent en œuvre des politiques du « tout vaut », afin d'avoir un meilleur résultat électoral, et surtout, pour essayer d'avoir un parlementaire élu. C'est ce qui explique, à notre avis, aussi bien la politique électorale de l'USI que son unification avec *Paso a la Nueva Democracia* qui désigne comme l'un de ses principaux objectifs, sa légalisation afin de pouvoir participer aux élections. Mais ce qui nous a surpris (on ne s'y attendait vraiment pas), c'est la politique de l'USI face aux expropriations.

L'USI dit qu'elle est contre les « expropriations de Chavez »

Nous sommes aussi contre les expropriations de Chavez. Mais face aux expropriations de Chavez nous ne disons pas : « Non aux expropriations », comme dit l'USI. Nous disons : expropriations sans indemnisation et sous le contrôle des travailleurs. En outre, nous n'attaquons pas Chavez parce qu'il fait de nombreuses expropriations. Nous l'attaquons parce qu'il en fait très peu. Nous n'attaquons pas Chavez parce qu'il menace d'exproprier Polar. Nous l'attaquons parce qu'il ne fait que des menaces et n'exproprie pas Polar, et ainsi, cette entreprise n'arrête pas de spéculer avec la faim du peuple vénézuélien.

Pour défendre une politique révolutionnaire contre les expropriations de Chavez et en faveur de l'expropriation d'entreprises comme Polar, sans indemnisation et sous le contrôle des travailleurs, nous pouvons faire des accords avec qui que ce soit, sauf avec les patrons de Polar, avec l'extrême droite, avec la CTV avec les syndicats alliés aux patrons de ces entreprises.

Jusqu'à récemment, aussi bien l'USI que CCURA menaient une politique révolutionnaire, mais ce n'est plus le cas aujourd'hui du courant de Chirino, au contraire. Tant l'USI que CCURA mettent en œuvre un « Front Unique Ouvrier » assez étrange, car il n'est pas destiné à faire face aux patrons, mais à empêcher l'expropriation de Polar, de Cargill ou toute autre entreprise capitaliste. A cet effet, ils mènent également une politique d'unité d'action avec tout ce qu'il y a de plus réactionnaire au Venezuela, comme on a vu lors de la manifestation et des discours du 5 février.

Nous disions que nous n'étions pas surpris par la politique électorale de l'USI, ni par l'unification. Par contre, nous avons été surpris par sa politique en matière d'expropriation. Nous disons cela parce que nous n'avions jamais vu une politique de ce genre de la part des organisations qui se revendiquent du trotskysme, même pas dans les secteurs les plus opportunistes tels que le lambertisme ou le SU.

Finalement, nous devons avouer que nous avions espéré que cette politique, qui signifie une rupture complète avec le trotskisme et le morénisme, n'était que celle de l'USI et non de l'UIT. Si c'était le cas, ce ne serait pas si grave. Ce n'est pas la première fois qu'une organisation de type national perd complètement le nord à cause de pressions à l'échelle nationale. Cela est d'ailleurs arrivé aussi, à plusieurs reprises, au sein de la LIT-QI. Dans de tels cas, le rôle de l'organisation internationale est essentiel pour corriger les déviations de l'organisation nationale. Toutefois, dans ce cas, notre espoir a été frustré parce que nous avons vu que la direction de l'UIT soutient cette politique, comme on le voit par la présence des dirigeants du courant international au Congrès d'unification et par la divulgation, dans la presse des sections de l'UIT, de ce brusque virage à droite de l'USI qui est présenté comme un succès politique majeur.



Mexique 1910 : la révolution commence

Gabriel Massa (Argentine)

Voici la deuxième partie de l'article en commémoration de la Révolution mexicaine de 1910, 100 ans après son début.

Dans la première décennie du 20ème siècle, alors que le processus d'industrialisation avançait sous l'impact de la pénétration impérialiste promue par Porfirio Díaz, la résistance des paysans et des travailleurs contre la dictature augmentait, tout comme celle d'amples secteurs bourgeois, déplacés par les grands monopoles impérialistes. La revendication principale qui unissait tous ces secteurs était faire obstacle à la réélection de Porfirio Díaz. Autour de ce drapeau se fonda en mai 1909 le *Parti anti-réélection (Partido Anti-Reeleccionista)*.

Un autre fait fondamental de 1909 était qu'Emiliano Zapata, qui était en train de devenir l'un des principaux chefs de la révolte paysanne, fut élu président de la Junte de Défense des Terres d'Anenecuilco, Etat de Morelos. Et en mai de cette année, il fut à la tête des paysans qui avaient récupéré par la force les terres de Villa de Ayala, qui étaient protégées par la police.

Au début de 1910, Diaz avait annoncé de nouvelles élections présidentielles, en promettant de ne pas se présenter pour une réélection. Mais il se rétracta par la suite et prépara une nouvelle fraude. Le *Parti anti-réélection* désigna comme candidat un propriétaire terrien du Nord, Francis I. Madero. En réaction, Diaz d'emprisonna Madero à San Luis Potosi, en avril 1910, jusqu'après les élections qui eurent lieu le 10 juillet. Diaz s'imposa alors grâce à la fraude. Après sa libération, Madero partit en exil pour quelques mois au Texas, et de là il lança le *Plan de San Luis*, avec un appel au soulèvement armé contre le gouvernement de Diaz.



Francisco Madero et d'autres dirigeants de la révolte

Cet appel eut l'écho favorable d'**Álvaro Obregón**, qui dirigeait une force de propriétaires fonciers et de paysan de classe moyenne dans le Nord, à Chihuahua, de **Francisco Villa**, soutenu par des paysans pauvres et des ouvriers agricoles, et de **Venustiano Carranza**, à Coahuila, représentant les propriétaires fonciers. Dans l'Etat de Morelos, Emiliano Zapata, à la tête de ses troupes indigènes, se rebella contre le gouvernement de Porfirio Diaz le 11 mars 1911. Le 10 mai, les troupes de Villa et d'un autre dirigeant paysan, **Pascual Orozco**, occupèrent Ciudad Juárez. Le soulèvement contraignit Diaz à renoncer le même mois de mai 1911 et à s'exiler en France, où le gouvernement le reçut comme un héros, en lui remettant l'épée de Napoléon III.

Des élections eurent alors lieu et le Congrès confia le gouvernement à Madero en novembre 1911. Il se déclencha immédiatement une sérieuse confrontation entre Madero et les forces paysannes de Morelos, parce que le gouvernement refusait de mettre en œuvre un plan de réforme radicale d'expropriation des terres et de restitution de terres usurpées, et exigeait que les indigènes zapatistes se démobilisent et désarment. Zapata lança alors le ***Plan de Ayala***, le 28 novembre 1911, depuis la ferme qu'il avait occupé l'année précédente. L'essentiel du Plan était un appel aux armes pour imposer la réforme agraire.

Pour combattre les insurgés, Madero nomma Victoriano Huerta, un ancien général de Diaz, commandant en chef de l'armée. Mais ce dernier mit en œuvre un coup d'Etat en février 1913 avec le soutien de l'ambassade américaine. Il renversa Madero et le tua, ainsi que son frère et son vice-président. L'épisode est entré dans l'histoire sous le nom des « *Dix jours tragiques* ». Huerta essaya de s'appuyer sur les Etats-Unis pour imposer de nouveau la dictature.



Álvaro Obregón

Le 26 mars, Venustiano Carranza, un fermier, gouverneur de Coahuila, lança le **Plan de Guadalupe**, appelant à la rébellion contre le gouvernement de Huerta et organisant l'armée dite *Constitutionnaliste (Ejercito Constitucionalista)*. Obregón et Villa s'unirent à lui. Zapata combattra lui aussi le gouvernement de Huerta, sans toutefois s'unir directement à Carranza, avec lequel il entretenait les mêmes différences qu'avec Madero.

En avril 1914, tandis que les troupes de la Division Nord, commandées par Villa, conquirent la ville de Torreon, dans l'Etat de Coahuila, les marines des Etats-Unis prirent le port de Veracruz pour soutenir Huerta. Mais la rébellion continua d'avancer avec des victoires à Zacatecas et Guadalajara. Villa parvint à construire toute une armée. Il fut particulièrement l'habile dans l'utilisation des chemins de fer pour concentrer ses forces dans les zones de combat.

Zapata, à la tête d'une rébellion qui avait des caractéristiques de guérilla paysanne, prit Jonacatepec et Chilpancingo. Il disposait à ce moment de 27 000 hommes. En avril 1914, il contrôlait déjà tout l'Etat de Morelos et quelques endroits de Guerrero. Peu de temps après, il prit Cuernavaca, et en juin, occupa les localités de Cuajimalpa, Xochimilco et Milpa Alta, ce qui lui ouvrit le chemin pour marcher sur Mexico. Mais ce furent les troupes de Carranza qui arrivèrent en premier dans la capitale. Huerta démissionna et fuit le pays le 15 juillet.

Villa et Zapata s'emparent de la capitale

Carranza arriva dans la ville de Mexico au commandement des forces constitutionnalistes et y prit le pouvoir le 20 août. Une Convention révolutionnaire fut convoquée le 1er octobre. Elle commença ses sessions dans la capitale, mais déménagea par la suite à Aguascalientes. A cette occasion se répéta la confrontation qui avait eu lieu entre les forces de Morelos et celles de Madero, avec la différence toutefois que cette fois, ce furent Carranza et Obregón qui résistèrent aux revendications des paysans et défendirent les intérêts des fermiers. Villa rejoignit les représentants de Zapata pour réclamer une réforme agraire. Avec la plupart de ceux-ci, la Convention retira son soutien au gouvernement de Carranza, et le 5 novembre, elle nomma Eulalio Gutierrez, un représentant des forces paysannes, comme président.

A partir de ce moment, les organisations paysannes de Villa et Zapata furent connues comme les Forces Conventionnalistes, tandis que celles de Carranza et Obregón continuèrent à être identifiées comme Constitutionnalistes. Carranza fut dépassé par des forces conventionnalistes, et le 9 mars, il transféra son gouvernement à Veracruz.

Villa et Zapata concentrèrent leurs troupes dans la périphérie de la ville de Mexico, à Xochimilco, et le 6 décembre, ils occupèrent la ville avec plus de 30 000 paysans, hommes et femmes, armés.

Les forces paysannes ne restèrent toutefois que 10 jours dans la capitale puis se retirèrent dans leurs Etats, en laissant derrière elles un gouvernement faible. Le 16 janvier, Gutierrez fut remplacé par Roque Gonzalez Garza, qui déménagea avec les forces de la Convention à Cuernavaca.

Cela lui permit de récupérer les forces constitutionnalistes de Carranza, qui reprirent la capitale en avril.





Des paysannes mexicaines dans la Révolution de 1910

Carranza est alors reconnu comme président par les gouvernements de l'Argentine, le Brésil, le Guatemala, la Colombie et la Bolivie. Les Etats-Unis le reconnurent comme un gouvernement de facto.

Voici comment un document intitulé « *La Révolution mexicaine de 1908-1919* » mentionna à la prise de la capitale par Villa et Zapata et leur retrait ultérieur[1] :

> *Villa est entré dans la ville de Mexico le 3 décembre, via Tacuba et Azcapotzalco. Le lendemain, il s'est entretenu avec Zapata à Xochimilco. Les zapatistes ont reçu Villa avec de la musique. Zapata et Villa se sont entretenus. Ensuite, ils sont entrés avec leurs troupes dans la ville.*
>
> *Avant l'arrivée de Villa et Zapata, Carranza avait fui de la capitale pour se réfugier à Veracruz. Les paysans armés se trouvaient déjà dans le centre politique du pays. 30 000 hommes et femmes sont allés sur le Zócalo dans la capitale... L'événement était extraordinaire. Deux généraux paysans, avec leurs armées, ont occupé la capitale du pays.*
>
> *Le 6 décembre 1914, Villa et Zapata sont entrés sur le Zócalo de la ville de Mexico. Du point de vue politique, c'était le point culminant de la Révolution. Mais il y avait une grave contradiction. La bourgeoisie avait été vaincue à la campagne, mais pas dans la ville.*

Le Marines étasuniens occupent le port de Veracruz, en avril 1914

> *Alors que les partisans de Villa et Zapata recevaient la sympathie de la population, d'autres les attaquaient. Les travailleurs étaient aussi favorables à Zapata, mais ils ne participaient qu'à titre individuel...*
>
> *Après la marche, Villa et Zapata se sont assis dans le fauteuil présidentiel. A leurs côtés se trouvaient Otilio Montano, Rodolfo Fierro et Urbina. « Ce ranch est un peu trop grand pour nous » avait dit Villa à Zapata quand ils étaient à Xochimilco. Puis ils sont retournés à leurs villages. Mexico leur apparaissait comme un village immense. Villa et Zapata étaient des paysans. Leur vision paysanne était locale. On ne pouvait pas leur demander d'agir comme prolétaires ou marxistes. C'est pourquoi, au lieu de persécuter et d'anéantir Carranza, Villa a décidé de retourner au Nord et Zapata au Sud. Il leur manquait un projet politique d'envergure nationale.*
>
> *A ce moment, la bannière politique de Zapata se résumait au Plan d'Ayala. Villa avait occupé une bonne partie du territoire militairement, mais il portait avec lui un tout autre et important drapeau. Il y avait un consensus à la campagne en faveur de Villa et Zapata, mais rien de semblable dans les villes. La classe ouvrière a été incapable de jouer son rôle, qu'elle ne comprenait d'ailleurs pas.*

Carranza réprime les luttes

De retour à la capitale, Carranza fit un pacte avec les dirigeants opportunistes du mouvement ouvrier. La Casa del Obrero Mundial (COM - Maison de l'ouvrier mondial) fut fondée à la chaleur de la révolution, dans la ville de Mexico. Des forces anarcho-syndicalistes y côtoyaient un noyau d'intellectuels libéraux et opportunistes, dont la figure principale était un peintre connu sous le pseudonyme de Dr. Atl. La COM avait fait face au gouvernement de Madero et à celui de Huerta, appelant à une grève générale pour mettre fin à l'Etat capitaliste, reflet de l'influence anarchiste.

Mais en échange du droit pour les travailleurs de s'organiser dans des





Villa et Zapata dans le palais présidentiel

syndicats sous leur direction, les dirigeants, avec le Dr Atl à la tête, imposèrent à l'intérieur de la COM un accord avec le gouvernement de Carranza. Cet accord comprenait un engagement de créer ce qu'on appelle les *Bataillons Rouges*, dans lesquels étaient inscrits 7 000 hommes, qui se battaient aux côtés des troupes de Carranza et Obregón contre Zapata et Villa.

Tout au long de 1915, Villa connu une série de défaites dans le Nord (El Ebano, San Luis Potosi, Celaya, etc), infligées par les troupes d'Obregón et un autre officier de Carranza, **Plutarco Elias Calles**. En mars 1916, en représailles au soutien étasunien aux forces de Carranza, les troupes de Villa envahirent la ville étasunienne de Columbus, au Nouveau-Mexique. Elles en furent immédiatement expulsées et les troupes des Etats-Unis rejoignirent celles d'Obregón contre les forces de Villa. Ce dernier parvint à se réfugier chez les paysans de Chihuahua et, en fait, se retira de la lutte.

Dans une monographie, la spécialiste des questions du travail, Edilia Ramirez, raconte la principale lutte contre le gouvernement de Carranza, dirigée par le syndicat des électriciens, opposé à la conduction opportuniste de la COM[2] :

> *A la fin de juillet 1916, les organismes regroupés dans la Fédération de Syndicats Ouvriers du district fédéral exigeaient des patrons que les salaires soient payés en or plutôt qu'en billets à preuve de faussaire, et ils décidèrent, en secret, de déclarer une grève générale dirigée également contre le gouvernement, considéré comme allié de l'entreprise. Le mouvement éclate à 3 heures du matin, le 31 juillet, lorsque les électriciens interrompent les services d'électricité à la ville. Le président Venustiano Carranza convoque les 11 membres du comité de grève au palais, les réprime sévèrement et les envoie en détention. Il ordonne également l'occupation militaire du siège du Syndicat Mexicain des Électriciens, de la Maison de l'ouvrier mondial, du syndicat des employés de restaurants, et des bureaux d'Acción Mundial.*
>
> *Le premier août, le président Carranza ordonne l'extension de la Loi du 25 janvier 1862, rendant passible de la peine de mort ceux qui proposaient la suspension du travail dans les usines ou les entreprises qui fournissent des services publics, ceux qui à cette occasion détruisaient ou détérioraient des éléments de la propriété de ces entreprises, provoquaient des émeutes, forçaient des gens ou empêchaient d'autres à exécuter leur travail normal.*
>
> *La grève est levée le 2 août et le 13 se réunit la Cour Martiale pour juger les dirigeants. Tous sont absous pour le délit de rébellion et l'affaire est renvoyée aux autorités de la justice civile. Par la suite, un second conseil disculpe encore une fois les accusés, sauf Ernesto Velasco, qui est condamné à la peine de mort. Cela suscite les protestations des travailleurs à travers le pays.*

La consolidation d'un nouveau régime bourgeois

Le premier décembre 1916 commence à siéger une Convention Constituante convoquée par Carranza. Le 5 février 1917, une nouvelle Constitution fut promulguée avec de nombreuses réformes, qui impliquèrent d'importantes concessions aux travailleurs et aux paysans, la réglementation des droits des travailleurs (paiement du salaire en or, fixation de la journée de 8 heures et élimination des magasins d'entreprise) et la promotion de la réforme agraire.

Le premier mai, Carranza assuma la présidence constitutionnelle du Mexique. De là, son gouvernement mit en œuvre les réformes contenues dans la Constitution. Ceci, combiné avec la défaite militaire des forces de la Convention, diminua la mobilisation paysanne. L'assassinat de Zapata par des agents de Carranza, le 10 avril 1919 à Chinameca, laissa la rébellion de Morelos sans direction.

En 1920, Obregón succéda à Carranza au gouvernement et poursuivit la mise en œuvre de la réforme agraire et des concessions au mouvement ouvrier. Sous son gouvernement, Pancho Villa essaya de réagir, mais il est assassiné en 1923.

Plutarco Elias Calles succèda à Obregon, et en mars 1929, il fonda le Parti National Révolutionnaire, le premier antécédent du Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI) qui sera au gouvernement pendant soixante-dix ans, jusqu'en 2000.

Les gouvernements du PRI ont la particularité de s'appuyer sur la cooptation des organisations paysannes et du mouvement ouvrier, un peu comme ce que Carranza avait réalisé avec les dirigeants libéraux de la Maison de l'ouvrier mondial, et en même temps, ils alternent entre l'accord et l'affrontement avec l'impérialisme, en particulier celui des Etats-Unis.

Lázaro Cárdenas, le premier président élu du Mexique pour une période de six ans (1934-1940) fut connu pour l'expropriation pétrolière (le 18 mars 1938) et la nationalisation des chemins de fer, ainsi que l'approfondissement de la répartition des terres et l'expansion de l'éducation.



Conclusion

Carranza, Obregón, Calles, Cárdenas et tous les gouvernements successifs, bien qu'ils aient approfondi dans de nombreux cas des changements politiques et sociaux, y compris la réforme agraire et la nationalisation du pétrole et du chemin de fer, ont été incapables de résoudre définitivement les deux problèmes fondamentaux auxquels la révolution, commencée contre le régime de Porfirio Diaz, avait fait face : la soumission du pays aux puissances impérialistes et leurs monopoles, et la misère des masses ouvrières et paysannes du pays.

En ce qui concerne ce dernier point, Arturo Warman, un anthropologue, secrétaire de la Réforme agraire du Mexique dans le gouvernement d'Ernesto Zedillo (1995 - 1998), a écrit[3] :

> *La réforme agraire mexicaine a son origine dans une révolution populaire de grande envergure et s'est développée en temps de guerre civile. Au cours d'une période prolongée, les paysans ont reçu plus de 100 millions d'hectares, soit l'équivalent de la moitié du territoire mexicain et près des deux tiers de la propriété foncière totale dans le pays. Cela a donné lieu à la constitution de 30 000 ejidos (propriétés collectives) et des communautés qui comprennent plus de 3 millions de chefs de famille. Cependant, la réforme n'a pas obtenu le bien-être poursuivi, et les paysans qui en ont bénéficié vivent aujourd'hui dans une extrême pauvreté.*

La même chose est vrai pour les autres grandes réformes entreprises par les gouvernements bourgeois mexicains, comme dans le cas de la nationalisation des chemins de fer et du pétrole sous Cárdenas. Rien de tout cela a contribué à obtenir l'indépendance définitive de l'impérialisme ou à mettre fin à la misère des masses.

Cela confirme, par la négative, la perspective fixée par Trotsky pour la révolution dans les pays coloniaux et le vrai chemin pour continuer avec l'héritage de la Révolution mexicaine, commencée en 1910, et de ses dirigeants, Villa et Zapata. La Révolution vit dans la rébellion des travailleurs, des paysans et du peuple mexicain. Cette rébellion vive ne peut trouver son triomphe ultime qu'en dépassant les limites des grands dirigeants paysans révolutionnaires, Villa et Zapata, et en avançant jusqu'à la destruction de l'Etat capitaliste semi-colonial et la conquête du pouvoir par les masses paysannes et populaires, dirigés par la classe ouvrière.

---

1 D. Bahen, publié par le site Web du Front des travailleurs de l'énergie, le 25 juin 2008).

2 Voir www.monografias.com/trabajos12/lahuel-mx/lahuelmx.shtml

3 La réforme agraire mexicaine : une vision à long terme, 2002

Nahuel Moreno et la Révolution mexicaine

[...] En 1910, il y a eu une immense révolution, la Révolution mexicaine. [...] Nous pensons qu'elle était aussi grande que la Révolution russe...

Au Mexique, le régime de la propriété des terres n'a pas été modifié en 1910. Il n'a changé que beaucoup plus tard. Et l'impérialisme n'y a pas été exproprié. Seul le système d'élection du président a changé. On a mis fin [à la réélection]. Cela a été une révolution pour que les présidents ne puissent pas être réélus, pour un changement d'institution [...]

Nous disons qu'**un nouveau type de révolution démocratique** est apparu : les révolutions démocratiques anti-coloniales ou nationalistes. Il s'agit de révolutions démocratiques contre le capitalisme. [...] Et nous croyons aussi qu'il y a des révolutions démocratiques de type politique, quand une dictature génocidaire est renversée. Comme nous pensons également qu'il y a un phénomène nouveau, que sont les dictatures contre-révolutionnaires de type bourgeois. C'est pourquoi le Mexique est si fondamental dans l'histoire du processus révolutionnaire mondial. Qu'est-ce que la lutte contre Porfirio Díaz, un grand dictateur bourgeois ? Porfirio Diaz n'est pas le féodalisme, c'est un bourgeois. Et ce phénomène, si complexe du point de vue de la théorie marxiste, n'a pas été analysé par les marxistes européens, parce que pour eux, toute révolution démocratique était anti-féodale. Ils ne se sont pas rendu compte que, dans la périphérie, il y avait des révolutions démocratiques anti-impérialistes et anticapitalistes contre des gouvernements capitalistes. C'est pourquoi ils ne se sont pas rendu compte qu'il y avait trois types de révolutions, et pas seulement deux, comme disait la théorie de la Révolution permanente. [...]

Tout le marxisme européen s'est construit autour de deux types de révolutions [...] : la révolution sociale capitaliste contre le féodalisme, et la révolution socialiste contre le capitalisme. Et ils n'ont pas vu les révolutions contre les contre-révolutions bourgeoises, [qui sont] un troisième type de révolution, qu'elles soient coloniales ou semi-coloniales. C'était un troisième type de révolution, et ils ne l'ont pas vu. [...]

Nous avons ajouté un nouveau type de catégorie de révolution politique, qui est essentiellement aussi socialiste et rentre dans révolution permanente. Quelle est cette nouvelle révolution politique démocratique qui est anticapitaliste et anti-impérialiste (et pour moi, anticapitaliste et anti-impérialiste est la même chose) et non féodale ? [Cette révolution] existe et elle est de nature politique dans ses premiers effets : « A bas Somoza », « A bas Videla » [...] Quand nous disons « A bas Videla » ou « A bas Somoza », nous disons : à bas l'expression contre-révolutionnaire du capitalisme, et non du féodalisme.

Nous devons intégrer cela à la théorie de la Révolution permanente. Mais cela doit être fait en pensant à l'énorme richesse qu'apporte l'époque.



Paraguay

La Confédération de la classe ouvrière voit le jour !

Ronald León (Paraguay)

Le mouvement syndical au Paraguay a fait un grand pas vers sa réorganisation sur des bases de classe, militantes, démocratiques et internationalistes. Le 20 novembre 2010 a été créée la Confédération de la classe ouvrière (CCT) en présence de plus de 200 personnes (délégués et invités).

Le congrès de fondation a réuni 190 délégués accrédités, représentant 21 syndicats du secteur public, 7 du secteur privé, 3 organisations paysannes et 2 organisations populaires. Parmi ces organisations, il y a la Fédération des travailleurs de la santé, l'historique Ligue des ouvriers maritimes[1] et l'emblématique syndicat ACEPAR[2].

La CCT est le fruit et l'héritière d'un processus de plus de 4 ans de regroupement syndical par le Bureau de coordination syndicale (MCS), bureau à partir duquel la lutte pour le respect des droits acquis de la journée de travail de 6 heures dans le secteur public s'est organisée et a été promue, avec une mobilisation qui a réuni, dans sa période d'intensité majeure, 10 000 travailleurs. Le MCS a joué un rôle très progressiste en se construisant sur la base de la solidarité syndicale, de la présence dans les luttes et de l'indépendance de classe.

Julio López, le nouveau président de la CCT, a évoqué les conditions dans lesquelles la fondation de la nouvelle entité a eu lieu : « *Nous pensons qu'il est temps de faire un saut qualitatif et d'envisager la nécessité de construire ce nouvel outil de lutte, pour qu'il se consolide comme direction d'un secteur des travailleurs et pose sa candidature pour être la direction de l'ensemble du mouvement syndical, social et populaire paraguayen.* »

Manifestation contre la privatisation des aéroports.

En bas : Julio López, dirigeant de la CCT, parle devant une assemblée plénière de l'organisation.

Une alternative ouvrière, paysanne et populaire

Selon les statuts adoptés par le Congrès, la CCT pourra accueillir en son sein des syndicats et des fédérations, des organisations de paysans pauvres, d'indigènes, du mouvement populaire, d'enfants, adolescents et jeunes travailleurs, de personnes handicapées, et toutes les organisations qui luttent contre la discrimination et l'oppression, ainsi que ceux qui ont choisi de participer dans les luttes de la classe ouvrière, sans discrimination d'idées, de militantisme et d'opinion politique, d'orientation sexuelle, de race, de religion ou de nationalité.

Les principes de la CCT

Les principes de la CCT, discutés et approuvés au Congrès, sont l'indépendance de classe, l'autonomie syndicale, la démocratie ouvrière et l'internationalisme prolétarien. Ces principes ont été mis en évidence au cours du Congrès dans la façon dont la CCT a manifesté son indépendance politique, d'une part à travers son opposition au gouvernement de Lugo et aux autres partis traditionnels de droite, d'autre part, à travers l'ample démocratie interne lors des débats et du vote des résolutions. A propos des principes approuvés, Julio López a dit qu'il est « *d'une importance capitale de soutenir les drapeaux historiques de la classe ouvrière et les principes du syndicalisme militant et de la classe, aujourd'hui abandonnés par toutes les autres centrales syndicales.* »

Le programme et le plan de lutte

Le Congrès a approuvé le programme de la nouvelle organisation, qui inclut des revendications telles que la revalorisation des salaires pour augmenter le pouvoir d'achat ; l'entrée en vigueur du salaire minimum, vital et indexé pour tous les travailleurs des secteurs public et privé ; le gel du prix des produits alimentaires de base ; le contrôle du prix des produits de base ; le plein emploi ; la restitution des droits acquis des 6 heures pour les employés de l'Etat ; la journée de travail de 6 heures pour tous les travailleurs ; l'octroi par le gouvernement d'une al-



location de chômage et l'organisation des chômeurs.

Opposition obstinée à la flexibilité du travail, pour le respect de la stabilité de l'emploi ; opposition au plan de privatisation des entreprises publiques et des ressources naturelles ; opposition à la privatisation de l'assurance sociale, pour la défense de la sécurité sociale basée sur le système de répartition solidaire, pour des retraites décentes.

De même, le programme comprend un point spécial pour la défense des droits de la femme au travail, souligne la nécessité de la lutte pour le droit à un logement décent en ville, ainsi qu'une réforme agraire radicale.

Dans le domaine syndical, la CCT est sans doute la seule organisation politiquement indépendante, aussi bien par rapport à la droite traditionnelle que par rapport au gouvernement de Fernando Lugo. Toutes les autres centrales ont des liens avec le gouvernement ou les employeurs. Voilà le principal capital politique de la nouvelle organisation. Dans une situation où la plupart de la gauche et du mouvement social a été coopté, prêche la confiance passive et démobilise la classe ouvrière, la CCT se propose de regrouper tous les secteurs qui sont disposés à continuer à se mobiliser pour leurs droits, autour d'un programme d'action clair et qui répond à leurs intérêts de classe.

La lutte contre les privatisations

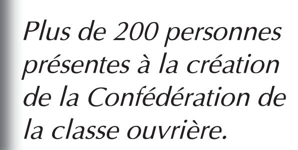
Actuellement, la CCT est engagée dans la lutte contre le plan de privatisation promu par le gouvernement de Lugo et qui a, évidemment, le soutien de la droite traditionnelle. Le paquet de privatisations, déguisée sous le nom de « concessions », concerne les trois principaux aéroports du pays (Silvio Pettirossi, Guarani et l'aéroport de Mariscal Estigarribia), ainsi que des routes stratégiques et même la voie navigable du fleuve Paraguay.

Ces mesures, promues par le soi-disant « gouvernement du changement », s'inscrivent dans la doctrine néo-libérale, et ce sont les mêmes mesures que les gouvernements du parti Colorado ont voulu appliquer pendant des années. En 2002, après plus de 17 jours de lutte des mouvements paysans et sociaux, le projet de privatisation mené par le gouvernement de Gonzalez Macchi a pu être freiné. Cette lutte héroïque a eu un martyr, le camarade Calixto Cabral, tué par la police dans un piquet. En 2005, le gouvernement de Nicanor Duarte (parti Colorado) a essayé d'appliquer le même paquet de privatisations et le mouvement social l'a de nouveau empêché par des manifestations de masse.

Le gouvernement de Lugo a déposé le projet de loi de concession au secteur privé de l'aérogare en octobre 2009 et a demandé au Congrès un traitement « en urgence ». L'argument, plutôt banale, était que l'Etat n'était pas en mesure d'assumer la « modernisation » des aéroports. C'est un mensonge grossier, puisque la Direction nationale de l'aviation civile (DINAC) n'est pas « en déficit ». La DINAC a eu des excédents au cours des 15 dernières années. Si cette somme avait été réinvestie dans des infrastructures, le Paraguay aurait des aéroports aussi modernes que ceux du dénommé premier monde.

Les ressources ont toujours existé et sont là. Ce qui n'a pas existé par le passé et n'existe toujours pas actuellement, c'est la volonté politique. Qui plus est, selon un calcul simplifié, considérant le revenu constant, en 30 ans - la période prévue pour les « concessions » - la DINAC pourrait engranger pour les caisses de l'Etat environ 2,1 milliards de dollars. Toutefois, Lugo et ses ministres Alegre et Borda ont l'intention de céder cette mine d'or, y compris les installations, d'une valeur estimée à 800 millions de dollars, pour... 100 millions de dollars. Une affaire et un arnaque grotesque contre le peuple.





Plus de 200 personnes présentes à la création de la Confédération de la classe ouvrière.

C'est ainsi qu'autour de la défense de la souveraineté et du patrimoine national, une vaste coordination a été formée avec les syndicats de la DINAC, la CCT, d'autres centrales, le Parti des travailleurs (la section paraguayenne de la LIT- QI) et même la gauche proche de Lugo : Tekojoja, le Parti communiste du Paraguay et le parti Convergence populaire socialiste.

Cette coordination, qui a reçu le nom de Calixto Cabral, a tout d'abord réalisé le 13 janvier une conférence-débat sur le sujet avec plus de 150 personnes. Le 27 du même mois, elle a organisé une manifestation au centre-ville d'Asunción avec environ 500 personnes de diverses organisations. A l'heure actuelle, une grève est en train de s'organiser à l'aéroport lui-même et de nouvelles manifestations sont en préparation. Le résultat de ces premières actions a été que le projet, qui devait être approuvé en janvier, a été reporté à une date indéterminée.

Dans une lettre ouverte au président Lugo, la Coordination Anti-privatiste Calixto Cabral dit : « *Nous considérons comme un devoir auprès de notre peuple d'exiger le retrait du projet de privatisation des aéroports, que vous avez présenté en octobre dernier. Le patrimoine national appartient au peuple et à personne d'autre. Les aéroports, tout comme les routes, les rivières et les autres ressources naturelles, appartiennent au peuple et doivent être dans les mains de l'Etat, au service d'un plan de développement national.* »

La CCT est en train de construire une nouvelle alternative de direction pour la classe ouvrière de la ville et de la campagne, avec une politique d'indépendance de classe et en participant activement dans les luttes ouvrières et anti-impérialistes.

---

1 La *Federación de Trabajadores de la Salud* comprend 23 syndicats et la *Liga de Obreros Marítimos* 28 syndicats du secteur privé.

2 *Aceros del Paraguay*, la seule entreprise productrice d'acier dans le pays, où il y a une grève ouvrière depuis avril 2009



Argentine

Les progrès du comité de fusion FOS-COI

Bettina Valmonti

Le 18 décembre, la période de pré-congrès a été déclarée ouverte au sein du FOS (Front ouvrier socialiste) et du COI (Courant ouvrier internationaliste), avec l'objectif de fusionner en un seul parti en Argentine.

A l'Hôtel Bauen, les camarades étaient nombreux à suivre l'expérience du Comité de Fusion entre le FOS et le COI. La fin de l'année a été un prétexte pour se réunir dans une ambiance fraternelle, après avoir été ensemble dans d'importantes luttes ouvrières, estudiantines et populaires.

Dans la chaleur de ces batailles, avec des débats passionnés, avec de grands accords et la discussion de nos divergences, nous avons avancé sur la possibilité de fusionner le FOS et le COI dans un nouveau parti, section de la LIT-QI en Argentine.

Beaucoup de militants autour de nous voient avec sympathie, et non sans surprise, qu'après tant de divisions dans la gauche en Argentine, deux organisations ayant des expériences différentes se rapprochent. La raison fondamentale est la conviction qu'il n'y a pas de parti révolutionnaire sans faire partie d'une internationale. Nos discussions ont donc lieu dans le cadre de la LIT-QI et en relation avec elle.

La réunion a été le cadre d'une nouvelle étape : l'ouverture de la période de pré-congrès dans le FOS et le COI. Dans les prochains mois, les membres de chaque organisation vont discuter des documents préparés pour évaluer s'il existe des conditions pour réaliser cette unification.

Il faut un grand parti révolutionnaire pour unir l'énergie de la classe ouvrière et des jeunes, et pour faire face à ce modèle de colonisation et d'exploitation. L'*Argentinazo*, la révolte argentine de 2001, a montré que cette force existe. Les luttes actuelles prouvent qu'elle est toujours latente. Mais il manque toujours une direction révolutionnaire.



Daniel Campos, dirigeant de la COI

Si nous arrivons à la fusion, ce sera un petit pas important dans la construction de ce parti. Le défi est énorme : développer une alternative politique pour faire face aux plans des patrons, du gouvernement et de l'impérialisme, le pillage de nos ressources et richesses, dans la lutte pour notre Deuxième indépendance.

Nous abordons cette tâche, forts de la présence d'anciens et de nouveaux camarades qui nous ont rejoints, attirés par ces défis et par l'espoir de l'unité.

Fête - Après les discours de Daniel Campos (COI), d'Eduardo Barragan (FOS) et de Luiz Carlos Prates, alias Mancha, du PSTU et de la LIT-QI, il y a eu une joyeuse fraternisation. Une des chansons inspirées par les jeunes a été : « *Brindo porque soy trosco y no bajo las banderas / brindo porque yo lucho junto con la clase obrera / brindo porque la COI y el FOS se van a unificar / estamos reconstruyendo la Cuarta Internacional* » (Je lève mon verre parce que je suis trotskyste et je maintiens haut le drapeau / Je lève mon verre parce que je lutte avec la classe ouvrière / Je lève mon verre parce que le COI et le FOS vont s'unir / Nous sommes en train de reconstruire la Quatrième Internationale).

L'unité se construit

Depuis la formation du comité de fusion, nous avons commencé - en plus d'aborder les débats théoriques, programmatiques et politiques - des expériences communes dans la lutte des classes. Nous avons soutenu pleinement la lutte des métallos de Paraná Metal, les cheminots en sous-traitance pour leur incorporation effective et pour le jugement et le châtiment des assassins de Mariano Ferreyra, les pétroliers de la Patagonie. Les jeunes du FOS et du COI ont accumulé de l'expérience dans les occupations et les assemblées de masse dans les écoles et les universités et ils ont fondé le courant estudiantin *El viraje* (le virage).

Lors des élections dans le syndicat des enseignants de Neuquén (ATEN), nous avons obtenu une victoire dans plusieurs districts dans le cadre du *Front Índigo,* et nous sommes engagés dans la construction d'un nouveau courant national des enseignants.

Nous avons formé une délégation importante pour la 25ème Rencontre nationale de femmes, au Paraná, avec des dirigeants syndicaux du Paraguay et du Brésil et des étudiants de Haïti. Nous avons réalisé des campagnes conjointes pour le peuple haïtien et en solidarité avec les peuples du Moyen-Orient et avec la classe ouvrière européenne. Ensemble, nous avons assisté à la fondation de la centrale CSP-Conlutas au Brésil. Nous avons dénoncé le « socialisme du 21ème siècle » de Chavez, le faux putsch en Equateur et les attaques contre la classe ouvrière à Cuba après la restauration du capitalisme. Toutes ces expériences nourrissent une expérience unitaire.



El Salvador

L'UST est née, une alternative de direction révolutionnaire

Comité exécutif de l'UST

Les 19 et 20 février a eu lieu le congrès de fondation de l'Unité socialiste des travailleurs (UST), la section salvadorienne de la Ligue internationale des travailleurs. Il s'agissait de la constitution formelle de l'organisation, bien que l'UST fonctionne déjà depuis le 1er mai 2010, quand elle a publié le premier numéro de son mensuel, *Le prolétaire*.

Au Congrès, il y avait des dizaines de militants, des invités et des représentants de la direction de la LIT, du Mouvement au socialisme (MAS) de Costa Rica et du Parti Socialiste des Travailleurs (PST) de Honduras. A cet égard, la composition de jeunes et de travailleurs de l'assemblée était remarquable.

Le premier point en discussion était la situation internationale, qui portait sur la situation économique mondiale et le processus révolutionnaire arabe.

Le point suivant a été la situation politique nationale, qui tournait autour de la caractérisation du gouvernement de Funes et du Front Farabundo Martí pour la Libération Nationale (FMLN), la situation de l'économie du pays, la mobilisation des travailleurs et des secteurs populaires et la politique de l'UST pour faire face au gouvernement et encourager la lutte des masses.

Le texte présenté et les discussions ont tourné autour de comment démasquer un gouvernement, qui a été qualifié comme bourgeois de conciliation classe parce qu'il a le soutien et la participation du FMLN, le plus grand parti de gauche dans le pays. Le rôle du FMLN donne à ce gouvernement encore un grand prestige auprès des masses, en dépit de ses mesures contre les travailleurs et le peuple, une situation qui est en train de changer au fur et à mesure que la crise s'approfondit.

Le Congrès a examiné la façon de renforcer les luttes de résistance des travailleurs, des paysans, des étudiants et des anciens combattants de la guerre civile, contre la hausse du coût de la vie, en défense de leurs salaires et acquis, pour le droit d'organisation, entre autres revendications.

L'une des discussions les plus importantes de la rencontre concernait le bilan historique de la révolution salvadorienne. L'intention de donner une grande importance à ce thème, à cette occasion, découle de la nécessité de tirer les principaux enseignements d'un processus révolutionnaire de l'ampleur de la révolution salvadorienne et de 12 ans de guerre civile.

Le document présenté et les discussions se sont orientées dans le sens de souligner les efforts immenses et héroïques des travailleurs, des étudiants et des paysans au Salvador, dans ce processus où des milliers de combattants ont perdu la vie pour devenir des martyrs de la Révolution. Toutefois, la conclusion générale indique clairement que cet engagement généreux de dizaines de milliers de révolutionnaires, prêts à donner leur vie dans cette lutte, a été trahi manifestement par sa direction. Cette dernière est passée des tranchées de la lutte de guérilla aux palais de l'Etat bourgeois, d'abord par le biais des Accords de paix de 1992, ensuite par l'adaptation du FMLN comme un parti du régime, et finalement par la participation directe et fondamentale du FMLN, comme soutien du gouvernement bourgeois de Mauricio Funes.

Puis, les militants et les invités ont abordé la discussion sur l'orientation des activités de l'organisation. Les discussions se sont concentrées sur la nécessité d'intervenir dans le mouvement ouvrier, étudiant et populaire. Dans le cas du mouvement ouvrier, la discussion portait sur la nécessité pour la classe ouvrière de faire face en front uni aux attaques contre ses acquis principaux, ainsi que sur notre soutien pour promouvoir la réalisation d'une rencontre syndicale, paysanne et populaire, pour construire un programme de lutte avec des principes de classe et qui se démarque des directions bureaucratiques.

Pour le mouvement estudiantin, l'accent a été mis sur la nécessité de sa reconstruction, par la promotion de l'organisation des associations syndicales des départements et des facultés, qui s'intéressent aux principales revendications des étudiants : pour la défense de l'enseignement public, pour un budget approprié pour l'université d'Etat. Et pour remplir cette tâche, la construction d'une organisation estudiantine nationale a été proposée.

Un thème important a été le vote des statuts de l'UST, où l'accent a été mis sur le fait que l'UST se définit comme une organisation de combat basé sur le principe d'organisation du centralisme démocratique, ainsi que sur son affiliation internationale à la LIT-QI.

Le Congrès s'est terminé par l'élection de la direction, le vote sur les documents examinés et les résolutions. Avec le poing levé et avec beaucoup d'émotion, toutes les personnes présentes se sont unies dans le chant des vers de l'Internationale, pour conclure ainsi un événement de grande importance.

Table des matières

Le Marxisme Vivant entre dans une nouvelle étape

Le premier numéro de la revue de théorie et politique *Le Marxisme Vivant* est paru en juin 2000.

Lorsque cette édition était sous presse, l'équipe responsable de la rédaction ressentit une joie immense et en même temps une grande préoccupation. Serions-nous en mesure d'assurer la continuité de la revue ? Le doute n'était pas sans fondement : si les révolutionnaires ont souvent démontré leur capacité à développer des revues politiques, on ne peut pas en dire autant pour ce qui est des revues théoriques et politiques.

Le défi a été relevé : dans les 10 années qui ont suivi, il y eut 23 éditions (dont une « édition spéciale »), dans lesquelles, sous différentes formes littéraires, les sujets les plus variés ont été abordés : la question des États, les nouvelles guerres, les gouvernements de Front Populaire en Amérique latine, la recolonisation impérialiste, la réorganisation du mouvement ouvrier, la question de la femme,...

Avec ce succès, on vit qu'il était possible de passer à la vitesse supérieure dans ce projet. Ainsi surgit l'idée de lancer *Marxismo Vivo Nueva Época*§, qui, à la différence de la revue antérieure, serait une revue de plus grande taille, ce qui permettrait d'aborder les thèmes avec plus de profondeur et de la dédier entièrement à la théorie révolutionnaire. Ceci, non parce que nous considérerions la politique de moindre importance, mais parce que nous sommes convaincus que Lénine avait raison quand il disait : « *Il n'y a pas de politique révolutionnaire sans théorie révolutionnaire*. »

L'idée a pris forme et le premier numéro de *Marxismo Vivo Nueva Época* vient d'être publié. Ce premier numéro traite de quatre questions fondamentales, abordées à travers divers matériaux actuels et historiques :

- Le débat sur Cuba.
- La question nationale.
- La construction du parti révolutionnaire.
- La nature des organisations centristes et la politique qu'une Internationale révolutionnaire doit avoir à leur égard.

§ NdT : Pour la plupart des numéros de l'ancienne série, une traduction en français d'une partie substantielle du contenu est disponible sur le site www.lct-cwb.be. Pour ce qui est de cette nouvelle série, dans un premier temps ce ne sera pas le cas.